lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 194 — SEMAINE DU 16 AU 22 MAI 1972 PRIX : 2 F

Malgré blocus et bombardements : LE PEUPLE VIETNAMIEN VAINCRA !

courrier des lecteurs

Appel aux militants révolutionnaires

Nous publions cet « appel aux militants révolutionnaires » qui nous a été adressé par d'ex-militants ouvriers du PCF de la région de Tours.

D'abord parce que dans la mesure du possible, c'est-à-dire de la place disponible, Lutte Ouvrière *juge de son rôle de donner la parole à tous ceux qui, à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, estiment avoir des questions à poser ou des choses à dire.*

Ensuite parce qu'il nous semble tout à fait caractéristique des réactions qui sont celles aujourd'hui d'un certain nombre de militants ouvriers sortis du PCF ou encore au PCF devant la situation du mouvement révolutionnaire.

Ces réactions sont dominées par deux sentiments. En premier lieu un préjugé ouvriériste que nous ne partageons pas. Certes nous sommes persuadés que seule la classe ouvrière constitue la force sociale capable de faire et de mener à bien la révolution socialiste. Cependant nous ne pensons pas que le problème soit d'organiser les militants ouvriers à part mais au contraire de faire en sorte que tous les militants révolutionnaires quelle que soit leur origine sociale, et notamment ceux d'origine petite-bourgeoise, intellectuels ou étudiants, s'attellent sérieusement à la tâche de conquérir aux idéaux révolutionnaires l'ensemble des travailleurs de ce pays.

En second lieu l'irritation et le désespoir devant la division et l'impuissance gauchiste, ce que nous comprenons fort bien puisque, après mai 1968, nous n'avons cessé de lutter pour que les révolutionnaires présentent, dans un front uni des différentes tendances, un visage sérieux qui puisse donner confiance aux travailleurs qui regardaient vers eux.

Cependant nous savons, et l'expérience nous l'a confirmé, qu'il ne suffit pas de lancer des appels à l'unité et d'essayer de joindre les bonnes volontés pour résoudre les problèmes de l'unité. Cela a été fait des dizaines de fois, et par des gens bien différents, sans jamais le moindre résultat. Pour convaincre il faut d'abord faire la preuve de la justesse de ses idées sur le terrain, en l'occurrence parmi la classe ouvrière. Pour notre part nous nous y employons. Nous ne pensons pas que quiconque puisse échapper à cette nécessité.

Nous sommes des ouvriers révolutionnaires. Nous avons été exclus ou avons démissionné du P.C.F., cellules de Saint-Pierre-le-Moûtier et Livry, au cours des dernières années. Nous nous constituons en groupe ouvrier révolutionnaire.

Nous constatons :

1) Sur le plan international et national le capitalisme est en crise économique quasi permanente.

La concentration capitaliste s'accentue.

Le coût de la vie augmente sans cesse de même que les cadences de travail.

Le chômage s'amplifie.

Or, ce régime d'exploitation de l'homme par l'homme, nous voulons le détruire totalement pour bâtir une société socialiste, gérée par les travailleurs eux-mêmes et non par des bureaucrates.

2) La bourgeoisie fera tout pour maintenir son pouvoir. Tantôt elle renforce sa dictature, comme actuellement avec la clique U.N.R., tantôt elle se donne des airs plus libéraux, dits « démocratiques ». Elle peut même prêter le pouvoir à un gouvernement de gauche pour faire sa sale besogne. Rappelons-nous : un gouvernement socialiste crée les C.R.S., envoie la troupe contre les mineurs en grève, envoie les jeunes Français se faire tuer en Algérie pour sauvegarder les intérêts des capitalistes colonialistes. Elle résistera par la force à sa liquidation. D'où toute espérance du passage au socialisme par les voies parlementaires est une illusion.

Actuellement, elle renforce son pouvoir et sa propagande (télé, presse bourgeoise, illusion des référendums, etc.). Elle tente d'intégrer la classe ouvrière à son système par des « contrats de progrès », des négociations stériles avec les syndicats professionnels auxquels elle veut assigner un rôle de frein aux luttes des travailleurs. Cette politique enferme les organisations ouvrières dans la collaboration de classes, dans des luttes ne dépassant pas le cadre légal permis par la bourgeoisie.

3) La résistance au capitalisme grandit cependant, renoue avec des traditions dures du mouvement ouvrier, invente de nouvelles formes de luttes. Cette lutte dure naît souvent spontanément, parfois sous l'impulsion de Comités ouvriers autonomes (Comités d'action, de lutte, etc.) ; parfois sous l'impulsion de syndicats de base durs.

Mai 1968 a été un catalyseur de luttes dures.

Des petits paysans mènent des luttes dures pour leur survie. Ces luttes tendent de plus en plus à les démarquer des gros exploitants agricoles, voire à les retourner contre eux, contre les accapareurs. Souvent, ils apportent leur soutien aux ouvriers en lutte. On l'a vu à Kléber-Colombes à Decize en 1971, par exemple.

Dans les facultés et les lycées, la société bourgeoise est contestée sous différents aspects et dans diverses luttes.

La révolte des petits commerçants peut être bonne s'ils se lient à la classe ouvrière. Elle a à se départir de son caractère corporatiste pour éviter de tomber dans le piège du fascisme.

Toute lutte contre le capitalisme doit s'intégrer au combat de la classe ouvrière.

Dans la spontanéité des luttes dures de la classe ouvrière, la propagande des Comités ouvriers autonomes, il y a un manque terrible : celui de la coordination, de la solidarité, de la propagande commune face à une politique qui tente d'isoler ces luttes, de déformer leur sens, ou de les cacher. Il manque une organisation ouvrière révolutionnaire capable d'impulser cette coordination et d'orienter les luttes des autres couches sociales dans le sens de liaison avec la classe ouvrière, sous sa direction.

4) Le P.C.F. ne peut assumer ce rôle, sa direction condamne ces luttes dures, se cantonne dans la légalité, joue le rôle illusoire du passage au socialisme par les voies parlementaires, veut s'acoquiner avec les partis de la gauche bourgeoise qui, une fois au pouvoir, joueront leur rôle répressif. Cette direction du P.C.F. vient de prouver dans l'affaire Renault son rôle répressif contre les travailleurs révolutionnaires. Elle veut maintenir la classe ouvrière dans la légalité bourgeoise. **Elle trahit la classe ouvrière dans son ensemble, mais aussi tous les militants honnêtes et sincèrement révolutionnaires (et ils sont encore nombreux) du P.C.F. Pour nous, militants communistes, l'orientation réformiste du P.C.F. n'est pas un sujet de réjouissance, quand nous songeons à tout un passé de luttes, que nous avons vécu dans ses rangs.**

Le P.S.U., malgré la présence en son sein de courants révolutionnaires, ne peut être un point de ralliement pour les ouvriers, étant donné sa composante sociale et ses positions parfois contradictoires.

Nous avons parlé plus haut du rôle qu'assigne la bourgeoisie aux syndicats, rôle que leurs directions assument à des degrés plus ou moins forts. Cela n'empêche pas qu'il existe à l'intérieur de ces syndicats beaucoup de militants et certains syndicats de base qui travaillent dans le sens de la lutte des classes, motivant de ce fait des adhésions d'ouvriers.

Les groupuscules « gauchistes » ont apporté et apportent un essor nouveau à la lutte révolutionnaire, avec des tactiques diverses. Ils ont profité de la carence de la direction du P.C.F. Mais ils se refusent, par leur pratique, à jouer un rôle d'unificateur des ouvriers révolutionnaires. Par leur sectarisme doctrinaire, ils divisent en fin de compte ce qu'ils peuvent unir un certain moment, ce qui pourrait être uni. L'élément intellectuel issu de la bourgeoisie qui domine et dirige dans ces groupuscules n'a pas abandonné la prétention dirigeante de « ceux qui savent » face aux ouvriers qu'il faut « éduquer ». Même si certains veulent se faire « ouvriers », ils maintiennent à l'intérieur de leurs organisations le pouvoir dirigeant de la petite-bourgeoisie. Cette domination dans les groupes révolutionnaires des éléments intellectuels petits-bourgeois est le facteur essentiel de la division des révolutionnaires.

La classe ouvrière a, en elle même, assez de potentialité révolutionnaire pour ne pas se placer sous la direction de ces missionnaires issus de la bourgeoisie.

Nous ne confondons pas les groupuscules « gauchistes » avec les militants isolés ou groupés qui travaillent sincèrement à l'autonomie de la classe ouvrière, à la création d'une force révolutionnaire authentiquement prolétarienne, à l'unité des révolutionnaires.

5) La classe ouvrière a besoin d'une organisation révolutionnaire prolétarienne d'un type nouveau, sans bureaucratisation issue de la classe ouvrière ou de la bourgeoisie. Nous ne prétendons pas créer de toutes pièces une telle organisation ; elle naîtra à partir d'expériences et de confrontations diverses, à partir de la classe ouvrière et de ses luttes, à travers l'unité des ouvriers révolutionnaires.

Ces ouvriers révolutionnaires sont au P.C.F., au P.S.U., dans les syndicats, dans les groupuscules gauchistes, dans les Comités d'action ouvriers, dans des groupes isolés comme le nôtre ; ou bien encore ils sont inorganisés. Ils ont des expériences, des points de vue divers. C'est avec eux que nous entendons discuter, faire l'échange de ce que nous ont appris des pratiques différentes, organiser des actions communes, dégager une stratégie et une tactique révolutionnaires, construire une organisation. Et ceci en toute confiance et camaraderie, sans sectarisme.

A tous ces militants, nous ne demandons pas de quitter l'organisation où ils luttent. Mais il faut que l'œuvre commune devienne plus importante que l'œuvre de tel ou tel groupe. Nous condamnons par avance quiconque voudrait se servir de ce regroupement comme terrain de recrutement pour sa propre organisation sous prétexte qu'elle seule détiendrait la vérité.

Par contre, nous travaillerons avec quiconque, dans la pratique, rejettera tout sectarisme et aidera par la pratique à la conquête, par la classe ouvrière, de son autonomie.

6) Autant les Comités ouvriers d'entreprises ne doivent être composés que d'ouvriers et d'employés de ces entreprises (beaucoup d'employés sont en fait de par leurs conditions de travail des prolétaires comme nous) autant une organisation révolutionnaire peut rassembler des révolutionnaires d'autres milieux, militant dans le sens de la lutte de classe, sous la direction des ouvriers. Ces militants sont une aide précieuse tant qu'ils ne veulent pas diriger les ouvriers, leur apporter la bonne « parole ». Des contacts ont déjà eu lieu avec ceux qui sont le plus proche de nous parce qu'en voie de prolétarisation : des petits paysans révolutionnaires.

Nous nous adressons aussi aux travailleurs intellectuels, aux lycéens et aux étudiants qui peuvent jouer un rôle important au service de la révolution des travailleurs, sous la direction des ouvriers et non à leur place.

7) Ce texte n'est qu'une élaboration courte mais réfléchie. Nous n'avons pas voulu en faire une vaste théorie mais un projet pouvant servir de base de discussion.

8) Certaines choses devant être dites étant dites, nous rappelons quelques principes que nous faisons nôtres :

— NOTRE VERITABLE ENNEMI, C'EST LE CAPITALISME.

— LA VERITABLE AVANT-GARDE DU PROLETARIAT, CE SONT LES TRAVAILLEURS EN LUTTE.

— L'ORGANISATION DES OUVRIERS REVOLUTIONNAIRES EST LA SEULE FORCE CAPABLE D'IMPOSER L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES.

— POUR FAIRE LA REVOLUTION, LES OUVRIERS NE REFUSENT AUCUNE AIDE MAIS N'ACCEPTENT PAS DE DIRECTION EXTERIEURE AU PROLETARIAT.

Avril 1972.

Pour toute correspondance, écrire à :

Mme F. Bosson, résidence Verte, rue du Maupas, 58-Nevers.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. Département Presse Offset 4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 152-06 75 263 PARIS CEDEX 06

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F — 1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mois : 70 F — 1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au : C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

Éditorial

MALGRÉ BLOCUS ET BOMBARDEMENTS :

LE PEUPLE VIETNAMIEN VAINCRA !

COMME en a décidé Nixon au début de la semaine dernière, le blocus du Nord-Vietnam est entré en vigueur. La presse, la télévision nous ont montré des photos du largage des mines par parachutes devant la côte et principalement le port d'Haïphong. Et c'est depuis jeudi midi que l'efficacité de ces mines a été rendue effective, interdisant le départ des quelque trente navires encore en rade d'Haïphong et l'accès pour les bateaux porteurs de ravitaillement ou d'armes.

Il s'agit donc de savoir maintenant si cette décision de blocus sera une réplique efficace à l'offensive victorieuse du F.N.L. et des Nord-Vietnamiens, offensive qui couvre une partie importante du territoire et qui se rapproche chaque jour de la capitale, Saigon. A l'heure où nous écrivons, les forces vietcongs et les maquisards assiègent An Loc, à 80 km de Saigon, et sont même parvenues à occuper partiellement la ville.

A vrai dire, personne ne se fait d'illusions sur l'efficacité d'un tel blocus. Déjà, au temps de la présence française en Indochine, les militaires avaient eu recours au minage des côtes, mais s'étaient heurtés au trafic incessant, presque invisible, des sampans et de toutes embarcations légères, trop fluettes pour heurter les mines. Les cargaisons étaient acheminées par des moyens de fortune, nécessitant une énergie, un courage hors de pair, y compris à dos d'hommes sur des pistes chaque jour retracées et chaque jour effacées. Aujourd'hui, le haut commandement américain ne se fait sans doute guère d'illusions sur la nouvelle escalade. Un rapport de la C.I.A. affirme même que si Haïphong et Hon Gaï étaient totalement bloquées, « il resterait 12 points secondaires aussi bien que de nombreux points de transbordement côtier utilisables pour des déchargements au large ».

Mais la politique de Nixon s'inscrit dans la logique d'un système pourri qui veut à tout prix imposer aux Vietnamiens des hommes ou un système honnis, en ayant recours à l'assassinat, aux explosifs, à la destruction systématique, et aujourd'hui au blocus. Mais si ces dernières décisions coûteront encore sang et victimes au peuple vietnamien, si elles peuvent retarder d'un moment encore l'issue finale, si elles peuvent encore assassiner froidement comme ce fut le cas jeudi dernier lors du bombardement par des « B 52 » sur l'hôpital d'Hanoi, elles ne peuvent en rien changer le fond de l'affaire.

Car quoi que fasse Nixon, quoi que décide l'état-major américain, ils ne changeront plus la victoire acquise si durement par le peuple vietnamien. Les millions de tonnes de bombes déversées, les milliards de dollars dépensés pour tenter d'acheter une armée à la solde des gouvernements fantoches, les tortures, les massacres, les défoliations, le napalm, rien n'a eu raison de la ténacité et de la volonté du peuple vietnamien, de sa détermination à refuser une loi, vint-elle de la plus grande et de la plus puissante nation.

Ce qui fait la force du peuple vietnamien, ce qui arme véritablement sa volonté, ce n'est pas l'aide de l'U.R.S.S. ou de la Chine, mais bien le désir de ne pas céder.

Le peuple vietnamien montre l'exemple à l'ensemble de l'humanité.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE VIETNAMIEN !

HORS DU VIETNAM LES TROUPES U.S. !

Nixon à Moscou :

Le G.R.P. à Saigon ?

APRES la décision prise par Nixon au début de la semaine passée de miner l'entrée des ports du Nord-Vietnam et d'intensifier les bombardements en particulier sur les voies ferrées, on a pu se demander pendant un instant si le voyage du président américain en URSS aurait bien lieu. Tout semble indiquer, à l'heure où nous écrivons, que oui.

Le gouvernement soviétique, comme celui de Pékin d'ailleurs, a mis près de trois jours avant d'élever une protestation officielle. Mais la teneur de celle-ci, la lenteur même de sa réaction marquaient déjà sa volonté de rassurer les Américains. Et il a multiplié les gestes dans ce sens. Toutes les négociations qui se déroulent actuellement entre les Russes et les Américains ont continué comme si de rien n'était. Ainsi un certain Patolitchev, ministre soviétique du Commerce, est allé se faire photographier tout souriant aux côtés de Nixon, affirmant aux journalistes qui l'interrogeaient pour savoir si le voyage du président américain aurait bien lieu : *« Nous n'en avons jamais douté. Je ne comprends pas pourquoi vous me posez ce genre de question. Vous avez le moindre doute, vous ? »*

Décidément, les dirigeants des deux grandes superpuissances tiennent fort à ce voyage. Il y a quelques semaines, au début de l'offensive actuelle du FNL, la presse s'interrogeait pour savoir si Nixon, irrité de constater que Nord-Vietnamiens et FNL étaient armés par les Russes, n'allait pas refuser de se rendre à Moscou. Il s'est bien vite avéré qu'il n'en était rien. Quelques semaines plus tard, quand on s'interroge cette fois sur la volonté des Russes la réponse vient tout aussi ferme.

Que l'affaire du Vietnam ne détourne pas Nixon du chemin de Moscou ne peut guère étonner. C'est en grande partie à cause d'elle qu'il le prend. Le président des Etats-Unis sait qu'il devra un jour ou l'autre, d'une façon ou d'une autre, admettre que le GRP prenne en tout ou en partie le pouvoir à Saigon. Tout montre qu'il y a déjà un certain temps que cette perspective s'est imposée à lui. Les succès de l'offensive actuelle des troupes nord-vietnamiennes ou FNL la lui imposeraient s'il en avait douté encore. Il lui reste maintenant à prendre des assurances pour empêcher que l'exemple du FNL ne fasse tache d'huile dans le Sud-Est asiatique. L'une de ces assurances pourrait être que tout mouvement semblable qui se créerait au Siam, en Birmanie ou ailleurs ne recevrait cette fois aucun appui ni de Pékin ni de Moscou et même se heurterait à leur hostilité. Cette assurance, Nixon a été la chercher à Pékin il y a trois mois. Il va la chercher à Moscou la semaine prochaine.

Quant aux Russes, comme toujours depuis cinquante ans, comme depuis que Staline a pris le pouvoir pour le compte de la bureaucratie, ils sont à la recherche de l'accord avec le monde impérialiste. Les menaces de Nixon, les risques virtuels que le développement de la situation vietnamienne amène un affrontement direct entre les Soviétiques et les Américains, même si aucun n'en veut au départ, ne peuvent qu'accroître les désirs des dirigeants russes de procéder à cette négociation.

Les révolutionnaires ne reprochent à personne de passer un compromis avec l'impérialisme en fonction du rapport de forces du moment. Il est par contre une manière de le négocier, faite de poignées de main, d'accolades et de sourires à l'assassin, quand tout un peuple est écrasé sous les bombes américaines, qui est proprement écœurante. Comme est écœurante l'idée que pour protéger un statu quo, que l'impérialisme lui-même n'hésitera pas à remettre en cause dès qu'il en aura la force ou en sentira l'absolue nécessité, Brejnev et compagnie sont tout prêts à vendre d'avance la lutte de certains peuples pour leur liberté.

Jacques MORAND.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 8
— Bruay-en-Artois : entre bourgeois...
— Communiqué du G.I.P. : à propos des révoltés de Nancy.
Page 15
— Les promoteurs et l'environnement.
Page 17
— Scandale d'Autrèche : les autorités interviennent.
Page 18
— La réforme de l'apprentissage.
— Reclassements à la R.A.T.P.

● Dans la majorité

Page 7
— L'avenir de Chaban, Premier ministre.
— L'O.R.T.F. à la une.

● Actualité politique et syndicale

Page 6
— Manifestation de soutien à la lutte des peuples d'Indochine.
— Les discussions C.G.T.-C.F.D.T.

● P.C.F.

Pages 12-13
— Quand ils étaient ministres.

● Dans les entreprises

Page 14
— L' « Europe » : grève pour l'intégrité des congés payés.
— S.E.E.E. (Paris) : licenciement d'un délégué syndical.
Page 16
— Sagem (Argenteuil) : les élections de délégués.

● Travailleurs immigrés

Page 16
— Les travailleurs immigrés en lutte pour des conditions de vie meilleures.

DANS LE MONDE

TCHECOSLOVAQUIE
Page 4
— Pour avoir droit aux études, il faut soutenir le régime de Husak.
MAURITANIE
Page 4
— Agitation sociale et répression.
VIETNAM
Page 5
— La politique de la terre brûlée.
URUGUAY
Page 5
— Quatre jours sanglants.
MOYEN-ORIENT
Page 6
— Les oubliés de Palestine.
CANADA
Page 6
— Les travailleurs ne se laissent pas faire.

DIVERS

Page 10
— Revue de presse.
Page 11
— En bref.
Pages 19-20
— Feuilleton.
Page 21
— Cinéma : « Orange mécanique ».
Page 22
— Théâtre : La cagnotte, d'Eugène Labiche - Les négriers, de Daniel Boukman.
Page 23
— Livres : Le syndicalisme : textes de Marx et Engels - Le pari chilien, de Catherine Lamour.
Page 24
— La fête.

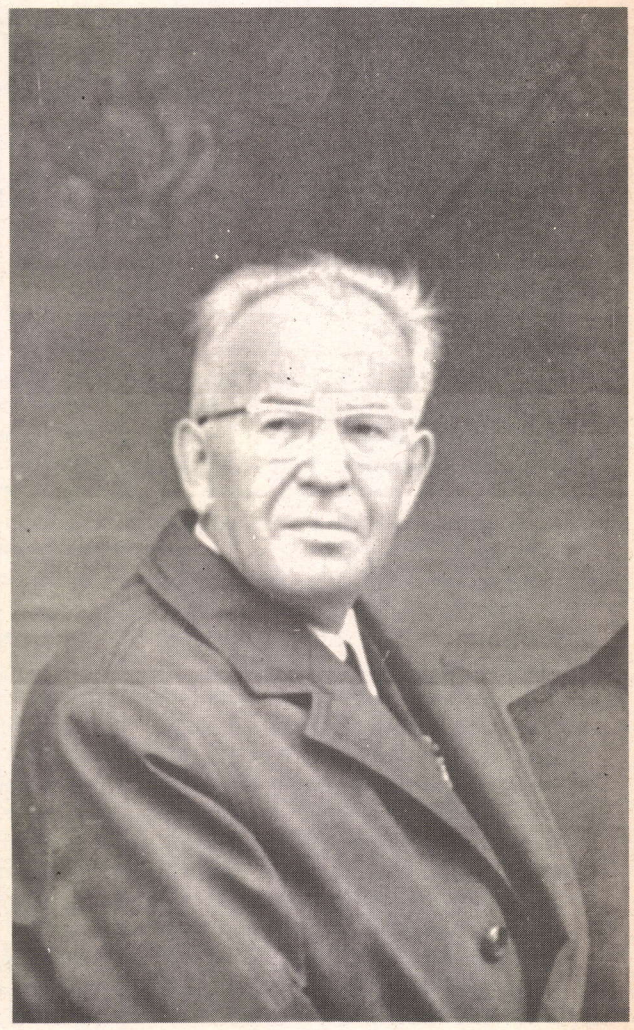
Tchécoslovaquie

Pour avoir droit aux études :

Il faut soutenir le régime Husak

Le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est nous a fait parvenir les informations suivantes sur les critères de sélection pour les lycéens, les étudiants et les chercheurs tchécoslovaques.

Que la fidélité aux gouvernants du moment soit jugée essentielle pour avoir le droit de poursuivre des études n'est certes pas une chose toute nouvelle dans les démocraties populaires. On appréciera quand même l'aveu sans fard qui en est fait par le ministère de l'Education nationale tchécoslovaque.



G. Husak crée les bourses « Staline » : tout un programme.

LE Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est a pris connaissance du document suivant : « Instruction du ministère de l'Education nationale tchécoslovaque, n° 8770-7-34 » **(Prague, le 4 mars 1971).**

Ce document, qui porte sur les conditions d'admission dans l'enseignement secondaire et supérieur, précise les critères de sélection des élèves. Nous pouvons juger de l'esprit de ce texte officiel par le commentaire qu'en a fait M. Joseph Ernest, directeur de l'enseignement secondaire du ministère de l'Education nationale de la République socialiste tchèque, dans le journal des instituteurs du 22-9-1971 :

« La sélection des candidats aux études secondaires a un caractère politique prononcé (...). Il est décisif dans quel esprit les parents infuencent l'enfant, s'ils soutiennent le socialisme, la politique actuelle du P.C. et quelles étaient leurs attitudes dans les années 1968-1969. (...) Si les parents avaient des attitudes anti-socialistes bien déterminées, ils influençaient aussi leurs enfants dans cet esprit. Nous serions contre nous-mêmes, et nous agirions au détriment du socialisme si nous ne le prenions pas en considération. »

Ainsi les élèves, les étudiants, ne seront plus sélectionnés seulement en fonction de leurs connaissances mais aussi, et avant tout, en fonction de leur degré de fidélité (et même de celui de leurs parents) à la politique suivie, à la normalisation imposée au peuple tchécoslovaque après l'invasion du 20 août 1968.

En effet, les instructions du ministère affirment, entre autres, pour l'enseignement secondaire, que les « critères significatifs » d'admission de l'élève seront son « origine de classe et l'engagement politique et social des parents ». **Pour ce faire, l'école pourra** « demander l'avis de la direction du lieu de travail des parents qui sera fondé sur l'opinion de l'organisation du P.C. de l'entreprise et de la section syndicale ».

Dans l'enseignement supérieur, les instructions définissent les conditions d'admission comme suit :

« Les éléments suivants seront appréciés comme équivalents : le profil politique et moral, les dons, les aptitudes, les connaissances et l'origine du candidat. (...) Pour l'admission, l'appréciation de tous les éléments mentionnés ci-dessus est décisive. » **D'autre part,** « un fonctionnaire de l'organe compétent du P.C.T. et un fonctionnaire de l'Education nationale prendront part à la procédure d'appel ».

Enfin, nous pouvons encore relever que « l'appréciation complexe des candidats » **à une carrière scientifique se fera en fonction de leur** « attitude envers l'évolution d'après janvier (année 1968-1969), leur position par rapport à l'Union Soviétique et aux autres pays socialistes ».

Par ailleurs, le Comité a pris connaissance, par un article passé dans la Vie tchécoslovaque **d'un amendement à la loi sur les universités, qui accorde au ministre une** « très haute autorité pour assurer le contrôle de l'Etat sur les institutions de l'enseignement supérieur ». **Cet amendement donne au ministre des pouvoirs extraordinaires en matière de choix des recteurs, doyens et du corps enseignant, pouvoirs qui lui permettent d'agir** « sans les procédures académiques habituelles ».

Selon Koloman Boda, alors ministre fédéral, cet amendement a été rendu nécessaire « par les phénomènes de crise et les conflits qui ont profondément affecté la vie universitaire ».

Mauritanie

Agitation sociale et répression

L'Union Générale des Etudiants et Stagiaires Mauritaniens (section de France), nous a fait parvenir les informations suivantes sur la situation en Mauritanie. Rappelons que le régime d'Ould Daddah est appuyé par le gouvernement français, ce qui explique les manifestations hostiles qui avaient marqué un récent voyage de Pompidou en Mauritanie. Ces informations montrent en tout cas que les masses mauritaniennes, et notamment la classe ouvrière, ne subissent pas sans réagir l'oppression et l'exploitation, qu'elles soient le fait de l'impérialisme, des bourgeois nationaux ou de l'Etat à leur service.

Pompidou en visite chez Ould Daddah : les dirigeants boivent... mais les peuples trinquent.

Pour désamorcer le développement des luttes revendicatives et politiques, on se souvient que le régime de Ould Daddah avait pris une série de mesures arbitraires. En particulier il avait renvoyé plus de 200 élèves du secondaire dont 105 pour la seule ville de Nouakchott et fait occuper les établissements secondaires par les forces de répression. Il avait aussi procédé à une série de suppressions de bourses d'étudiants. Il refusa de reconnaître les directions syndicales issues des Congrès organisés sous son égide et renvoya sine die la tenue du Congrès de la centrale syndicale (UTM). Enfin, il déclencha une campagne anti-communiste pour pouvoir franchir de nouveaux pas dans la répression.

Malgré tout cela les mouvements revendicatifs et politiques continuent leur développement. En voici quelques exemples parmi les plus importants pour les mois de février et mars :

— le 6 mars, grève des ouvriers de la société de construction Copevir contre les compressions abusives de personnel ;

— vers la même date, grève à l'imprimerie « Nationale » ;

— le 16 mars, grève des ouvrières de l'OMT (Office Mauritanien du Tapis) pour avoir en particulier le droit de constituer un syndicat ;

— le 20 mars, grève du personnel de la Société Mauritanienne de Banque (filiale de la Société Générale) ;

— Agitation parmi les ouvriers agricoles de la plaine de M'Pourié, des dockers de Nouakchott, des ouvriers de l'atelier de traitement de la gomme arabique de Nouakchott ;

— forte agitation chez les chômeurs de la ville minière de Zouerat. Leurs délégués ont été arrêtés puis relâchés sous la pression de leurs camarades.

Au niveau des élèves du secondaire où le régime pensait avoir « résolu le problème » par le renvoi de plus de 200 élèves, l'agitation continue malgré la présence des forces de répression. Ils ont en particulier fait une importante manifestation le 23 mars à Nouakchott. A Aioun un élève est emprisonné depuis plus de deux mois. Il a observé une grève de la faim pour exiger un jugement. Sous prétexte de lui avoir porté assistance, deux enseignants (Ould Tah et Dieng Dioulde) ont été *licenciés* et assignés à résidence surveillée.

Partout à l'intérieur du pays des luttes se développent : à Aioun, Kiffa, Mederdra, Rosso, Magta Lahjar... Le mouvement touche des couches diverses : les tailleurs de pierres sont entrés en grève à Aioun, les petits commerçants... A Boumdeid la population a manifesté contre le viol d'une fille par le chef local du parti gouvernemental. A Mederdra, des manifestations populaires ont été organisées pour exiger une alimentation plus régulière de la ville en eau. Trois enseignants ont été arbitrairement mutés à la suite de cette manifestation.

D'autre part un nouveau style policier est apparu ces derniers jours à Nouakchott en particulier. Des perquisitions surprise et sans mandat sont systématiquement faites aux domiciles des patriotes connus. La police procède à des détentions de un, deux et parfois trois jours pour habituer la population à ce « genre de choses ». Déjà plus de dix arrestations ont été opérées. Parmi les victimes signalons trois jeunes élèves de 14-15 ans, trois femmes dont deux mères de nourrissons âgés de vingt et un jours et un mois. Quant à la troisième, on lui reproche de ne pas avoir dénoncé son enfant qui est par ailleurs un élève gréviste !

Vietnam

La politique de la terre brûlée

LE moustique qui tue » : **c'est ainsi qu'un communiqué de l'A.F.P. nomme cet insecte qui vient d'apparaître dans les régions du Vietnam situées de part et d'autre du dix-septième parallèle. C'est une espèce de moustique, le Falciparum, que l'on ne connaissait pas jusqu'alors dans cette région. Dans la plupart des cas, sa piqûre est suivie d'une fièvre pernicieuse, du coma, puis de la mort. Il transmettrait une sorte de peste. On ne connait pas de remède à sa piqûre.**

Cette simple information en dit long sur ce qu'est devenu aujourd'hui, après des années de guerre, le Vietnam. Dans cette région, soumise à des bombardements incessants, ce ne sont que cratères de bombes remplis d'eau stagnante, où des cadavres pourrissent. C'est un véritable bouillon de culture où peuvent se développer à loisir toutes sortes de germes, transmis par les rats et les souris qui y rôdent, ou par les insectes qui trouvent là un terrain de choix. Dans cette véritable terre brûlée, toute vie humaine est devenue impossible, tout l'équilibre naturel est détruit, au profit des espèces les plus nuisibles à l'homme, qui ont constitué là un véritable foyer d'infection.

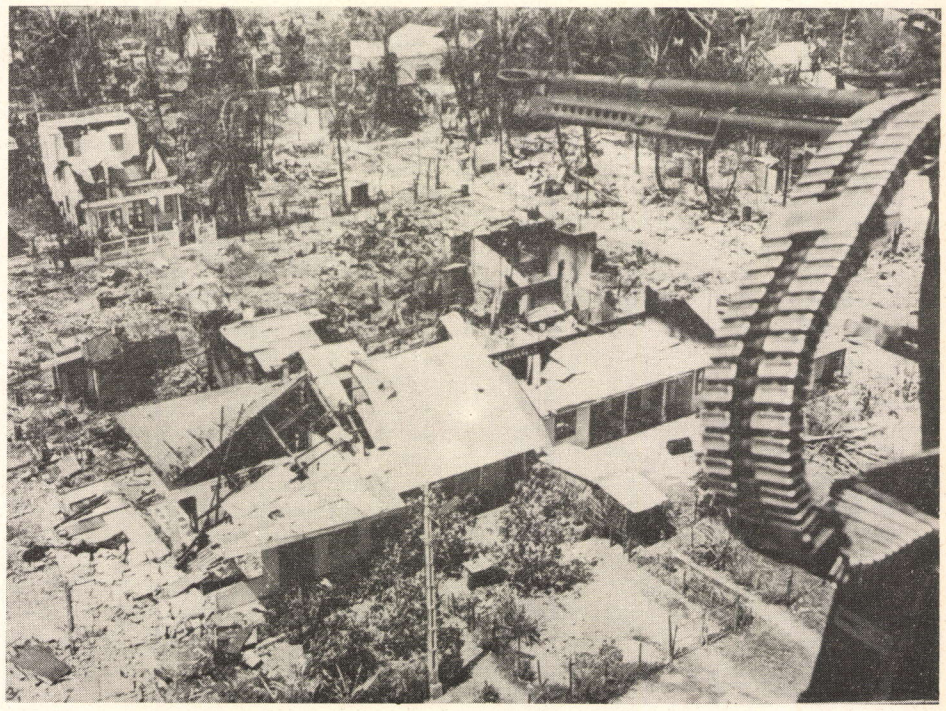
La dévastation totale : voilà ce que lègue, à cette région du Vietnam, la « civilisation » américaine. Mais ce n'est là qu'une partie de ce legs. Pendant des décennies, la terre vietnamienne continuera de porter les blessures que l'impérialisme américain lui a infligées.

Il y a bien sûr, les régions bombardées où, sur des kilomètres, toute vie, toute végétation ont disparu pour faire place aux cratères de bombes. Mais il y a aussi les dommages irrémédiables causés à la nature, aux plantations, par les herbicides et les défoliants de l'armée américaine.

Sur de vastes régions, les avions américains ont procédé à des épandages de produits toxiques, herbicides et défoliants, détruisant toutes les cultures dans le but d'affamer la population et de couper les vivres aux maquisards. Lorsque ces épandages sont répétés, ce qui est le cas dans de nombreuses régions du Vietnam, l'action des herbicides peut subsister très longtemps et empêcher toute culture pendant des années. Mais dans l'immédiat, la population en est victime non seulement parce qu'elle est privée de moyens de nourriture, mais parce qu'elle est soumise à une intoxication directe, entraînant souvent la mort. Quant aux femmes intoxiquées, elles donnent souvent naissance à des enfants porteurs de malformations congénitales.

Dans la forêt vierge, la défoliation a pour effet de détruire les espèces les moins résistantes, laissant la place à d'autres, tel le bambou moins sensible aux défoliants. Celui-ci prend durablement la place des anciennes espèces, empêchant toute renaissance future. Là aussi, la population vietnamienne est touchée dans une de ses sources d'approvisionnement. Ailleurs, le sol, directement soumis aux rayons du soleil, risque de se dessécher et de se transformer en latérite, le rendant définitivement stérile. En fait, c'est tout l'équilibre écologique qui est menacé. Des espèces entières, animales ou végétales, peuvent disparaître, laissant place au développement d'autres espèces plus nuisibles. A long terme, les conséquences sont imprévisibles : là encore, les U.S.A. auront peut-être transformé ces régions en déserts.

Cette « terre brûlée » qu'est ainsi devenue le Vietnam n'est pas un simple sous-produit de la guerre. Ce ne sont pas les quelques destructions inévitables dans un affrontement. C'est le fruit d'une politique délibérée de l'impérialisme américain. Lorsqu'on fait la guerre à tout un peuple, c'est aussi à ses maisons, à ses rizières, à ses plantations qu'on fait la guerre. Les militaires américains l'ont parfaitement compris. Et si le Vietnam est devenu un tel terrain d'expérimentation pour les armes chimiques, aussi bien que pour toutes sortes de bombes, telles les bombes à billes, causant le maximum de dommages à la population bombardée, c'est là le fruit d'un froid calcul, visant à faire le vide là où ils passent.



Pour sauver leur domination, les impérialistes n'hésitent pas à massacrer systématiquement la population.

Il s'agit d'abord d'objectifs stratégiques immédiats : terroriser la population d'une région pour l'en chasser, couper les vivres aux maquisards, créer des régions entièrement désertiques qu'il leur soit difficile de traverser, etc. Mais les dirigeants américains mettent aussi là une volonté politique : il s'agit de montrer au peuple vietnamien et au monde que se mesurer avec le géant américain coûte très cher, et que si le Vietnam gagne malgré tout son indépendance, tout aura été fait pour que ce soit l'indépendance d'un champ de ruines.

Massacres systématiques contre la population civile, destruction délibérée, peut-être pour des décades, de tout l'équilibre naturel, de toute culture et de toute vie ; le Vietnam d'aujourd'hui nous montre le visage qu'aura cette troisième guerre mondiale que les dirigeants du monde impérialiste préparent froidement. Une guerre où, pour sauver leur domination, ils sont prêts à tout, y compris à conduire l'humanité à la destruction totale.

André FRYS.

Uruguay

Quatre jours sanglants à Montevideo

LES événements qui ont ensanglanté la capitale de l'Uruguay les 14, 15, 16 et 17 avril 1972 ont coûté la vie à quatre fonctionnaires des services de renseignement et à vingt militants de gauche, treize appartenant au mouvement des Tupamaros et sept membres du Parti Communiste d'Uruguay. Nous publions ici quelques informations relatives à ces événements.

Le 14 avril à 7 heures du matin un commando tupamaro attaque une camionnette dans laquelle se trouvaient Carlos Alberto Leides, fonctionnaire des services de renseignement, Oscar Delega, sous-commissaire du même service, et un sergent. Leites et Delega sont tués, le sergent blessé.

Le même jour à 10 heures du matin un autre commando de Tupamaros attaque à la mitraillette le capitaine de corvette Ernesto Motto et le tue à 150 mètres de sa maison. Motto était également un homme des services de renseignement, spécialisé dans la recherche, la capture et parfois l'exécution des Tupamaros.

A la même heure, enfin, un autre commando tupamaro, posté dans une église, abat à la mitraillette le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Armando Acosta Lara.

Les policiers uruguayens en action contre les Tupamaros. (Ph. U.P.I.)

A midi la radio annonce ces attentats et la police entre en action, appuyée par l'armée. Le premier affrontement avec les Tupamaros a lieu à 14 heures lorsque les forces de l'ordre pénètrent dans une maison où sont réunis des Tupamaros en abattant deux, un garçon et une fille.

Deux autres assauts contre des refuges de Tupamaros seront effectués dans l'après-midi, assauts au cours desquels six Tupamaros seront abattus, trois blessés grièvement et plusieurs faits prisonniers. Un des blessés, Candan Grajales, mourra pendant son transfert à l'hôpital. Il s'agissait d'un des leaders du mouvement. Un autre dirigeant tupamaro, Almiratti, qui s'était évadé en 1971 en plein tribunal avec deux de ses camarades arrêtés, sera arrêté.

Mais la police ne s'en prend pas seulement aux Tupamaros. Elle cerne la maison de l'écrivain Luis Martirena, hostile au régime, et l'abat de sang-froid, ainsi que sa femme. Le lendemain le gouvernement décrète l'état de siège et la suppression de toutes les garanties constitutionnelles. Le 16 un meeting de protestation, organisé par les organisations de gauche, est attaqué par la police. Il y a de nombreux blessés parmi les participants. Le 17 avril les forces de police cernent le local du Parti Communiste en prétendant (faussement) que l'on a tiré des coups de feu de l'intérieur. Elle prend d'assaut le local, assassinant sept militants du Parti. Plus tard la version officielle diffusée par les autorités prétendra qu'invités à sortir du local les militants du PC avaient obéi mais que l'un d'eux avait sorti soudain un revolver et avait tué un capitaine, Busimi. Ce n'est qu'ensuite que les forces de police auraient été contraintes d'abattre les sept hommes et de blesser un grand nombre d'autres personnes dont une femme. Mais chacun sait ici que la police n'a jamais eu besoin de prétextes pour assassiner les militants de gauche. Le 18 avril les organisations syndicales décident la grève générale. Quant au gouvernement, il établit une censure totale sur toutes les nouvelles. Enfin, le 19 avril, la grève générale continue. Quant à la droite et à l'extrême-droite elles ne restent pas inactives. Dans la seule nuit du mercredi 19 avril treize attentats à la bombe, au bazooka ou à la mitraillette ont été perpétrés contre des avocats défenseurs des Tupamaros, ou des militants de gauche.

Et si la férocité et la cruauté d'un régime complètement pourri ne peuvent surprendre, on peut malgré tout se demander si la tactique d'attentats individuels utilisée par les Tupamaros a été la plus apte à permettre aux travailleurs de s'organiser contre la répression et la meilleure pour combattre les tortionnaires du régime.

LES PARISIENS MANIFESTENT CONTRE NIXON

C'EST au lendemain même de l'annonce du minage d'Haïphong et des principaux ports du Nord-Vietnam par Nixon que le Parti Communiste Français d'une part, les groupes révolutionnaires de l'autre avaient invité les Parisiens à descendre dans la rue pour protester contre cette décision. Primitivement, la manifestation prévue par le P.C.F. et les quarante-quatre organisations signataires de son appel (organisations dont la plupart n'ont qu'une existence virtuelle) devait avoir lieu place de la Concorde devant l'ambassade américaine tandis que les groupes révolutionnaires comptaient se rendre en cortège de la place de l'Opéra à la place de la Concorde. Les deux manifestations ont été interdites. La préfecture de police a fait cependant savoir qu'un cortège qui partirait des Halles pour rejoindre la place de la République serait toléré. Mais comme cette décision ne fut annoncée que dans l'après-midi du mercredi, de nombreux manifestants se rendirent d'abord autour de la Concorde et de l'Opéra.

Donc, le mercredi 10 mai, à 18 h 30, tout le quartier des Halles était parcouru par de petits groupes qui, sous une pluie battante, allaient rejoindre les manifestants.

Parti de Palais-Royal, le cortège du P.C.F., fort de plus d'une dizaine de milliers de personnes, rencontrait le rassemblement des révolutionnaires à la hauteur de l'église Saint-Eustache en plein cœur des Halles. Celui-ci s'écartait pour laisser passer le premier dans le but d'éviter tout incident. Pourtant, quelques bousculades eurent alors lieu, bousculades dues à l'attitude du service d'ordre du P.C.F. qui craignait malgré tout de voir les militants révolutionnaires défiler au coude à coude avec les siens.

Finalement, alors que les révolutionnaires restaient massés dans les rues Montmartre et Montorgueil, le cortège du P.C.F. empruntait la rue Coquillière puis la rue Turbigo pour se rendre à la République. L'importance de ce cortège (comparé à ceux organisés ces derniers temps) malgré les conditions extrêmement précaires dans lesquelles avait été préparée la manifestation, la gravité des participants, la présence de nombre de gens venus spontanément crier leur indignation, l'accueil qu'il recevait du public massé sur les trottoirs témoignaient de l'émoi qu'avait suscité le geste de Nixon. Mais, en queue, cela se gâtait.

Car non content de refuser aux militants révolutionnaires le droit de défiler avec l'ensemble des manifestants, le service d'ordre du P.C.F. voulait également les contraindre à défiler loin derrière. C'est pourquoi, à peine le premier défilé passé, un bouchon de plusieurs centaines de gros bras staliniens barrait la rue Turbigo dans le clair dessein d'interdire aux révolutionnaires de se mettre en marche avant que leur propre cortège se soit suffisamment éloigné. La mêlée qui s'ensuivit, si elle se résuma principalement à un jeu de poussette, fut néanmoins parfois vive et les coups de poings échangés nombreux. Finalement, le bouchon stalinien sauta et, au pas de course, les groupes révolutionnaires s'ébranlèrent, combiant en grande partie le trou que les staliniens avaient voulu creuser. Et c'est finalement plus de 5.000 manifestants qui, dans un cortège extrêmement dynamique, parvinrent place de la République quelques instants après la dislocation du premier cortège. Manifestation réussie donc, mais il est dommage qu'encore une fois le sectarisme et l'esprit de boutique du P.C.F., qui n'ont rien à voir ni de près, ni de loin avec les intérêts de la lutte du peuple vietnamien, aient non seulement abouti à la formation de deux cortèges séparés mais également donné lieu à de regrettables incidents.

Le dollar en baisse, comme le moral

Si la Maison-Blanche affichait un optimisme certain lors de la décision prise du blocus des côtes nord-vietnamiennes, la Bourse, elle, affichait une chute du dollar et son corrélatif habituel : la hausse de l'or. Ainsi, les financiers et hommes d'affaires ont bien davantage reflété la véritable portée de cette mesure : un combat d'arrière-garde qui n'a aucune chance d'aboutir et d'enrayer la victoire du peuple vietnamien. Un bon thermomètre que cette bourse.

Les Parisiens, nombreux, manifestent leur solidarité à la lutte des peuples d'Indochine. (Ph. A.F.P.)

QUEBEC : les travailleurs ne se laissent pas faire

POUR avoir prétendu mener une véritable politique de force vis-à-vis de la classe ouvrière, le gouvernement provincial de M. Robert Bourassa, au Québec, se trouve face à une crise sociale sans précédent au Canada.

La tension sociale semblait pourtant s'être calmée au profit du gouvernement depuis que la grève des deux cent mille employés de la Fonction publique du Québec, le mois dernier, s'était terminée par un ordre de réquisition des tribunaux. Mais le gouvernement Bourassa a voulu aller plus loin ; le lundi 8 mai, les trois dirigeants du Front Intersyndical, Marcel Pepin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau, étaient condamnés à un an de prison ferme, pour avoir recommandé à leurs adhérents de ne pas obéir à l'ordre de réquisition.

Ainsi, dans ce beau pays « démocratique » qu'est le Canada, souvent cité pour le haut niveau de vie dont jouiraient les travailleurs, le droit de grève peut être tout bonnement foulé aux pieds par simple décision des tribunaux de procéder à la réquisition. Quant à ceux qui osent passer outre, ils peuvent se voir jeter en prison !

Cela n'a pas été du goût des travailleurs du Québec, puisque la sentence a provoqué des manifestations ouvrières dans toute la province. Les soixante mille travailleurs de la construction se sont mis en grève, et des débrayages ont suivi dans un certain nombre d'hôpitaux, d'écoles, d'usines et de chantiers. Un peu partout les ouvriers grévistes ont occupé les postes émetteurs de radio ou les immeubles des journaux. A Saint-Jérôme, au nord de Montréal, la station radiophonique a ainsi diffusé de la musique révolutionnaire et des informations sur la lutte ouvrière.

Tous les journaux de Montréal, dont les locaux étaient occupés par les ouvriers, ont été empêchés de paraître le vendredi 12 mai. Il faut dire que ces journaux, le mois dernier, étaient pleins d'insultes pour les grévistes, et que ce n'est donc qu'un juste retour des choses !

Robert Bourassa apprend ainsi à ses dépens qu'il ne suffit pas de brandir réquisitions et emprisonnements pour réduire la classe ouvrière au silence.

André FRYS.

Israël : LES OUBLIÉS DE PALESTINE

Les soldats israéliens prennent position dans l'aéroport : les pirates ne sont pas ceux qu'on pense ! (Ph. A.F.P.)

Deux morts et deux blessés parmi les pirates de l'air, tel est le bilan de la tentative de détournement d'avion effectuée par un commando palestinien en Israël. Les deux victimes étaient des fedayin palestiniens appartenant à l'organisation Septembre Noir ; ils voulaient, par leur geste, obtenir la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens qui croupissent dans les prisons d'Israël en échange de celle des passagers d'un avion de la Sabena.

Mais cette tentative, pour malheureuse qu'elle fût, a remis au premier plan de l'actualité durant un court instant, le problème palestinien.

Car qui se soucie encore de ces centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants chassés de leurs foyers par les Israéliens ? Qui se préoccupe aujourd'hui des conditions effroyables dans lesquelles ils continuent à vivre, confinés dans d'immondes camps de réfugiés ? Qui se rappelle que des centaines de militants politiques palestiniens, des centaines de fedayin ont été condamnés à la prison à vie par les autorités militaires israéliennes ? Qui fait encore attention aujourd'hui à ce petit peuple écartelé par Israël et écrasé par Hussein avec la complicité des autres Etats arabes et la passivité des grandes puissances ?

Quant aux autorités israéliennes, elles peuvent crier à la piraterie et s'indigner de la prise d'otages innocents. Elles sont bien mal placées pour le faire, elles qui n'ont jamais hésité à prendre en otage les familles des combattants palestiniens ou à faire sauter les maisons de leurs oncles, de leurs frères ou de leurs pères. Elles sont bien mal placées pour reprocher aux Palestiniens leurs actes de piraterie ou leur non-respect des règles de la guerre, elles qui abritent leurs commandos d'élite derrière le drapeau de la Croix-Rouge. Elles sont bien mal placées pour juger sévèrement ceux qui mettent en danger la vie d'innocents alors que, dans cette affaire, ce sont les commandos israéliens qui ont ouvert le feu sur l'avion blessant notamment deux passagers civils. Et la sauvagerie planifiée et policée de l'Etat d'Israël est sans commune mesure avec le geste de colère d'hommes qui, depuis maintenant plus de vingt ans, ne connaissent que l'humiliation, la faim et le désespoir.

J.L.

Après De Leusse, Chaban

Dans le colimateur... (Ph. A.F.P.)

VICTIMES du dernier en date des scandales d'un régime qui ne finit pas d'en compter, victimes surtout de la grogne de moins en moins sourde dans la majorité, le directeur général et le président du Conseil d'administration de l'O.R.T.F. viennent de quitter sans gloire leurs fonctions lucratives. Démissionnés.

Ce petit os à ronger suffira-t-il pour apaiser la rogne et la grogne dans la majorité ? Il y a de fortes raisons d'en douter.

La majorité a de tout temps été un panier de crabes. Mais rarement les intrigues de cliques ont été aussi ostensiblement portées sur la place publique, rarement les peaux de bananes aussi généreusement, aussi ouvertement jetées sous les pieds des rivaux et néanmoins compères politiques.

Les intrigues nourrissent les scandales et les scandales redonnent vigueur aux intrigues. Les coteries rivales se déchirent à belles dents sans plus même se donner la peine de le faire dans les coulisses de la scène politique. Et tout cela, sur le fond d'une inquiétude commune : que sera la facture aux prochaines élections ?

Le premier des ministres n'est certainement pas le dernier des inquiets. Et pour lui, l'échéance n'attendra pas les prochaines élections. Mais si une bonne partie de la majorité verrait sa chute sans déplaisir, voire s'y emploie activement, il reste à savoir comment s'en débarrasser sans que son départ coûte plus cher que son maintien. Car, si ce gouvernement qui empeste les scandales ne peut plus apparaître aux yeux du plus demeuré des députés gaullistes comme susceptible de conduire la bataille électorale, encore faut-il éviter que son départ ne passe pour un aveu, un aveu qui éclabousserait tout le régime.

Dans ce contexte, il n'est guère commode de savoir ce qui se cache derrière le bruit concernant l'intention que l'on prête à Chaban de poser la question de confiance au prochain débat de politique générale qui s'ouvrira à l'Assemblée, le 23 mai.

Certes, poser la question de confiance, autrement dit demander à l'Assemblée de voter un quitus pour le gouvernement, obligerait la majorité à resserrer ses rangs, ravaler ses critiques et faire front commun contre l'opposition. On voit parfaitement ce que Chaban y gagnerait. Quelques mois de sursis en tout cas, car si la majorité votait, de gré ou de force, la confiance au gouvernement actuel (ce qui semble malgré tout l'hypothèse la plus vraisemblable), Pompidou pourrait plus difficilement se défaire de son Premier ministre, à supposer qu'il en ait le désir. Mais justement, Pompidou tient-il tellement à cette prolongation ? (Ou, ce qui revient au même, est-il obligé d'y consentir malgré le désaccord évident de toute une partie de la majorité ?)

C'est possible. Mais il est également possible que Chaban ait pris sur lui de laisser entendre sa volonté de poser la question de confiance, mettant ainsi Pompidou au pied du mur. Et par la même occasion, renforçant sa position par rapport à son rival le plus direct, Giscard.

Quoiqu'il en soit, si Chaban est encore Premier ministre le 23 mai, et si, comme tel, il parvient tant bien que mal à rafistoler sa majorité, il ne parviendra pas à débarrasser le régime de cette odeur fétide qui est la sienne.

Georges KALDY.

Giscard prépare la vignette 1973, tout en lorgnant le fauteuil de Chaban. (Ph. A.F.P.)

Coup de sonde sur Chaban

LES sondages dans la vie politique moderne sont d'un usage courant. Il y a les sondages officiels, ceux qui servent lors d'élections par exemple et qui tentent de donner une certaine information, à partir d'un échantillon jugé représentatif de la population, sur un ensemble de résultats. Et il y a ceux, non officiels cette fois, qui servent à orienter l'opinion dans le sens où on aimerait la faire aller, et qui sont régulièrement utilisés par les grands quotidiens ou par des groupes privés dans ce but.

Cette technique d'influence n'a d'ailleurs qu'une efficacité relative dans certains cas. Il n'est qu'à voir en effet ce qu'est devenue l'euphorie triomphante d'un personnage célèbre qu'on se passera de nommer ici, et qui avait tâté du sondage avant la Saint-Georges, le 23 avril dernier.

Mais là où la chose devient franchement comique, c'est quand, au même jour et à la même heure, dans deux quotidiens différents qui peuvent se vanter à eux seuls de fabriquer la grande majorité de l'opinion publique, deux sondages sur un sujet identique arrivent à deux conclusions qui présentent de sérieuses divergences.

Ainsi, l'IFOP et la SOFRES, dont l'un sévit dans France-Soir *et l'autre prêche dans* Le Figaro, *parviennent par des cheminements tout aussi « scientifiques » à certaines différences significatives sur la façon dont notre Chaban est apprécié par les Français.*

Pour l'IFOP, dans le sillage d'un Pompidou certes attristé mais non point abattu par le coup du 23 avril, Chaban ferait encore battre le cœur de 57 % de Français, pleins d'espoir et de satisfaction à son égard (quelque 6 % de baisse cependant depuis un sondage de mars).

Mais la SOFRES, elle, annonce que si, en mars, 52 % d'individus ayant l'âge de raison souriaient encore aux facéties chabanesques et croyaient en l'avenir du Premier ministre (un avenir toujours sans impôts si ce n'est sans scandales), le 26 avril, 40 % seulement lui accordaient leur confiance.

Petit déclin chez France-Soir, *pente savonneuse et désespérément glissante au* Figaro, *voilà des différences qui, pour avoir été scientifiquement amenées, n'en laissent pas moins perplexes.*

Les amis de Chaban ne seraient-ils plus ses amis ? Le sondage ne le dit pas.

Par contre, là où nous pouvons nous incliner, c'est devant la sûreté et la précision avec lesquelles ces messieurs des offices de sondage savent déterminer à coup sûr ce qui fait plaisir au journal « objectif » qu'est France-Soir *et ce qui fait plaisir au tout aussi « objectif »* Figaro.

Anne GARBE.

FAUT PAS CHARRIER

P. Delouvrier, G. Cosse-Manière, P. de Leusse et J.-J. de Bresson.
Mais puisque je vous dis que les balayeurs n'ont rien touché !... (Ph. A.F.P.)

FRANCE-SOIR l'a repris aussitôt des lèvres du P.D.G. de l'O.R.T.F., l'opposition abuse : pendant toute l'enquête sur la publicité clandestine, elle a poussé des clameurs, crié au scandale inqualifiable. Or, une fois les enquêtes closes, de quoi s'aperçoit-on ? Que la montagne a accouché d'une souris.

L'.O.R.T.F. n'est pas corrompue : pensez donc, sur les 14.000 personnes qui y sont employées, trente à peine ont commis des fautes justifiables de sanctions.

Trente personnes, ce n'est pas beaucoup sur le personnel de la « Maison ronde ». Mais comme elles appartiennent toutes à sa direction, cela fait un peu beaucoup sur les quelques dizaines de réalisateurs, directeurs de programme et présentateurs connus de l'Office.

On voit mal d'ailleurs comment l'hôtesse, le balayeur ou l'électricien de plateau aurait pu toucher de l'argent pour faire de la publicité clandestine. Ni même les cameramen qui ne font qu'obéir aux ordres du réalisateur.

C'est sûrement d'ailleurs pour protester contre l'injustice caractérisée qui frappait l'Office, que M. de Bresson et M. de Leusse ont démissionné de leur poste. Et il y a gros à parier que les raisons de santé invoquées par le premier ne l'empêcheront pas, pour le service de la patrie évidemment, d'accepter un nouveau poste tout aussi lourd de responsabilités.

André ROUSSEL.

BRUAY-EN-ARTOIS :

La solidarité du monde bourgeois

L'AFFAIRE de Bruay-en-Artois continue de faire couler beaucoup d'encre. Voilà longtemps qu'aucune enquête judiciaire n'avait à ce point attisé les passions. Rien ne permet au grand public de savoir si Pierre Leroy, le notaire inculpé, est innocent ou coupable, mais c'est un fait, comme le déplore un journaliste du *Figaro,* que la justice est descendue sur la place publique et que la ville de Bruay, pour ne pas dire la France entière, s'est en quelque sorte divisée en deux camps : ceux qui soutiennent la ténacité du juge Pascal à trouver des preuves contre Leroy, et ceux qui dénoncent l'inculpation du notaire et réclament sa mise en liberté immédiate.

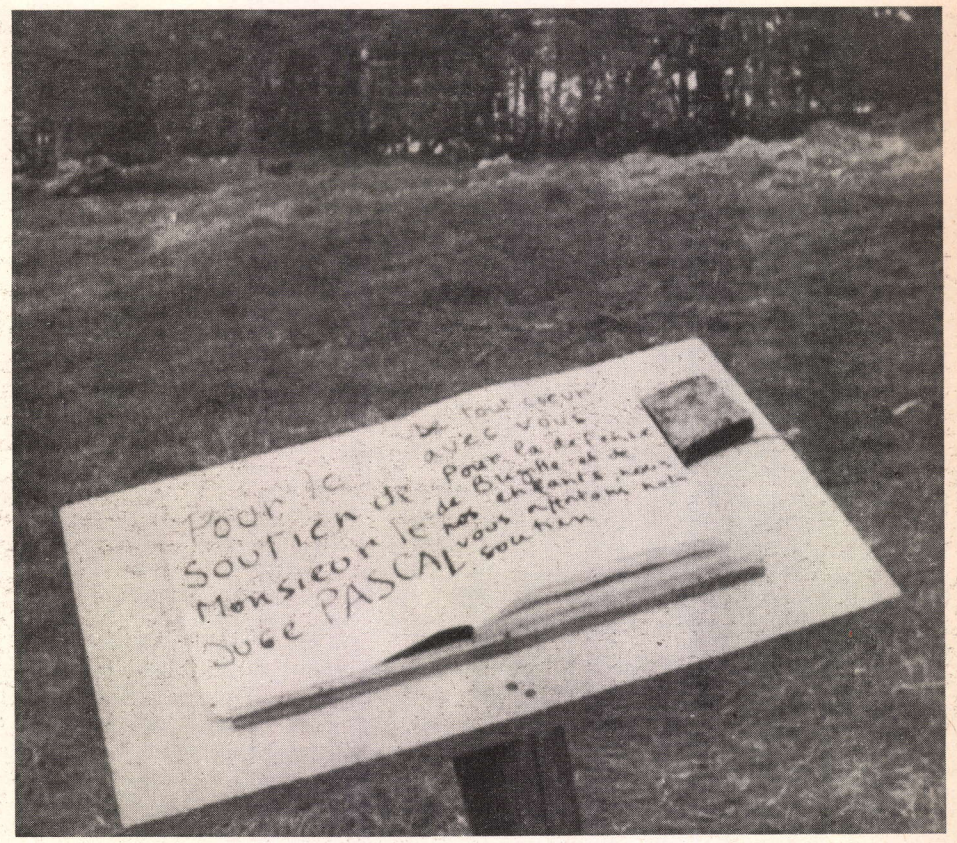
Ces derniers sont légion. Ils pérorent à la télévision, à la radio, dans *Le Figaro* et d'autres journaux bien bourgeois, au nom de *« la défense de l'individu, victime de la machine judiciaire »*. Ils proclament, sur un ton pathétique, qu'il est particulièrement odieux que l'on jette en pâture à l'opinion publique un homme soupçonné de crime, alors qu'il n'existe pas de preuve contre lui et alors que l'affaire est théoriquement couverte par le secret de l'instruction. Ils rappellent, dans un chœur touchant, que *« tout prévenu — puissant ou misérable — »* (mais c'est quand un puissant est sur la sellette qu'ils le disent) *« est réputé innocent jusqu'à preuve du contraire »*.

Certes, cette kyrielle de défenseurs de *« l'homme, victime de la machine judiciaire »*, qui ont soudain surgi à l'occasion du meurtre de Bruay et de l'inculpation d'un respectable notaire, a beau jeu de protester de la sorte. Ces messieurs ont le bon droit pour eux. C'est un fait. Mais ils ont aussi l'hypocrisie pour eux. Car ce sont tous des hommes dits « respectables », outrés qu'un des leurs puisse subir le sort commun et croupir en prison, avant d'avoir été jugé. Ce sont tous de bons bourgeois ou de bons apôtres du monde bourgeois qui réagissent avant tout, derrière le masque des beaux principes, par un solide réflexe de solidarité de classe.

Et cette solidarité de classe du monde bourgeois a marché à plein tout au long de cette affaire ! Tous les notables ont réclamé pour Leroy la liberté immédiate, jusque et y compris le procureur de Béthune qui, d'habitude, ne fait pas preuve d'une telle mansuétude.

Leroy est peut-être innocent. Mais en fait, s'il a fait contre lui l'unanimité populaire, ce n'est pas seulement pour sa culpabilité présumée. C'est bel et bien pour tout ce que son milieu secrète de pourriture sous la couche de millions de l'honorabilité bourgeoise.

Michelle VERDIER.



La solidarité bourgeoise en faveur de Leroy est telle que les habitants de Bruay ont signé, par opposition, ce cahier « pour le soutien de M. le juge Pascal ». (Ph. A.F.P.)

BAGNEUX :

"LA GUERRE D'ALGÉRIE N'EST PAS FINIE"

Ratonades pendant la guerre d'Algérie : les policiers ont été rapatriés, mais pas reconvertis... (Ph. U.P.I.)

Il y a peu de temps, des travailleurs immigrés, Algériens et Portugais, d'un foyer de Bagneux ont été victimes d'une honteuse agression policière.

Le 25 avril dernier, en effet, dix policiers en civil, déversés par deux cars, faisaient irruption, pistolets et matraques au poing, dans une propriété de la rue des Blains à Bagneux, où logent des travailleurs immigrés. « Faisaient irruption », c'est le moins qu'on puisse dire. Car ces énergumènes soi-disant « représentants de l'Ordre », défonçaient les portes sans même laisser aux habitants le temps d'ouvrir, et tabassaient sauvagement ces derniers. Un passage du récit fait par l'Humanité **qui a longuement relaté l'affaire vaut la peine d'être cité :** « L'un des policiers prit un flacon de shampooing, il le vida dans la soupière qui se trouvait sur la table. « Mange », dit-il au travailleur qui le regardait interdit. Comme il ne réagissait pas, l'autre, l'empoignant par les cheveux, lui trempa la tête dans la soupière. Dans les autres chambres, c'était le saccage : les portes, les vitres, les armoires, les glaces, tout était fracassé ».

Mais ce n'est pas tout. Exaspéré par le calme des travailleurs présents, un policier tirait un coup de feu à hauteur d'homme. La balle partait se loger dans le mur. Après quoi, tous les habitants de la maison furent embarqués sans autre forme de procès dans un panier à salade direction le commissariat de Montrouge, d'où ils ne furent relâchés qu'à 3 heures du matin.

A un Algérien qui osait poser quelques questions, un policier répondit : « Si tu n'es pas content, on t'emmène au bois de Verrières pour que tu creuses ta tombe ! La guerre d'Algérie n'est pas finie ! ».

Pendant plusieurs jours, les victimes de cette sauvage agression policière n'osèrent rien dire, de crainte de représailles pires encore. Mais au bout d'une semaine, ils se décidèrent quand même à en aviser l'Union locale C.G.T. de Bagneux, et la municipalité communiste. Sur quoi le maire, le P.C.F. de la localité et l'avocat C.G.T. protestèrent auprès des pouvoirs publics et réclamèrent aussitôt l'ouverture d'une enquête sur ces agissements racistes, dignes des ratonnades des années les plus noires de la guerre d'Algérie.

Malheureusement, on peut d'ores et déjà prédire que celle-ci a toutes les chances de ne pas aboutir ; que les résultats, si résultats il y a, ne seront jamais rendus publics. Et ce que l'on peut prédire aussi, c'est que s'ils sont relatés un jour dans un « Dossier noir de la police française », l'auteur de cette publication, comme il y a peu de temps Denis Langlois, sera attaqué pour « diffamation ».

Michelle VERDIER.

18 MAI : procès des révoltés de la prison de Nancy

Le « Groupe d'Informations Prisons » nous a fait parvenir un communiqué qui déclare :

« A Nancy, le 15 janvier dernier, la révolte éclate à la prison Charles-III. Les détenus se rendent maîtres de leur prison, chassent leurs gardiens, montent sur les toits pour crier qu'ils en ont ras le bol de la vie des prisons, qu'ils veulent une « justice plus équitable » à l'intérieur et à l'extérieur de la prison.

Ils étaient 250 sur les toits, aujourd'hui 6 sont inculpés : Depoux, Hoffmann, Jacques, Lapointe, Magnier, Villières. Ils ont tous entre 20 et 26 ans, ils sont tous ouvriers et tous en prison pour vol. Ce sont les otages de Pleven, 6 jeunes, à travers qui il veut faire un exemple et briser le mouvement sans précédent de révolte collective dans les prisons. Ils risquent de un à cinq ans de prison au titre de la loi anti-casseurs. Seule une puissante campagne fera reculer Pleven. Ce procès sera le procès de la justice bourgeoisie et de son régime pénitentiaire.

Vous pouvez leur écrire à l'adresse suivante :

Jean-Claude Depoux, Charles Hoffmann (nos 689, 693), Daniel Jacques (n° 689), Gérard Lapointe (n° 9756), Michel Magnier (n° 678), Gilbert Villières (n° 688), Maison d'arrêt Charles-III, 2, rue de l'Abbé-Didelot, à Nancy.

Envoyez tout soutien financier et toute correspondance pour le G.I.P. de Nancy à Mlle Leblanc, BP 3106, Nancy, porte St-Nicolas, C.C.P. Alain Gouhier 1977 80 D Nancy, car nous avons besoin d'argent pour sortir Le Livre Noir **des événements de Charles-III, organiser la défense et soutenir financièrement les inculpés. »**

ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE :

doubler pour mieux supprimer

ON se rappelle qu'en décembre Chaban-Delmas avait longuement discouru pour mettre en relief les quelques piètres mesures sociales mises en œuvre par son gouvernement. A l'en croire, ce seraient là des mesures révolutionnaires.

En fait de mesures révolutionnaires, cela se réduisait à beaucoup de promesses et à un tout petit aménagement dans l'attribution du salaire unique et à l'attribution d'une allocation pour garde des enfants dans certains cas.

Mais de plus, au moment de la mise en application, on s'aperçoit que la grande réforme du salaire unique — qui consisterait à doubler son montant pour certaines familles, le faisant passer à 197 F par mois, — risque d'aboutir dans quelques années à une liquidation pure et simple de cette nouvelle prestation.

En effet, d'après Le Monde, *le système proposé est tel que, dans dix ans, aucun ménage, même parmi les plus modestes qui n'ont que le SMIC pour vivre, n'en bénéficiera plus. Le nouveau projet prévoit que l'allocation de salaire unique sera indexée sur le salaire-plancher qui sert à calculer les allocations familiales. Pour un ménage avec un enfant il faudra un revenu ne dépassant pas 19,75 fois ce salaire-plancher pour avoir droit aux 197 F en question.*

Or ces salaires de base ne sont réévalués qu'en fonction de l'augmentation officielle des prix, ce qui fait que les bénéficiaires du salaire unique de 1972 qui voient leur salaire réel évoluer plus vite, selon les critères gouvernementaux, que les prix officiels (toujours bien inférieurs aux prix réels) seront exclus du système dans quelques années, car ils dépasseront les normes.

Les associations familiales crient au scandale et réclament l'indexation de ce salaire unique sur le SMIC, et déjà, en toute modestie, cela n'irait pas bien loin.

Chaban est « attentif au sort des défavorisés » ? *A d'autres ! De l'escroquerie et du cynisme, voilà à quoi se réduisent ses « innovations » !*

Anne GARBE.

La C.F.D.T. surenchérit mais ne propose rien

LE désaccord qui s'est ouvertement exprimé entre la C.G.T. et la C.F.D.T., entre les dirigeants de ces différentes confédérations ne constitue guère une surprise.

En effet, le refus de la C.F.D.T. de se rallier à la proposition de la C.G.T. d'organiser pour le début juin une journée nationale d'action s'inscrit dans une suite de prises de position qui, depuis plusieurs mois déjà, expriment la volonté de la centrale du square Montholon de garder quelque distance vis-à-vis de Séguy. Mais ces accrocs dans la pratique de l'unité d'action n'ont jamais pris un tour bien grave. Ils traduisent avant tout la concurrence que se livrent en permanence les deux organisations syndicales ; la C.F.D.T. n'a guère intérêt en effet, à pratiquer sans éclipse l'unité aux côtés de la C.G.T. sans manifester, de temps à autre, par des gestes qui la différencient, son existence et son originalité. Ce qu'elle peut se permettre d'autant plus facilement que, par sa situation, elle peut faire de la surenchère sur les positions de la C.G.T. sans grand risque que sa démagogie ait des conséquences importantes.

Elle ne s'en prive d'ailleurs pas. Flirtant avec le gauchisme au moment de l'affaire Overney, tout juste ce qu'il fallait pour mettre la C.G.T. dans l'embarras mais pas trop cependant pour que ce soit compromettant, elle adopte une attitude similaire à propos des formes de lutte. Se servant sans vergogne de la lutte récente des travailleurs du Joint Français, prise comme exemple de ce que préconise la C.F.D.T., Edmond Maire essaye de donner de la confédération qu'il dirige une image de combativité qui est quelque peu surfaite. C'est sans doute de bonne guerre, mais c'est quelque peu abusif. Critiquant la tactique de la C.G.T. dont la pratique des journées nationales d'action freine le développement du mouvement revendicatif, E. Maire par contre, laisse place à ce qu'il appelle **« l'initiative et la spontanéité ouvrière ».** C'est une façon habile de ne rien proposer tout en tenant un langage plus radical que celui de la C.G.T. On pourrait ainsi résumer l'attitude de la C.F.D.T. Aux ouvriers qui se battent, elle crie : « bravo les gars », quant aux autres elle leur montre en exemple quelques grèves dures, avec le label C.F.D.T. repris à bon compte.

Pourtant cette attitude, elle se garde de l'appliquer à toutes les grèves. Quand celles-ci risquent véritablement de faire tache d'huile, Maire et ses collègues deviennent alors plus discrets. Ainsi, lors de la grève des O.S. de Renault en mai 1971, la C.F.D.T. avait laissé son verbalisme au vestiaire, pour agir dans l'ombre de la C.G.T. L'occasion était pourtant belle à ce moment-là de faire la démonstration que la C.G.T. refusait les luttes décisives. En fin de compte, cet exemple montre que la C.F.D.T. ne les veut pas plus.

En effet, par-delà les divergences affichées, les deux confédérations se rejoignent dans leur volonté d'éviter que les luttes prennent une ampleur telle qu'elles mettraient en cause la politique du patronat et du gouvernement.

Les polémiques actuelles ne sont que trompe-l'œil.

Lucas et Séguy : deux bureaucraties, une même volonté de ne pas engager de combats décisifs.

Quand on va au fond des choses, on s'aperçoit que leurs divergences ne traduisent que leurs situations respectives vis-à-vis de la classe ouvrière. Ainsi la résonnance que peut prendre tel mot d'ordre ou telle forme d'action ne sera pas la même selon qu'ils émanent de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. Car si la C.G.T. se confine volontairement dans un cadre prudent pour ne pas dire timoré, si elle insiste sur le caractère raisonnable, responsable des perspectives qu'elle propose, c'est qu'elle est consciente qu'une position un tant soit peu radicale, même purement verbale, risque d'avoir plus de répercussions sur ses propres militants, et partant sur les secteurs décisifs de la classe ouvrière, que n'importe quelle initiative de la C.F.D.T. Il est certain, par exemple, que si la C.F.D.T. peut se permettre d'exalter les idées de grèves longues et dures, cela n'a absolument pas la même répercussion dans la classe ouvrière que si la C.G.T. faisait de même, même à propos d'une grève locale comme celle du Joint Français. Parce que, si cette dernière le faisait, il y aurait des dizaines de milliers de militants et de sympathisants cégétistes dont le rôle est autrement déterminant au sein de la classe ouvrière que ne le sont les déclarations de la C.F.D.T., qui considéreraient cette attitude de leur confédération comme un encouragement à en faire autant dans leur propre usine.

Par contre la C.F.D.T., moins implantée, moins représentative du prolétariat industriel peut, elle, se permettre sans gros risque de jouer avec les allumettes ; d'autant plus facilement qu'elle sait qu'en soufflant de temps en temps sur quelques braises elle ne mettra pas le feu à la plaine.

Cette fois encore les querelles de boutique des bureaucraties syndicales, les surenchères publicitaires n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Les journées nationales d'action ou les grèves exemplaires, ce sont là deux conceptions qui s'affrontent mais qui expriment une même volonté des centrales syndicales de ne pas engager les combats décisifs.

J.P.V.

Plus le mensonge est gros...

Il faut croire qu'il n'a pas suffi au P.C.F. de tenter le sabotage des récentes grèves qui ont eu lieu dans un certain nombre d'entreprises de Paris et de province. Il faut maintenant qu'il continue à mentir de la manière la plus énorme, la plus grossière possible.

Dans l'Echo des Métallos, **journal des sections Renault du P.C.F., on peut lire ce qui suit :**

DEUX TACTIQUES DE LUTTE :

Toutefois, la démagogie, l'autoritarisme, l'anticommunisme mis en œuvre par le pouvoir en difficultés ne suffisent pas à empêcher la montée du mécontentement populaire et son expression dans l'action.

Et puisqu'action il doit y avoir, le pouvoir va s'efforcer de les conduire dans une impasse, c'est-à-dire à la défaite, là où c'est possible, c'est-à-dire dans les entreprises dont les travailleurs sont moins expérimentés, moins organisés.

Là encore, les groupes gauchistes sont indispensables au pouvoir.

Dans de telles entreprises leur mépris de la démocratie ouvrière et syndicale, leur prétention à diriger le mouvement ouvrier, leur aventurisme peut se donner libre cours :

Meeting devant Girosteel au cours de la grève : une victoire dont le P.C.F. préfère ne pas parler... (Ph. L.O.)

— ainsi chez Girosteel dont un atelier était occupé par un groupe local du P.S.U., alors que la majorité du personnel avait repris le travail ;

— ainsi chez Pennaroya-Lyon ou l'action minoritaire était dirigée... par un avocat lyonnais, gauchiste bien sûr.

Que de tels mouvements fassent l'affaire du patronat, il n'est que d'écouter son O.R.T.F., que de lire ses journaux pour s'en convaincre : ils ne parlent que d'eux et ne soufflent mot des dizaines, des centaines d'entreprises où chaque semaine se déroulent des luttes majoritaires, efficaces, dirigées par les travailleurs et leurs organisations.

Le P.C.F. n'ose même pas parler de la même façon du Joint Français dont justement la presse a fait connaître réellement la grève et la victoire. Mais ce que ne sauraient jamais les ouvriers de la Régie, s'il ne tenait qu'au P.C.F., c'est que justement, les grèves de Girosteel et de Pennaroya ont, elles aussi, été victorieuses.

Si tout cela ne s'appelle pas de la démoralisation systématique, de quoi s'agit-il alors ?

Correspondant L.O.

revue de la presse d'extrême-gauche

LA "JUSTE" CAUSE DES HOMOSEXUELS!

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

Après le défilé du 1er mai à Paris, l'organe de la Ligue Communiste s'adresse aux militants du F.A.H.R., leur demandant d'être plus responsables et plus politiques. C'est oublier que le combat sur le terrain choisi par le F.A.H.R. implique forcément l'exhibitionisme et l'irresponsabilité vis-à-vis du combat prolétarien. Quant à nous, nous ne pensons pas que la lutte pour l'homosexualité se confonde avec la lutte pour le socialisme.

Contrairement aux vertueux censeurs du PCF — et de leur ombre portée à l'extrême-gauche : l'AJS-OCI — nous ne nous érigeons pas en sourcilleux champions de la morale sexuelle bourgeoise. Libre aux réformistes de propager les préjugés, les interdits, les stéréotypes que véhiculent les normes sexuelles de notre société bourgeoise. Les révolutionnaires savent que ces normes sont répressives et oppressantes. Ils sont partie prenante de la lutte contre la répression sexuelle sous toutes ses formes, même si la ligne de cette lutte n'est pas toujours simple à définir. Dans la mesure de leurs moyens, ils soutiennent et participent à ces combats.

C'est dire que nous n'avons aucune hostilité de principe contre la lutte que mènent les homosexuels contre l'ostracisme dont les entoure la société bourgeoise.

Nous n'en trouvons que plus lamentables les grotesques exhibitions du FHAR (1), lors des dernières manifestations. Défiler en travesti, ce n'est pas lutter contre la morale bourgeoise et la répression anti-homosexuelle : c'est au contraire participer de l'idéologie bourgeoise en assumant le rôle, l'image, le statut dérisoire qu'elle assigne aux homosexuels. En se comportant comme des « grandes folles », les homosexuels du FHAR révèlent peut-être à quel point ils sont victimes de l'oppression sexuelle bourgeoise. Ils ne contribuent pas à la combattre. Au contraire, ils ridiculisent et déconsidèrent leur cause. La tradition bourgeoise présente le « pédé » sur le mode de la dérision. En restant sur ce terrain, les militants du FHAR demeurent dans la tradition bourgeoise.

Il incombe à l'ensemble des organisations révolutionnaires d'obtenir du FHAR un changement d'attitude politique. D'autant plus que la presse bourgeoise et stalinienne, flattant bassement les préjugés les plus grossiers, exploitent avec délectation la poignée de travestis pour déconsidérer la manifestation toute entière aux yeux des travailleurs. L'extrême-gauche révolutionnaire ne laissera pas dénaturer ses manifestations, même par le FHAR. L'oppression abjecte dont sont victimes les homosexuels excuse beaucoup de choses. Elle n'autorise pas tout. Nous espérons que les militants du FHAR le comprendront.

A.L.

(1) Front des Homosexuels Révolutionnaires.

MAOISTES ET SPONTANEISME

LE PROLÉTAIRE LIGNE ROUGE

Ce bulletin maoïste tire les leçons de la manifestation du 1er mai à Paris et, après avoir relevé l'importance de la participation à ce défilé, déplore le caractère que lui donna la participation des « spontanéistes » de La Cause du Peuple-Secours Rouge.

Et pourtant, la manifestation révolutionnaire du 1er mai était moins combative, plus désordonnée, plus infiltrée d'apolitisme cette année qu'en 1971.

Cela tient avant tout à la dégénérescence spontanéiste de « La Cause du Peuple-Secours Rouge ». La C.D.P., sous sa propre enseigne ou sous celle du Secours Rouge, n'a pas cessé de lutter pour la dissolution de tous les cortèges et groupes politiques organisés dans la masse inorganisée de la manifestation. En brandissant la démagogie ouvriériste du genre « les organisations révolutionnaires s'effacent devant le cortège de masse des ouvriers, des étudiants, des lycéens, véritablement représentatifs de la lutte », elle a réussi à convaincre ou à forcer la main à bon nombre de groupes politiques qui s'étaient rassemblés dans la partie « maoïste » du cortège. La CDP a ainsi pu décomposer une large fraction de la manifestation n'ayant de plus, rien fait pour l'organiser elle-même. Elle a pu rabaisser souvent le niveau des mots d'ordre politiques révolutionnaires jusqu'à « défendons nos luttes, nos grèves, maisons vides occupées, Pompidou baisé ». En décomposant la manifestation, en rabaissant son niveau politique, en cherchant systématiquement à faire disparaître les organisations révolutionnaires, la C.D.P. a rabaissé la combativité et l'aspect révolutionnaire d'une partie importante de la manifestation. Elle a ouverte la manifestation à une masse de folkloriques apolitiques et réactionnaires qui, dans le meilleur des cas, scandaient « la Bourgogne aux escargots ». Dans ce marais, les groupes ouvriers ne pouvaient apparaître ou s'étaient regroupés ailleurs. En désorganisant la manifestation, en dissolvant les groupes politiques, en rabaissant le niveau politique au nom du spontanéisme et de l'ouvriérisme, la C.D.P. a en réalité affaibli le caractère prolétarien de la manifestation. Cet air de « fête » apolitique et au fond réactionnaire a été une aubaine pour la bourgeoisie qui a concentré toute sa propagande sur ce symptôme de dégénérescence. Le cortège de « Ligne Rouge » et le cortège anti-impérialiste des Guadeloupéens, Guyanais et Martiniquais étaient les rares à trancher par leurs mots d'ordre politiques révolutionnaires, leur organisation et leur combativité dans cette partie du cortège, puisqu'ils ne se sont pas soumis à la démagogie spontanéiste de la C.D.P.

DROGUE... ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

l'internationale

Revenant sur les incidents de Censier, l'Internationale **précise sa conception. Pour elle, le vrai débat n'était pas « pour ou contre la drogue ». Le problème posé à Censier était celui de la liberté d'expression dans les facs.**

Profitant d'une poussée momentanée du mécontentement dans le personnel administratif, Mallet ferme et referme le Centre Censier, puis envoie ses vigiles. Dès le début s'orchestre une imposante campagne de presse, frisant le ridicule le plus achevé, et à laquelle se prête y compris le « libéral » *Le Monde*. Censier c'est le souk, la drogue, les agressions constantes, l'insécurité, les attaques à main armée, la gale, la blennoragie, la syphilis !!

Mallet a dans un premier temps marqué un point en déplaçant le débat sur ce terrain vicié : en fait la drogue n'existe que de façon très marginale et mineure, le souk n'occupe qu'un terrain limité (rez-de-chaussée) dans lequel il n'y a pas de salles de cours, et les maladies infectieuses n'existent que dans la tête de quelques écrivassiers en mal de calomnies... mais pas d'imagination !

La plupart des groupes ont accepté de laisser le débat sur ce terrain : pour ou contre la drogue, le souk, le personnel, etc... La véritable question, masquée par cette fumée sans feu, c'était pour ou contre la liberté d'expression dans les facs, pour ou contre l'ouverture des facs aux jeunes et à la population, pour ou contre la normalisation, la transformation des facs en ghettos...

C'est grâce, dès le début, à cette compréhension de l'enjeu de l'affrontement recherché par le rectorat, que les militants de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire ont pu permettre plus d'une fois de débloquer une situation qui risquait fort de se dégrader aux dépens du mouvement étudiant.

LES DÉSIRS DU P.S.U.

tribune socialiste PSU

Dans son numéro du 4 mai, l'hebdomadaire du P.S.U. s'interroge sur les problèmes posés par la nécessité de faire apparaître une nouvelle conscience de classe qui permette de constituer une force alternative à la bourgeoisie. A lire l'éditorial de Tribune Socialiste, **on ne comprend pas très bien la question, encore moins la réponse que le P.S.U. lui donne.**

LE CAPITALISME, SYSTEME DE MORT

Ne serait-ce pas justement le contenu politique que les uns et les autres veulent donner à cette question : « Mort ou vif ? ». Non pas sous forme d'interrogation métaphysique mais comme question que se posent collectivement tous ceux que le capitalisme empêche de vivre : à l'époque de Marx, Engels, de Lénine aussi, le capitalisme était, au sens strict du terme, un système de mort pour le prolétariat. Ce qui était en jeu pour les travailleurs au-delà de la misère physique et morale c'était bien en effet **leur propre survie** constamment menacée par la logique de leur paupérisation croissante. De cette situation date sans doute le peu de réflexion du mouvement marxiste **sur la conscience de classe,** c'est-à-dire sur les conditions subjectives qui fondent pour des exploités leur volonté collective de renverser un système social. Car quand l'enjeu de la vie ou de la mort se trouve résumé tragiquement en un choix aussi simple, le seul problème réel est de mettre en place les moyens les plus efficaces du bouleversement social. Aussi, toute la pratique et la théorie du mouvement ouvrier ont-elles eu un seul véritable objectif : construire un parti ouvrier capable par sa force de détruire le capitalisme conçu essentiellement comme système de misère.

Le Parti Communiste, certes, a pris la mesure des mutations que le capitalisme développé a dû opérer sur lui-même sous la pression de la classe ouvrière. Mais s'il a modifié sa tactique de combat, il a gardé la même conception de ce que peut être une conscience de classe : capitaliser toutes les exigences de ceux qui désirent une meilleure répartition du produit social. Les problèmes du pouvoir, dans l'entreprise, de la hiérarchie des salaires, du contrôle social du travail, du mode de vie sont secondaires à ses yeux.

QUELS SONT NOS DESIRS ?

Mais il est vrai aussi qu'une transformation révolutionnaire dans un pays capitaliste développé exige de répondre beaucoup plus précisément à la question : quelle vie voulons-nous vivre ; ou pour reprendre la question du film, « quels sont nos désirs ? ».

Tel est le problème auquel les révolutionnaires sont aujourd'hui confrontés : faire apparaître une nouvelle conscience de classe qui permette de constituer une force alternative à la bourgeoisie. Ce qui veut dire assumer tout ce qui dans la conscience ouvrière est cette volonté de mieux vivre que le Parti Communiste a pu prendre en charge. Mais c'est aussi montrer, comme on l'a vu à Penarroya, au Joint Français et dans les mots d'ordre du défilé des révolutionnaires ce 1er mai, que nous voulons plus : une toute autre organisation du pouvoir, une réorientation radicale de la croissance, une façon nouvelle de concevoir l'éducation et l'échange des connaissances...

Bref, il s'agit toujours en fin de compte de vivre ou de mourir...

Mais au XXe siècle.

en bref... en bref... en bref...

Jean-Baptiste Say (Paris) : les lycéens répondent aux attaques racistes des fascistes

Au lycée J.-B.-Say, dans le 16e, un lycéen est brûlé au visage avec une cigarette — pour l'unique et simple raison qu'il est d'origine juive — par deux fascistes d'Ordre Nouveau.

Les jours suivants des lycéens de J.-B.-Say, révoltés par cette agression raciste, administrent une bonne raclée aux deux petits émules de Hitler.

Que fait l'administration ?

Par le biais de son conseil de discipline, elle exclut trois élèves, connus pour leurs sympathies gauchistes, qui se sont élevés contre un tel acte, et pour se donner une apparence « d'impartialité » et de « justice », elle exclut en même temps un fasciste d'Ordre Nouveau.

Quant à l'instigateur de l'affaire, celui qui se croît revenu à la période nazie, l'administration lui a réservé un « châtiment exemplaire »... Pour « mauvaise camaraderie », il est renvoyé deux jours.

Tout de suite, à la nouvelle de l'exclusion, des lycéens du 16e arrondissement se mettent en grève, notamment à J.-B.-Say où le mouvement durera une semaine.

Jeudi 4 mai, une première manifestation, à l'appel d'organisations gauchistes, réunit 2 à 300 lycéens contre l'anti-sémitisme et pour la réintégration de leurs camarades exclus.

Mais, dès le lundi 8 mai, l'Administration continue son épuration et de nouveau deux lycéens de gauche doivent passer en conseil de discipline pour « agitation ».

Mais, dans plusieurs lycées parisiens (Balzac, Turgot, des lycées du quartier Latin et bien sûr ceux du 16e), l'effervescence se développe sur cette affaire.

Une nouvelle manifestation est décidée pour le vendredi 12 mai contre la tenue de ce nouveau conseil de discipline, contre les fascistes et l'anti-sémitisme dans les lycées.

Mais le rectorat fait tout pour étouffer l'affaire. Il envoie des lettres aux journaux disant qu'il y a méprise que, tout compte fait, il ne s'agit là que d'un petit chahut entre lycéens. Une note du même type est lue dans les lycées aux élèves.

Cependant l'Administration recule et les deux lycéens qui devaient passer en conseil de discipline sont simplement changés de lycée sans autre sanction.

Vendredi soir, la manifestation regroupant environ 400 lycéens du métro Passy au lycée J.-B.-Say s'est déroulée sans aucun incident.

La mobilisation des lycéens et l'effervescence que cette affaire a entraînée dans les lycées montrent que les lycéens ne sont pas prêts à accepter de tels actes et qu'ils sont là pour y répondre.

Du jeudi au samedi

La semaine scolaire est réorganisée.

Le repos du jeudi est reporté au mercredi ; cela part prétendument d'un bon sentiment : il s'agirait en principe de mieux équilibrer la semaine en plaçant le jour de repos au milieu et donc d'aménager l'activité scolaire des enfants.

On y croirait presque. Malheureusement, cette heureuse initiative est tempérée par la deuxième décision du ministre qui propose que si les Conseils d'administration le demandent, le samedi puisse être à son tour libéré, les cours étant reportés au mercredi. Que devient alors le fameux équilibre de la semaine, et le souci de la santé de l'enfant ?

Cette mesure va dans le sens de la pression sociale qui veut qu'on se crève toute la semaine, au profit du week-end et des ponts.

Le gouvernement va ainsi dans le sens de la facilité au lieu de faire en sorte que l'on puisse vivre mieux.

Il y aura une coupure de deux jours entre chaque semaine scolaire, et pas un seul jour de repos complet ensuite ; cela permettra d'ailleurs de supprimer les garderies.

Cela signifiera une fatigue accrue pour les élèves, une baisse du travail scolaire, peut-être des désordres physiologiques.

Mais ils auront droit au week-end !

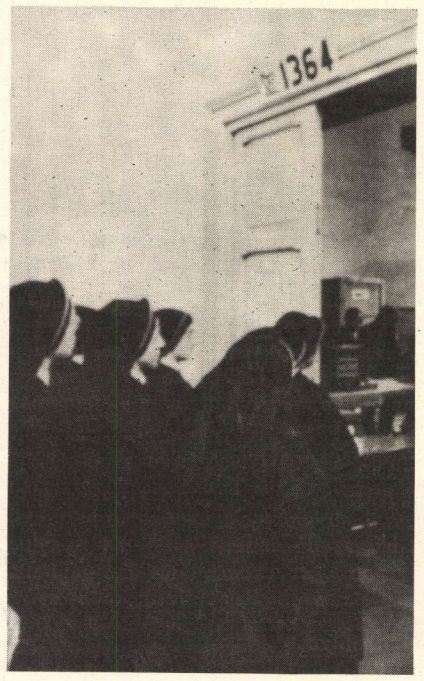
Quand les parents sont exploités, la société est mal fichue, et les enfants trinquent !

(Ph. L.O.)

Après les élections italiennes

Au lendemain des élections italiennes, les commentateurs de la presse, à la fois étonnés et rassurés, constataient que l'électorat italien était resté fidèle, qu'il n'y avait pas eu le raz-de-marée d'extrême-droite attendu, et que la Démocratie-Chrétienne renforçait même légèrement ses positions.

Mais cela n'avance pas à grand chose. En dramatisant la situation, en



(Ph. A.F.P.)

prophétisant la catastrophe, si l'électeur ne faisait pas confiance au parti du « juste milieu », la Démocratie-Chrétienne a cherché à se faire plébisciter comme la seule formation politique capable de s'opposer à la fois à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche. En dissolvant les Chambres, elle avait bien espéré, en effet, trouver enfin au Parlement une majorité sur laquelle asseoir un gouvernement moins dépendant des autres formations politiques, et en particulier du P.S. et du P.C.I.

Mais si la Démocratie-Chrétienne a gagné quelques sièges, la nouvelle Chambre italienne n'en est pas plus gouvernable que l'ancienne pour autant. Car le P.S. et le P.C.I. y ont aussi conservé leurs positions.

En brandissant l'épouvantail de la guerre civile, la Démocratie-Chrétienne a espéré voir se regrouper autour d'elle une majorité confortable. Mais les cartes ont été redistribuées de la même façon qu'avant. L'ère des crises gouvernementales n'est pas terminée. Ce que d'aucun appelleraient le blocage des institutions a une signification bien précise : c'est qu'à notre époque le jeu parlementaire gêne quelquefois plus la bourgeoisie qu'il ne la sert.

Lutte Ouvrière contre Ordre Nouveau

(suite)

Après un report, le procès en appel opposant Lutte Ouvrière à Ordre Nouveau s'est tenu le 10 mai à Paris. On se souvient que Ordre Nouveau avait l'audace de nous chercher querelle pour un article de Lutte Ouvrière décrivant un meeting tenu par lui en mai 1970. Ordre Nouveau s'estimait diffamé par le passage suivant : « Service d'ordre casqué, brassards avec la croix celtique saluant le bras tendu, hymnes SS, cris de « Mort aux Juifs »...

Lors du premier jugement, la 17e Chambre correctionnelle nous avait donné acte de la première partie de cette phrase, mais avait retenu comme « insuffisamment prouvé » que les cris de « Mort aux Juifs » ou les hymnes SS aient été effectivement criés et chantés, et nous avait en conséquence condamnés à 1 F de dommages-intérêts, et 200 F d'amende.

Nous avons fait appel car nous trouvons inadmissible qu'un journal puisse se trouver condamné simplement pour avoir dénoncé, en s'appuyant sur des faits authentiques, et aisément vérifiables, cette résurgence du fascisme qu'est Ordre Nouveau. Et nous avons tenu à maintenir, devant le tribunal, que ces faits sont authentiques, et que nous avions le droit — et le devoir — de les dénoncer !

Lors de l'audience nous avons eu la surprise d'apprendre — par la bouche de l'avocat d'Ordre Nouveau — que ce n'était pas ce mouvement mais bien Lutte Ouvrière qui se trouvait être une « organisation fasciste ». La preuve ? « Lutte Ouvrière va dans les manifestations avec un service d'ordre casqué, armé de bâtons et de barres de fer, ne reculant devant aucune violence ». Et « ces hordes gauchistes défilent au pas cadencé, aux accents d'une musique fasciste étrangère : l'Internationale ». Incroyable mais vrai !

Bien sûr, le ridicule ne tue plus — sans quoi Ordre Nouveau serait privé depuis longtemps de toute existence — mais il est indécent de voir que de tels individus osent encore se pavaner devant les tribunaux et se porter partie civile en se jugeant « offensés » parce qu'un article de journal les a traités de ce qu'ils sont. Il serait encore plus indécent que la justice puisse leur donner — ne serait-ce que partiellement — raison.

Jugement le 24 mai.

(Ph. L.O.)

Autocensure

A Clermont-Ferrand, le cinéma « Le Capitole » avait décidé de présenter un film gauchiste « Coup pour coup » dans lequel on voit des grévistes occuper leur usine et séquestrer leur patron.

Seulement, à Cournon, à la S.C.P.C., des ouvriers, des vrais cette fois, qui occupaient aussi leur usine eurent la « malencontreuse » idée de venir quêter à la sortie du cinéma.

Dans ces conditions, la direction a préféré arrêter, après deux jours, la projection de « Coup pour coup », prétextant des raisons commerciales. D'après elle, il n'y aurait eu que vingt-cinq personnes par séance, mais les grévistes étaient bien placés pour savoir, eux, qu'il n'en était rien.

A la place, maintenant, les Clermontois peuvent aller voir « La mafia du plaisir », un film sans danger celui-là...

QUA

Voici deux articles retraçant l'action du P.C.F. à deux moments de son histoire. Le premier, qui fait partie d'une suite d'articles dont nous avons commencé la publication dans notre numéro précédent et qui concernent l'action du P.C.F. alors qu'il était au gouvernement montre comment, « quand ils étaient ministres », les Thorez et consorts se sont mis à la disposition de la bourgeoisie pour mettre et maintenir la classe ouvrière au travail. Le second démontre qu'en 1952, en pleine période de « guerre froide », et évidemment depuis longtemps expulsé du gouvernement bourgeois, le P.C.F. put tenir un langage gauchiste et même entreprendre une série d'actions qui ne l'étaient pas moins. Dans les deux cas, le contexte est donc fort différent, la politique menée par le Parti aussi. Une constante demeure cependant à travers ces tournants à 180° : ni dans un cas ni dans l'autre, le P.C.F. ne se préoccupe des intérêts de la classe ouvrière. A chaque fois, sa politique est déterminée par son intérêt propre d'appareil ou encore par celui de la bureaucratie russe, à laquelle il est lié ; jamais par celui des travailleurs.

De Gaulle et Duclos : entre Français...

LE Parti Communiste Français au gouvernement entre 1941 et 1947, est français avant d'être communiste, c'est-à-dire que ses préoccupations essentielles concernent l'avenir de la France plutôt que les intérêts de la classe ouvrière, subordonnant allègrement les seconds aux premiers. Tous les écrits, tous les discours de l'époque révèlent cette préoccupation centrale du P.C.F. : reconstruire la France, en faire une grande puissance. Maurice Thorez déclarait au X[e] Congrès du Parti en juin 1945 : *« Il ne faut pas se le dissimuler : la grandeur de la France est à refaire. Aujourd'hui c'est l'ampleur et la qualité de notre production matérielle et c'est notre place sur le marché mondial qui mesureront la grandeur de la France. »* Le ton devient condescendant : *« Certains paraissent se résigner à l'idée d'une France reléguée au rang de puissance secondaire, ils insistent volontiers sur le rayonnement moral et spirituel de notre pays... »* Puis Thorez s'indigne : *« Partout incurie, malveillance, sabotage. Le péril est extrême. Il semble que l'on se trouve en présence d'un plan concerté. Un même plan de ruine mis en exécution par les mêmes gens et les mêmes groupements qui avaient conduit le pays à la défaite et à l'invasion (...). Les trusts poussent la France à l'abîme. »*

Benoît-Frachon, secrétaire général de la C.G.T., s'indigne lui aussi : *« Des usines d'armements sont à l'arrêt, ou travaillent à faible rendement et pas toujours pour fabriquer des armes alors que, pour tenir sa place auprès des grandes puissances, la France aura besoin d'une puissante armée nationale et républicaine, présente sur les champs de bataille ! »* (Rapport au Comité National de la C.G.T. le 27 mars 1945).

Et Thorez de s'écrier au Congrès du Parti : *« Hier on spéculait sur la lâcheté, aujourd'hui on spécule sur la paresse. Aujourd'hui on pratique l'encouragement au moindre effort. »*

« Si les trusts et leurs agents s'opposent à l'effort de reconstruction et de production, c'est que l'intérêt du peuple, l'intérêt de la classe ouvrière est de travailler et de produire, malgré et contre les trusts. »

Au travail !

Et c'est cet « intérêt-là » que le P.C.F. et la C.G.T. vont défendre avec acharnement pendant deux ans. Thorez et Frachon rivalisent d'ardeur :

Thorez : *« Les tièdes, les paresseux ne seront jamais de bons communistes. »*

Frachon : *« Nous appelons à nouveau tous les ouvriers à travailler partout avec ardeur, avec abnégation. Nous leur demandons, en particulier dans les usines de guerre, d'accroître sans cesse leur rendement et de dépasser les plans de production prévus. »* (mars 1945.)

« Pour ma part, depuis septembre 1944, je n'ai jamais fait une seule réunion syndicale sans insister sur le devoir qu'ont les ouvriers de pousser au maximum leur efforts de production. » (juillet 1945.)

Ainsi, contre les trusts, c'est *la bataille de la production* qu'il faut livrer ! Et c'est particulièrement vrai en ce qui concerne les entreprises nationalisées car, pour le P.C.F., il s'agit de démontrer que les nationalisations ne désorganisent pas la production, au contraire. Cela explique les nombreux discours de Thorez aux mineurs, telle la célèbre harangue qu'il prononça à Waziers, le 22 juillet 1945, violent réquisitoire contre l'absentéisme : *« Au lieu de produire, on désorganise la production, on fait tort à ses camarades et pour quelle raison ? Parfois pour un oui ou pour un non, pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale. (...) Voici un autre cas. On m'a signalé l'autre jour que dans un puits une quinzaine de jeunes gens, des galibots, ont demandé à partir à 6 heures pour aller au bal. Je dis que c'est inadmissible. »*

Frachon ne lui cède en rien : *« Les appels de la C.G.T. au travail constructif, à l'union de tous les patriotes, de l'ouvrier au patron, pour l'effort de production, ne sont pas restés vains dans tous les cas (...). Dans une manufacture de fusils, nous sommes intervenus directement. En accord avec la direction, nous avons en octobre dernier, constitué des Comités de production. J'ai moi-même pris la parole devant les ouvriers rassemblés dans l'usine pour leur faire comprendre la nécessité de produire plus vite. Dans cette entreprise, les ouvriers ont dépassé le plan de production de 60 %. »* (mars 1945.)

Et dans *l'Humanité* du 21 juillet 1945, il affirme : *« Ce n'est pas chez nous qu'on trouvera des complicités pour le relâchement dans le travail et la moralité. Voici par exemple le cas de cet ouvrier, délégué d'un C.E. Il s'est fait prendre à sortir de son entreprise des marchandises qu'il écoulait sans doute au marché noir. Il a été licencié. Nous ne nous élevons pas contre cette mesure. (...) Voici encore le cas qu'on m'a cité d'un jeune mineur. Il va au bal et le lundi, sous prétexte qu'il est fatigué d'avoir dansé, il ne travaille pas. (...)*

Misère, froid et famine

C'est tout dire. 1945-1947 c'est l'époque où les délégués du personnel jouaient les gardes-chiourmes et s'associaient à la direction pour licencier les récalcitrants ! Les consignes que le Parti donne aux travailleurs c'est *« retroussez vos manches », « produire d'abord, revendiquer ensuite » !*

Pourtant la situation de la classe ouvrière est dramatique au sortir de la guerre. Les denrées de première nécessité sont rationnées : 160 grammes de viande et 90 grammes de charcuterie par semaine ! Les rations de pain elles-mêmes diminuent. L'hiver, il est quasiment impossible de chauffer les logements. Au marché noir, par contre, on trouve tout ce qu'on veut... à des prix inabordables.

Mais, même en dehors du marché noir, les prix ont augmenté de façon catastrophique. Si on prend 100 conmme indice en 1938, les prix de détail sont passés à 250 en août 1944, 307 en décembre 1944, 497 fin 1945, 865 fin 1946, 1 356 fin 1947 ! L'inflation n'a fait que s'accélérer après la fin de la guerre. Ainsi, misère, froid, famine : tel est le lot de la classe ouvrière.

Frachon reconnaît que *« personne ne peut songer à lui demander un effort sans lui reconnaître les droits qu'on lui a contestés trop souvent et que son sacrifice durant quatre années lui aurait à lui seul mérité ».* En conséquence la C.G.T. réclame dès septembre 1944 une augmentation de 50 % des salaires et s'estime finalement satisfaite d'une augmentation de 5 F de l'heure correspondant environ à 25 ou 30 % ! Pour *« quatre années de sacrifices », c'est maigre !*

En janvier 1946 Frachon déclarait : *« La C.G.T. a mené une action constante en vue de l'augmentation et de la remise en ordre des salaires. Des résultats importants ont été obtenus dans ce domaine. Malheureusement, sauf en ce qui concerne les bas salaires et l'aménagement des zones, les augmentations accordées ont été annihilées par l'augmentation du coût de la vie. Nous réclamons présentement la majoration des heures supplémentaires... »* Et c'est tout en ce qui concerne les salaires — si on ajoute la suppression des 10 % d'abattement sur les salaires féminins ! Il est à noter qu'à cette époque la C.G.T. ne parlait jamais d'échelle mobile des salaires.

La C.G.T. refuse les luttes...

Il faut attendre la fin mai 1946 pour que la C.G.T. réclame de nouveau une augmentation générale des salaires de 25 %, qu'elle obtient d'ailleurs.

On est pourtant très loin du compte, d'autant qu'on assiste à une véritable flambée des prix pendant les six derniers mois de 1946. Les prix de détail augmentent de 50 %, le gaz et l'électricité doublent, les tarifs de la S.N.C.F. augmentent de 150 %, ceux des P.T.T. de 70 %. Le ticket de métro passe de 2 à 5 F !

En décembre la C.G.T. se décide à réclamer un salaire minimum vital de 84 000 F par an (pour 48 heures par semaine !) seuil en-deçà duquel *« il est impossible d'aller sans mettre en péril la santé et la capacité de production des travailleurs »*, expliquait Frachon dans *l'Humanité* du 27 décembre 1946. Mais cette revendication, pourtant modeste, sera abandonnée deux mois plus tard par la C.G.T. qui ne réclamera plus désormais que des primes à la production.

...et s'oppose aux grèves

L'incroyable modicité des revendications mises en avant par la C.G.T., qui n'organisait même pas la simple défense du niveau de vie des travailleurs, s'explique par le fait qu'elle ne voulait surtout pas que les travailleurs se mobilisent autour de revendications substantielles qui auraient pu cristalliser le mécontentement. Au contraire, elle fait tout pour que les grèves n'éclatent pas. Frachon le reconnaît explicitement en mars 1945 : *« Un mécontentement légitime s'est développé dans les rangs de la classe ouvrière. Si, malgré cela, les grèves ont été à peu près inexistantes, on le doit uniquement à la haute conscience nationale des travailleurs, ainsi qu'à l'autorité de la C.G.T. et de ses militants. »* Et, en mai, il multiliplie ses recommandations dans un article paru dans *l'Humanité* du 23, sous le titre : *« Avec le calme et la sérénité de ceux qui ont raison » : « Nous comprenons parfaitement nos camarades qui, excédés, engagent des actions allant jusqu'à la grève. Nous leur demandons, cependant, de ne pas se laisser aller dans tous les cas à leur première impulsion. Il faut réfléchir. Il faut se demander pourquoi nos camarades des syndicats chrétiens, si timides d'ordinaire vont en paroles plus loin que la C.G.T. »*

De même, lors de son discours de Waziers, Thorez avait fermement condamné la grève : *« Je dis franchement qu'il est impossible d'approuver une grève de mineurs en cette période, surtout lorsqu'elle éclate en dehors des syndicats. »* On fait même la grève *« parce que le nez du porion ne revient pas au délégué. C'est un scandale, c'est une honte, c'est une faute très grave contre le syndicat et l'intérêt des mineurs ».*

Gaston Monmousseau, lui, lance la formule restée célèbre : *« La grève, c'est l'arme des trusts. »*

L'attitude de la C.G.T. dans toutes les grandes grèves de cette période est particulièrement éloquente.

Contre les imprimeurs

En janvier 1946, quand les rotativistes des journaux parisiens se mettent en grève à l'encontre des consignes de la C.G.T., ils ont à lutter contre une virulente campagne mêlant mauvaise foi et calomnies de la part du P.C.F. et de la C.G.T. qui font tout pour dresser l'opinion publique et le reste des travailleurs contre les grévistes. Ceux-ci finissent par adresser une lettre d'une extrême violence au ministre « communiste » du Travail, Ambroise Croizat, qu'ils accusent de mensonge et d'hypocrisie. Il faut dire que le ministre « communiste » faisait feu de tout bois, s'indignant qu'ils osent faire grève alors que *« à aucun moment la besogne infâme de ces journaux (collaborateurs) qui chaque jour exaltaient l'assassinat des Français n'avait été interrompue ».* Il arguait aussi du fait que les travailleurs du Livre étaient parmi les mieux payés et c'est le Comité de grève qui a dû lui rappeler que, s'il y avait eu une échelle mobile, c'est 1 600 F par jour qu'ils auraient dû gagner au lieu des 400 F qu'ils réclamaient !

L'Humanité qui tente de paraître pendant la grève provoque des accrochages avec les grévistes et, le 1[er] février, elle paraît avec des blancs, censurée par les travailleurs pour avoir contrevenu à l'accord passé avec les grévistes. Les passages censurés, publiés le lendemain, sont de viles calomnies contre les grévistes.

LUTTE OUVRIERE

ND ILS ETAIENT MINISTRES...

Contre les postiers

Dans les P.T.T. la C.G.T. lance l'ordre d'un débrayage limité, pour le 30 juillet, de 4 à 14 heures mais le travail ensuite ne reprend pas partout et, les 2 et 3 août, la grève continue à s'étendre. Une fois de plus la C.G.T. va fustiger les grévistes qui obligent pourtant le gouvernement à céder le 4 août. La *Vie ouvrière* du 3 août écrit : « *C'est un fait qu'une poignée d'éléments placés aux postes décisifs dans les centraux télégraphiques et téléphoniques ont tenu entre leurs mains ce grand service public : les P.T.T.* » « *Le plan réactionnaire fut appliqué dans un secteur où chacun comprend que les hitlériens et les pétainistes avaient placé des hommes de sécurité que la Libération a fait sauter en partie, mais dont un certain nombre est demeuré en place.* »

L'article concluait : « *Il n'est pas l'heure de jouer avec la grève, l'heure n'est pas à l'indiscipline ni à la division. Car ces jeux-là sont jeux réactionnaires.* »

La grève Renault

En avril 1947, lors du déclenchement de la grève Renault, la C.G.T. n'a pas trop d'injures à sa disposition pour vilipender les grévistes qui sont partis sans son ordre et malgré elle. Le Comité de grève du secteur Collas devient ainsi « *une bande d'énergumènes anarcho-hitléro-trotskistes* » qu'elle accuse de vouloir faire sauter l'usine ! Le Comité de grève devient dans les tracts de la C.G.T. « *le Comité des provocateurs* » ! Devant l'ampleur du mouvement qui fait tache d'huile la C.G.T. est contrainte de se mettre à la tête de la grève de l'ensemble de l'usine. Mais ses calomnies ne cessent pas contre le secteur Collas surtout quand il continue seul la lutte pour les 10 F de l'heure et le paiement des heures de grève après que la C.G.T. ait réussi à faire reprendre le travail avec 3 F de l'heure. Le 13 mai elle diffuse un tract : « *Tous unis nous ferons échec aux diviseurs ! En voilà assez ! Nous voulons travailler librement.* » Et elle pose les questions suivantes : « *Comment expliquer la présence d'un petit groupe de provocateurs organisés, aujourd'hui démasqués ? Qui a pu couvrir de son autorité l'embauchage de tels individus ? Qui a intérêt à paralyser plus longtemps la marche de la Régie Renault ?* » C'est un véritable appel aux licenciements. Et, quand on sait que les grévistes du secteur Collas ont finalement réussi à obtenir le paiement des heures de grève pour toute l'usine, on peut apprécier à leur juste valeur les propos de la C.G.T. !

Au service de la bourgeoisie

En fait, ce sont des centaines et des centaines d'exemples que nous pourrions citer qui démontrent la politique anti-ouvrière du P.C.F. au gouvernement. Le P.C.F. participait à un gouvernement bourgeois qui s'est donné pour but de reconstruire l'économie nationale, c'est-à-dire de remettre fermement en selle la bourgeoisie française et de contenir dans l'immédiat après-guerre toute éventuelle explosion de colère de la part des travailleurs qui avaient tant souffert et qui espéraient que « **ça allait changer** ». Et on peut dire que le P.C.F. a rendu un fier service à la bourgeoisie française en utilisant la confiance qu'il avait gagnée dans la classe ouvrière à contenir tout mouvement revendicatif, et à exiger en plus de nouveaux sacrifices de la part des travailleurs appelés à produire toujours plus de richesses pour le plus grand profit des patrons.

Dominique CHABLIS.

... et quand ils étaient gauchistes !

Si d'aventure, par quelque sortilège gauchiste, Georges Marchais rencontrait au détour d'une manifestation un Jacques Duclos rajeuni de vingt ans, il y a fort à parier, non seulement qu'il ne le reconnaîtrait pas, car le physique de son collègue s'est quelque peu modifié, mais encore qu'il reculerait l'injure à la bouche à la vue de cet « irresponsable », et des militants du P.C.F., organisés en commandos, armés de barres de fer, lancés à l'assaut de cars de C.R.S.

Gauchiste, organisant pour entretenir sa propagande de véritables batailles rangées avec les flics, le Parti Communiste Français l'était en effet en ce début des années 1950. Gauchiste, mais non pas révolutionnaire. Et s'il y a quelque intérêt à revenir aujourd'hui sur cette période un peu oubliée de l'histoire du P.C.F., c'est en particulier parce que pour une bonne part de l'extrême-gauche les capacités politiques, la justesse des positions d'une organisation révolutionnaire s'évaluent souvent en termes d'affrontements avec la police, se jaugent en fonction de la dureté plus ou moins grande des manifestations qu'elle peut soutenir, et ce, indépendamment de la situation politique générale et du niveau de conscience et de mobilisation de la classe ouvrière.

C'est pour cela, et aussi parce que cette période peut être l'occasion de rappeler aux militants du P.C.F. que leur parti a eu parfois naguère un visage plus radical, qu'il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur les grèves et manifestations organisées par le P.C.F. en 1952.

A partir de 1950, en effet, avec le début de la guerre de Corée, le Parti Communiste consacre l'essentiel de ses forces à la propagande anti-américaine. Privé de perspectives politiques immédiates, maintenu à l'écart par tous les partis bourgeois qui depuis le début de la guerre froide le rejettent, celui-ci organise des actions violentes et aventuristes afin de mettre en valeur ses slogans et mots d'ordre qui continuent d'ailleurs de se situer dans un registre ultra-nationaliste et chauvin.

De cette attitude, deux événements sont particulièrement significatifs : la grève de février 1952 à Renault-Billancourt et les manifestations organisées contre la venue de Ridgway en France, en mai de la même année.

En février 1952, alors que le gouvernement a interdit la manifestation commémorant la riposte à l'agression fasciste de 1934, les militants du P.C.F. lancent à Renault un ordre de grève pour le 12 février. L'Union des syndicats C.G.T. reprend cet appel et avance le mot d'ordre de grève générale pour le même jour.

Ce mouvement, mal préparé et qui surtout ne corresponde aucunement aux préoccupations des travailleurs, se limite à quelques actions minoritaires. A Billancourt, une barricade faite de quelques camions et morceaux de ferraille est érigée Place Nationale. Mais la majorité des ouvriers prennent leur travail et seuls quelques centaines font grève. A midi, les grévistes, militants C.G.T. et P.C.F. en tête, grimpent sur les toits et font pleuvoir sur les flics bouteilles, briques et boulons. Les travailleurs se contentent d'assister à ces affrontements en spectateurs.

Les jours suivants, la direction de la Régie prononce de nombreux licenciements qui atteindront le chiffre de 271, alors que la police stationne aux abords de l'usine, conclusion de ce mouvement aventuriste entamé par le P.C.F. sans aucun souci des conséquences de la répression sur ses militants, dans un but de seule propagande.

Quelques mois plus tard, contre la venue en France du général Ridgway, nouveau commandant de l'O.T.A.N., que l'Humanité **nomme en se référant à ses exploits en Corée,** « le général microbien », **le P.C.F. appelle à manifester. Plusieurs semaines à l'avance, de nombreuses manifestations sont organisées à Paris et en province,** l'Humanité **recense chaque jour les expositions américaines brûlées ou mises à sac, publie des photos de graffitis et de slogans peints sur les murs et rapporte, en s'en félicitant, que des voitures appartenant à des Américains ont été badigeonnées à la peinture. Parallèlement, la campagne prend un tour particulièrement patriotard et chauvin. Lors d'une action organisée à Orléans, le P.C.F. rappelle les paroles de la Pucelle** « ma mission est de bouter l'étranger hors de France » !

La manifestation centrale prévue à Paris pour le 28 mai est interdite par le gouvernement de Pinay, le cabinet le plus à droite que le pays ait alors connu depuis la Libération. André Stil, rédacteur de l'Humanité **est arrêté,** l'Humanité **et** Libération **du 28 mai sont saisies. On voit même le maire communiste de Villejuif emmené au commissariat pour avoir manifesté son hostilité sur le passage de Ridgway dans sa commune !**

Le 28 mai, alors que Paris est quadrillé par la police et que gouvernement et presse aux ordres parlent d'atteinte à la sûreté de l'Etat, quelques milliers de manifestants organisés par commandos affrontent la police dans différents quartiers. A Stalingrad, les flics tirent. Un manifestant algérien est tué, d'autres sont blessés par balles. Des centaines d'autres sont arrêtés et, parmi eux, Duclos, que le gouvernement qui n'a peur de rien, pas même du ridicule, fait emprisonner en attendant de découvrir la nature des pigeons découverts dans sa voiture.

Continuant sur la lancée et dans un concert de clameurs anti-communistes, le gouvernement de Pinay fait perquisitionner dans divers locaux du P.C.F. à Paris et en province et notamment au siège du Comité Central.

La C.G.T. appelle à la grève générale pour le 4 juin. La Fédération des Cheminots avait même lancé un ordre de grève illimitée à partir du 3, mais ces deux journées se solderont par des échecs. Face à la campagne d'intimidation du gouvernement, les travailleurs réagissent peu.

Après ces diverses expériences plutôt malheureuses, le P.C.F. décidera d'ailleurs de mettre une sourdine à ce type d'actions. En juin, devant le Comité Central, Fajon condamne « les outrances » et le « ton frénétique » qui coupent le P.C. des plus larges masses. Avec l'année 1953, celui-ci va d'ailleurs commencer à sortir de son isolement politique pour réintégrer l'opposition officielle, en votant l'année suivante l'investiture à Mendès-France.

Pierre VERNANT.

CE QUE DISAIT ALORS « L'HUMANITE »

« 19 h 40, boulevard Poissonnière. Les C.R.S. en rang devant le Rex, sortent leurs paquets de gauloises. ils ne sont pas prêts d'allumer leurs cigarettes : des cris ont retenti du côté du faubourg Saint-Martin, « A la porte, Ridgway assassin ! ». *Les C.R.S. se ruent... Ils sont reçus ! Volées de pavés, de plaques de fer, de projectiles de toutes sortes. Quelques flics roulent à terre. Puis c'est le choc. Les manches de pancartes sont plus rudes encore que les crosses de fusils et ça fait sur les casques un roulement métallique. Les C.R.S. reculent en soutenant leurs blessés. Les vitres d'un de leurs camions éclatent, la bâche se déchire. Les flics écument... sortent les grenades lacrymogènes, tirent en l'air. Les manifestants ne reculent pas, ils font de grands signes goguenards à la meute policière :* « Allez... allez approchez donc ! ».

(Extrait de **l'Humanité** du 29 mai 1952.)

quand les patrons s'attaquent aux droits ouvriers

COMPAGNIE D'ASSURANCES " L'EUROPE " :

Une grève pour l'intégrité des congés payés

IL y a environ un mois, la direction nous informait du nombre de jours de congés dont nous disposions pour 1972.

C'est alors qu'une cinquantaine de personnes constatèrent que deux jours de congés par mois de maladie leur avaient été supprimés. Le mécontentement était grand, notamment au service P.A. qui menaçait de faire grève.

Nos délégués furent reçus par la direction qui retarda le plus possible cette entrevue et, devant son obstination, la C.G.T. organisa une réunion du personnel le mercredi 26 avril à 12 h 30. Un délégué rapporta les paroles de la direction qui entendait appliquer la Convention collective « avec souplesse » puisqu'elle étudierait chaque cas particulier qui serait soumis par le chef de service de la personne intéressée.

Ceci provoqua d'importants remous dans l'assemblée qui considérait que la direction n'avait le droit de porter de jugement sur aucun d'entre nous. Devant le mécontentement des personnes présentes (environ 150 sur 400), la C.G.T. et le S.N.A.M.A.T. lancèrent un mot d'ordre de grève d'une demi-heure dans l'après-midi et posèrent un ultimatum à la direction qui refusa énergiquement de les recevoir.

De 15 h à 15 h 30, nous nous retrouvions à nouveau dans le hall de la Caisse encore plus nombreux à manifester notre colère et nous prîmes la décision de débrayer à nouveau le lendemain pour une heure. Donc, jeudi, après une active propagande de la C.G.T. et du S.N.A.M.A.T., nous occupions à nouveau le hall, cette fois à plus de 200 personnes. Ce fut alors la direction qui demanda à voir nos délégués pendant notre mouvement. Peu après, ceux-ci revenaient nous donner le résultat de leur démarche : le chef du personnel qui les avait reçus leur avait dit que lui-même ne pouvait rien faire et qu'il fallait attendre que le P.D.G. soit revenu, laissant entendre que sa position serait peut-être différente. Il s'agissait là d'une manœuvre destinée à diviser le mouvement sans cesse grandissant puisque le lendemain, à 11 h 30, lors de la réunion officielle des délégués et du P.D.G., la direction annonça qu'elle maintenait sa position et que les heures de grève seraient décomptées des salaires. Nos délégués avaient appelé à une réunion du personnel pendant leur entrevue avec la direction. Malheureusement, les délégués étaient absents au début de l'assemblée. Et à leur retour, la majorité d'entre nous étaient partis manger, de sorte que nous n'avons pas pu prendre de décision. L'après-midi, la direction annonçait à bon nombre de personnes touchées sur les congés que la sanction était levée et menaça les délégués parce qu'ils passaient dans les services. Des menaces de la part de certains chefs furent faites aux personnes les plus combatives. Tout ceci contribua, malgré l'action des syndicats, à atténuer la combativité du personnel. Une nouvelle assemblée, le mardi 2 mai, décida d'attendre la réunion des délégués du personnel avec le patron pour continuer le mouvement.

La direction annonça au cours de cette réunion qu'il n'y avait plus que treize cas non satisfaits et que les heures de grève seraient payées, ce qu'elle refusait jusqu'alors énergiquement. Mais ce recul de la direction se révéla à double tranchant puisque la plupart des gens qui avaient suivi le mouvement jusqu'alors décidèrent de s'en séparer ainsi que le S.N.A.M.A.T. qui sauta sur l'occasion.

Il restait toutefois un service entier (P.A.) décidé à poursuivre la lutte, mais, se sentant trop isolé, il n'entreprit rien.

Beaucoup d'entre nous sont un peu déçus car nous espérions voir notre revendication aboutir complètement, mais nous tirons quand même une certaine satisfaction de ce mouvement, car nous nous sommes prouvés notre force et nos mouvements ne nous ont rien coûté.

Le mouvement n'est pas allé plus loin car la plupart d'entre nous ne voulaient que marquer leur mécontentement à ce sujet et peut-être aussi à cause des hésitations des syndicats.

Correspondant L.O.

S.E.E.E. (Paris) :

Licenciement d'un délégué syndical

LA S.E.E.E. est une petite entreprise spécialisée dans l'éxécution d'installations électriques à la demande dans les usines et sur les chantiers. Elle est divisée en deux secteurs, le S.E.R.C.E. et le secteur Bâtiment, où les conditions de salaires et d'horaires sont très différentes. Alors que le premier de ces secteurs est régi par la Convention collective de la Métallurgie, le second est régi par celle du Bâtiment qui est beaucoup moins favorable aux travailleurs.

La direction de l'entreprise tire beaucoup d'avantages de cette division qui lui permet d'entretenir un chantage permanent à la mutation, et une opposition entre les travailleurs des deux secteurs. C'est ainsi que, récemment, deux câbleurs ont été débauchés puis réembauchés avec un salaire horaire diminué de 2 F.

Dans ces conditions, la plus grande crainte de la direction de l'entreprise est de voir s'unir les travailleurs des deux secteurs contre elle. Et à l'occasion, elle n'hésite devant aucun moyen pour se débarrasser de ceux d'entre nous qu'elle juge trop combatifs. On peut s'en convaincre en voyant la véritable épopée qu'elle a fait subir à l'un d'entre nous.

Ce camarade, militant CGT, et ouvrier depuis seize ans à la S.E.E.E., a participé à la création de la section CGT et s'est montré toujours particulièrement combatif, en particulier lors de l'occupation de l'entreprise en mai 1968. Voilà qui n'a pas eu l'heur de plaire à la direction puisque, depuis 1968, notre camarade n'a pas cessé d'être l'objet de brimades de la part du patron.

C'est ainsi qu'en mai 1971, le patron l'a muté du S.E.R.C.E. où il était dans le secteur Bâtiment, lui faisant perdre ainsi son mandat de délégué du personnel. Ce faisant, la direction l'a envoyé sur un chantier à la Défense, lui occasionnant plus de trois heures de transport par jour.

Mais notre camarade ne s'est pas découragé. Il a entrepris d'organiser les travailleurs du secteur Bâtiment, pour la plupart immigrés, et d'unifier les revendications dans les deux secteurs. Là encore, la direction a réagi en lui infligeant deux avertissements injustifiés et qui constituent en fait une entrave à la liberté syndicale ; mieux, un membre de la direction a refusé de signer en sa présence (bien qu'il soit délégué syndical) un protocole d'accord concernant les élections professionnelles.

Mais le patron ne s'est pas arrêté là : il y a deux mois, notre camarade a, de nouveau, été détaché au S.E.R.C.E. et envoyé en déplacement à Nevers !

Tout au long de ces péripéties, le but poursuivi par la direction a été clair pour tous : il s'agissait de « neutraliser » notre camarade trop combatif en l'isolant de ses camarades et en l'écœurant au maximum.

Mais, si la direction comptait sur notre camarade pour lui offrir sa démission sur un plateau d'argent, elle s'est trompée.

Aussi, le patron a fini par renoncer à toutes ces finesses : le 2 mai, il a refusé de donner du travail à notre camarade et lui a annoncé son intention de demander son licenciement à l'inspection du Travail.

Voilà qui en dit long sur ce que signifie le mot « liberté syndicale » pour le patron de la S.E.E.E.

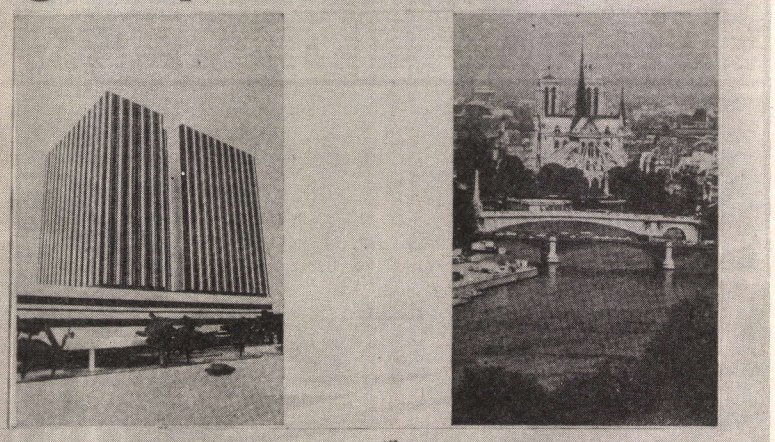
Mais, nombreux sont ceux d'entre nous qui sont conscients du danger que représente pour tous les travailleurs de la S.E.E.E. un tel licenciement. Et si le patron de la S.E.E.E. a fini par abattre ses cartes, nous n'avons pas encore joué les nôtres, et nous ne sommes pas prêts à laisser licencier un camarade qui a défendu nos intérêts depuis toujours.

Correspondant L.O.

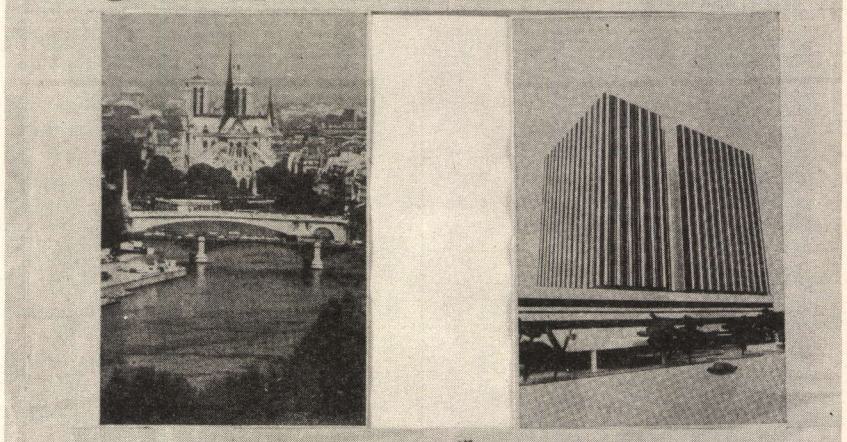
urbanisme capitaliste

Les promoteurs et l'environnement

Imaginez que ceci donne sur cela. mais alors **Imaginez que ceci donne sur cela.**



La photo de gauche représente une publicité récemment parue dans Le Monde.
La photo de droite, la même, revue et corrigée par L.O.



compte des avantages qu'il y a d'avoir
ux à 'Rives de Seine'

ation architecturale très actuelle, des matériaux
verre et aluminium.
ture exactement fonctionnelle : 3 niveaux
ge général (restaurants d'entreprises, cafeteria,
ences, halls de réception, centre de traitement de
et 13 niveaux de bureaux librement aménageables.

le boulevard périphérique et la station du RER au
En liaison directe avec l'Étoile, Neuilly, la
grands centres d'affaires du Paris de demain .
Rives de Seine, dans le 12e arrt, une réalisati
mais aussi le plus sûr des investissements.

'Rives de Seine' :
17 étages de verre brun et d'alun

Pour l'Office d'H.L.M. de Vierzon :

Pas de cabane à outils sans permis de construire

A Vierzon, depuis le 10 avril, les locataires de trois cités d'H.L.M. sont en effervescence.

Voilà les faits.

Aucun logement des cités Louise-Michel, Puy-Berteau, Désert — soit, en tout, 208 logements — n'a été conçu avec sous-sol, garage, ou simplement débarras pour abriter les outils de jardinage...

Aussi, les locataires ont-ils construit des appentis, attenant à leurs maisons, pour pallier la carence de l'Office des H.L.M.

En avril 1971, celui-ci demande à chacun des locataires de peindre les appentis en gris. Cela a été fait à 80 %. Le coût de ce ravalement a été de 150 F à 200 F en moyenne pour chaque locataire.

En mars 1972, l'Office des H.L.M. somme les locataires de détruire ces appentis... Motif : ces cabanes sont inesthétiques !

Une menace : si les locataires n'ont pas obtempéré le 10 avril, c'est à leurs frais qu'un entrepreneur, désigné par l'Office des H.L.M., viendra faire cette besogne.

Cette sommation a provoqué la colère chez tous les locataires qui se sont regroupés en un Comité de défense. Il y eut une entrevue avec le maire de Vierzon. Celui-ci a transmis les revendications des locataires au préfet et au président départemental de l'Office des H.L.M. Une lettre a été également adressée au ministre de l'Equipement et du Logement ainsi qu'au député de Vierzon. Celui-ci n'a rien trouvé de mieux que de transmettre les revendications des locataires des trois cités au directeur de l'Office des H.L.M...

On attend toujours, mais personne n'est décidé à s'en laisser imposer. Mieux ! Les locataires exigent maintenant qu'on leur construise des garages de 3 m 50 sur 5 m aux frais de l'Office !

L'OFFICE DES H.L.M. DOIT PAYER !

Correspondant L.O.

OFFICE PUBLIC
D'HABITATIONS A LOYER MODERE
DU DEPARTEMENT DU CHER
30, rue Jean-Baffier
18 - BOURGES

[redacted]
- Vierzon
18

D. T.8. VIERZON 21-22-24
Le Désert-Puy Bertaud-
Louise Michel

Bourges, le 23 mars 1972

Monsieur

Au cours du quatrième trimestre 1971 une Commission de l'Office a effectué la visite annoncée dans l'avis du 1er avril 1971.

Votre construction annexe a été reconnue inesthétique. Vous n'avez pas obtenu l'autorisation de l'Office prévue à votre contrat de location pour l'édifier.

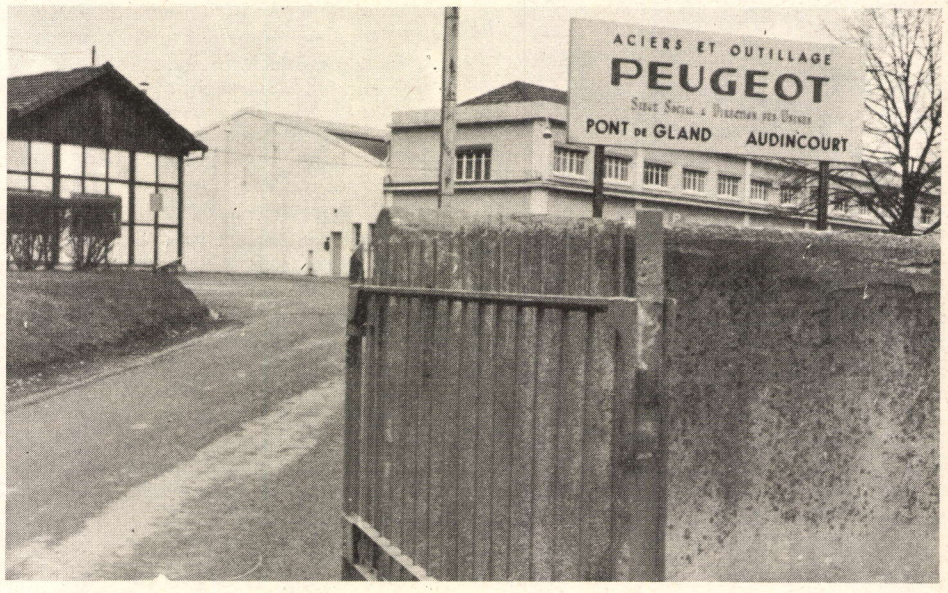
Je vous mets en demeure d'en effectuer la démolition pour le 10 AVRIL 1972

A partir de cette date l'Office fera intervenir, à vos frais, une entreprise de son choix pour effectuer ce travail et le montant vous en sera réclamé ultérieurement.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

POUR LE PRESIDENT, L. DELAMARRE,
LE DIRECTEUR,

conditions de travail



Aciers et Outillage Peugeot (Audincourt)

Marche ou crève

LES Aciers et Outillage Peugeot sont un groupe de quatre usines travaillant principalement pour Peugeot-Sochaux. La plus importante est celle d'Audincourt qui emploie environ 2.000 travailleurs et qui fabrique des pare-chocs et des appareils électriques. Il est peu d'usines dans le pays de Montbéliard où les conditions de travail soient aussi dures, où les cadences en particulier soient aussi inhumaines.

Ainsi, à l'atelier d'usinage des appareils électriques, le travail aux pièces est systématique : cinq échelons pour la prime de rendement (de 0,15 franc à 1,20 F suivant la machine), et les cadences augmentent régulièrement.

C'est toujours « l'encouragement à la production » à l'atelier de Formage-Profilage des pare-chocs. On met les nouveaux arrivés à la célèbre machine à laver les pare-chocs. Le travail consiste à tenter de saisir des pare-chocs dégoulinants d'huile avec des gants en caoutchouc, de les placer dans la machine, de les ressortir couverts de lessive de potasse, en prenant soin de ne pas s'asperger, et de les passer aux essuyeuses. Il y a quelque temps, les deux essuyeuses essuyaient 700 pare-chocs par jour. Aujourd'hui, de plus en plus harcelées par les chefs, elles en sont au record de 2.000 par jour...

Le travail est particulièrement dangereux au polissage des pare-chocs. Le polisseur doit s'arc-bouter pour appuyer le pare-chocs contre une meule. Comme il n'y a pas de protection, un faux mouvement et c'est l'ouvrier qui est précipité contre la meule De plus, il reçoit quotidiennement quantité de poussières dans la figure, et finit sa journée aussi noir qu'un mineur. Récemment, on a licencié un jeune de 22 ans qui avait trois taches au poumon. En général, on ne reste guère que deux ans dans l'atelier, mais ce n'est pas une prime d'insalubrité qui peut compenser les séquelles sur l'organisme de ce travail inhumain et dangereux.

Face à l'offensive patronale qui se poursuit sur les cadences, les travailleurs ressentent le besoin de s'organiser et d'agir. Les syndicats sont peu implantés et assez timorés ; pourtant, un modeste débrayage de deux heures a permis d'obtenir 11 centimes d'augmentation pour tous. Une action de plus grande envergure serait certainement payante en cette période où les commandes semblent fortes. Les travailleurs d'Audincourt en sont conscients et n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant L.O.

Les travailleurs immigrés en lutte pour des conditions de vie meilleures

AU 3 bis de la rue Riquet, dans le 19e, se trouve un foyer de travailleurs immigrés où logent près de 300 Africains.

Ce foyer existe depuis 1959. Il a été installé dans une ancienne usine désaffectée à la suite d'un incendie. Il se compose de deux grandes salles (les anciens ateliers) et de quelques petites pièces où étaient les bureaux. Pour tout le foyer, il n'y a que trois robinets d'eau froide et trois w-c. Pas de placards, ni de tables ou

de chaises. Il y a des lits dans toutes les pièces et rien n'est prévu pour faire la cuisine, manger ou se réunir. Et le loyer était de 60 F par mois.

Au départ, d'après les déclarations faites à la police par le propriétaire pour obtenir l'autorisation d'ouvrir le foyer, il ne devait y avoir que cent vingt lits. Actuellement, il y en a deux cent quatre-vingts.

Le propriétaire avait fait ouvrir en même temps que le foyer un café-restaurant. Et pour obliger les locataires à le fréquenter, il était interdit de faire la cuisine dans le foyer. Il était également interdit de recevoir des visites.

C'est sur ces deux problèmes que les locataires se mettent une première fois en lutte en 1960. Ils refusent de fréquenter le café. Malgré l'interdiction, ils achètent du matériel pour préparer leurs repas. A plusieurs reprises, le propriétaire fait venir la police pour intimider les locataires. Il organise même des descentes en leur absence pour confisquer leur matériel.

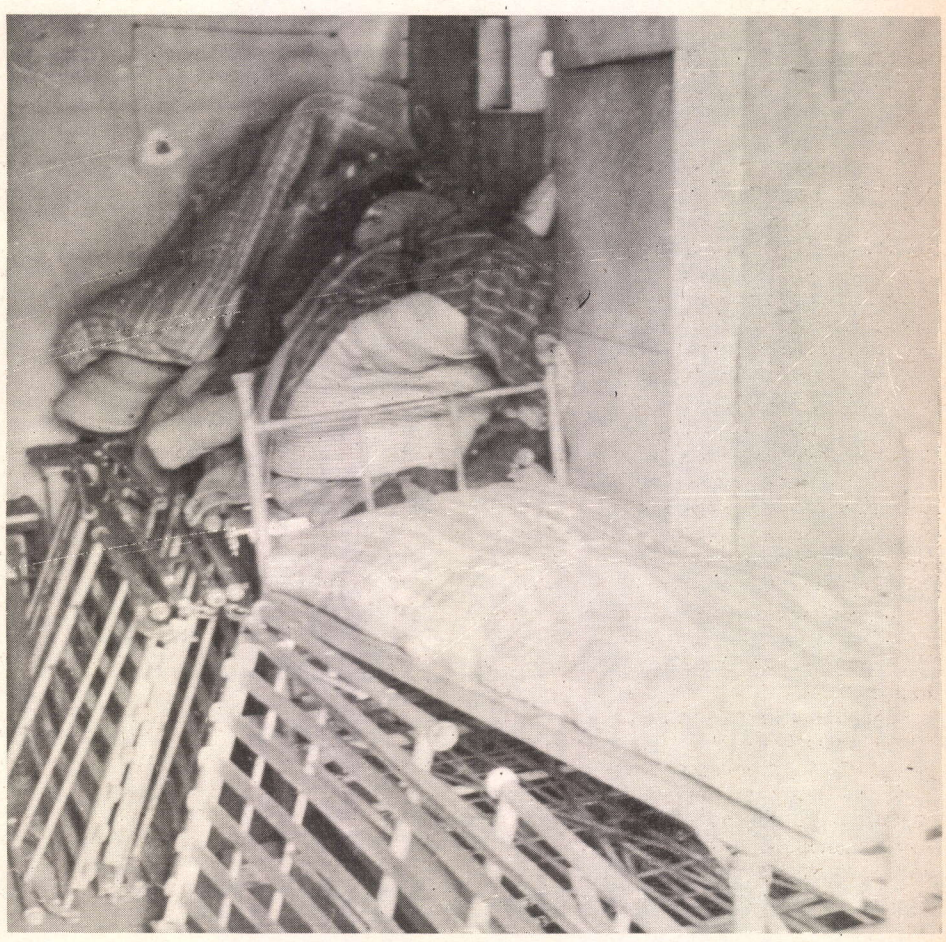
C'est à cette époque que démarre la première grève des loyers. Les revendications sont le droit de recevoir leurs parents en visite et l'installation d'une cuisine dans le foyer.

Le propriétaire cède en partie. Il fait vider une pièce de ses lits. Ce sont les locataires eux-mêmes qui devront acheter les réchauds et le matériel. Et encore, pour compenser la perte qu'il a subie en supprimant des lits, le propriétaire veut faire passer le loyer de 60 à 80 F. Mais il ne parvient pas à l'imposer.

Jusqu'alors, le foyer avait un gérant algérien. En 1961, le propriétaire embauche un Africain. Ce dernier parviendra pendant plusieurs années à empêcher les locataires de reprendre la lutte en jouant sur les différences tribales.

C'est pendant cette période, de 1961 à 1971, que le propriétaire commence à multiplier le nombre des lits dans le foyer. Ils passent de cent vingt à deux cent quatre-vingts. La situation dans le foyer qui était déjà un taudis se dégrade de plus en plus. Dans toutes les pièces, les lits sont serrés les uns contre les autres et il y a à peine la place de circuler.

Un grand nombre de nouveaux arrivants sont des clandestins avec lesquels le gérant se livre à un fructueux trafic de faux papiers. C'est à la suite de cela qu'il est arrêté en avril 1971.



Vers la même époque, un certain nombre de locataires décident que la situation ne peut plus durer. Pendant les premiers mois de cette année, ils se livrent à un travail d'explication pour surmonter les divisions entretenues depuis des années. Mais les conditions sont devenues si intolérables qu'ils y arrivent et en mai 1971, une nouvelle grève des loyers commence.

Les grévistes n'ont qu'une seule revendication : fermeture du taudis et relogement tous ensemble, dans un foyer neuf.

Les grévistes commencent un travail d'information auprès de la population du quartier et prennent contact avec d'autres foyers en grève.

En juin 1971, les autorités se décident à intervenir. Un conseiller municipal du 19e, André Sibault, du P.C.F., vient visiter le foyer. Il déclare que les conditions sont intolérables et donne aux grévistes une promesse officielle de relogement tous ensemble dans un nouveau foyer en construction à l'angle des rues Riquet et Curial, au plus tard pour septembre 1971.

En août 1971, il revient pour annoncer que le foyer prévu est trop petit pour les accueillir tous. Mais un autre est en construction au 53, rue Riquet. Cette fois, on leur promet le relogement pour janvier 1972.

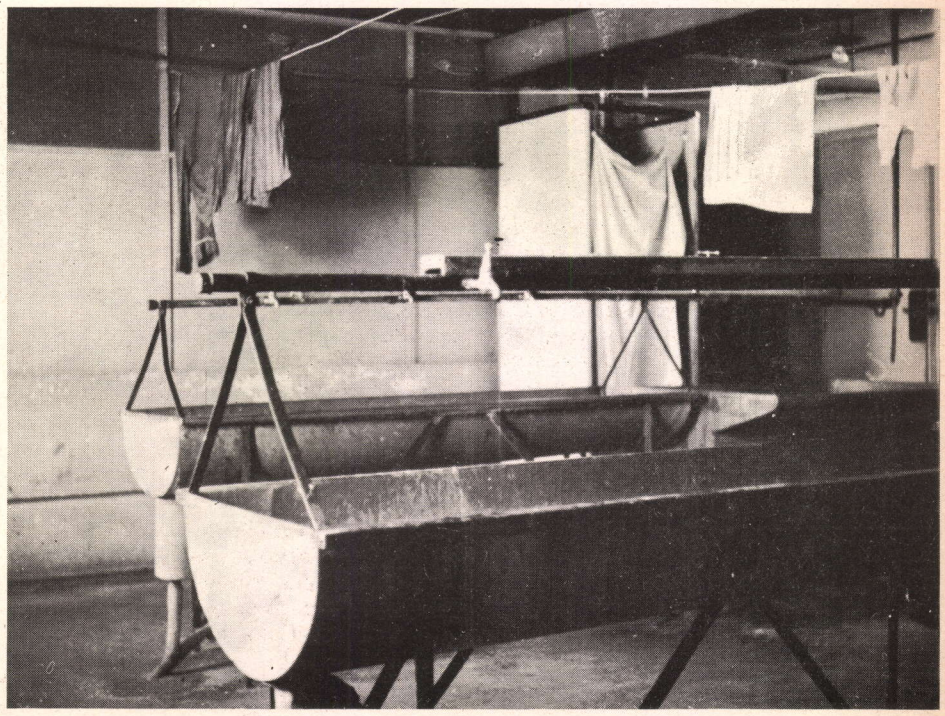
En novembre 1971, le foyer reçoit une autre visite, celle du député U.D.R. Il commence par dire qu'il connaît bien les Africains, il a été en poste en Afrique avant l'indépendance... Pour finir, il déclare que les locataires seront relogés, mais pas ensemble, certains rue Riquet, d'autres à Aubervilliers, à Billancourt, au Bourget... Tout cela pour... les rapprocher de leur lieu de travail.

Quinze jours plus tard, un envoyé de la préfecture, M. Beaufils, vient répéter la même chose. On ne relogera qu'un quart des grévistes dans le nouveau foyer de la rue Riquet, les autres seront dispersés par groupes de quarante ou cinquante. Les délégués des grévistes rappellent la promesse de M. Sibault. Mais on leur répond qu'ils n'ont rien compris : reloger « ensemble » ne voulait pas dire « au même endroit », mais « en même temps ».

Les locataires, réunis en assemblée générale, refusent unanimement. Ils ne veulent pas être dispersés et perdre la solidarité qu'ils ont réussi à créer et qui leur a permis de tenir leur grève pendant près d'un an malgré toutes les tentatives d'intimidation.

Depuis la situation en reste là. Il y a environ un mois, la police a débarqué dans le foyer un dimanche matin à 5 h et a menacé d'embarquer une partie des grévistes. Mais les locataires restent déterminés à continuer la lutte. Quelles que soient les menaces, ils maintiennent leur revendication d'être relogés tous ensemble dans des conditions décentes.

Correspondant L.O.



LES ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL A LA SAGEM (Argenteuil) :

Gains de la C.G.T. pertes de la C.F.T.

LES élections des délégués du personnel marquent un progrès pour la C.G.T. Elle gagne en pourcentage, mais perd un siège dans le premier collège du fait de la diminution du nombre des inscrits (1.435 en 1971 pour 1.305 en 1972). Elle le retrouve dans le deuxième collège où elle dispose désormais de deux sièges au lieu d'un l'année dernière.

Elle gagne plus de 4 % dans le premier collège (aux dépens de la C.F.D.T. et de la C.F.T.) et plus de 2 % dans le second (aux dépens de la C.F.T.).

Ainsi, on ne peut que se réjouir de ce que la C.F.T., montée après la grève de 1968, ne cesse de perdre des voix d'année en année.

Si la C.F.D.T. gagne un peu dans le second collège, elle est en recul dans le premier. Cela est dû au départ d'un de ses militants qui, depuis, est passé permanent, mais aussi à sa quasi totale inactivité, agrémentée de temps à autre d'imprécations à l'égard des ouvriers qu'elle n'hésitait pas dans un tract d'il y a quelques mois à traiter de « lâches ».

Du coup, la C.G.T. qui, pourtant, est loin de mener une politique offensive, laissant notamment la C.F.D.T. seule pour faire une quête lors de la grève de Girosteel, se trouve apparaître encore comme l'organisation faisant le minimum de travail syndical. Les résultats sont là pour l'attester.

Correspondant L.O.

	Premier collège	Deuxième collège	Total des sièges
C.G.T.	+ 4,1 %	+ 2,3 %	7
C.F.D.T.	— 2,3 %	+ 1,7 %	3
C.G.C.	—	+ 1,4 %	1
C.F.T.	— 1,7 %	— 5,2 %	1

Scandale d'Autrèche :

Les autorités interviennent

LE samedi 22 avril, vers 16 heures, le Comité de soutien aux cinquante-quatre travailleurs de l'Institut Médico-Pédagogique d'Autrèche organisait une collecte dans le centre de Tours, avec prise de parole, tracts et pancartes expliquant aux passants la situation des travailleurs d'Autrèche, sans travail et sans salaire depuis la mi-février.

On se souvient (voir Lutte Ouvrière **n° 191) que l'Administration a fermé cette maison pour enfants inadaptés, arguant de la mauvaise gestion du patron d'Autrèche, et que les employés ont ainsi perdu tout salaire, sans pour autant recevoir d'indemnités puisqu'ils ne sont pas officiellement en chômage ni licenciés.**

Les pancartes, les tracts et les interventions au porte-voix appelaient à la solidarité financière avec ces travailleurs, dénonçaient la pénurie des crédits réservés à l'enfance inadaptée. Le Comité de soutien dénonçait aussi l'attitude de la mairie et de la préfecture, indifférentes au scandale d'Autrèche mais qui organisaient le soir même un gala « au profit » de l'enfance inadaptée, pour soulager leur conscience sans doute.

Moins d'une heure après le début de cette intervention, des agents en uniforme encadrés par des flics en civil arrivèrent à grand renfort de sirènes, se ruèrent sur ceux qui, à leurs dires, « manifestaient la veille d'une consultation électorale » **et** « quêtaient sur la voie publique sans autorisation de la préfecture ».

Sans autre forme de procès, après avoir arraché les pancartes, déchiré des tracts, ils embarquèrent dans le panier à salade ceux qui osaient protester.

Rapidement, un attroupement s'est formé de chaque côté de la rue, et tout le monde désapprouvait l'attitude des forces du désordre. Du moins l'intervention des flics eut-elle le mérite de grossir les groupes de discussion, et les membres du Comité de soutien qui n'avaient pas été embarqués purent recueillir en quelques minutes presque autant qu'en une heure avant l'arrivée des flics.

Que des travailleurs soient jetés à la rue sans salaire, des enfants dispersés aux quatre coins du département, les responsables sont à l'abri de toute poursuite. Mais que ces mêmes travailleurs osent protester et réclamer leur dû, et aussitôt débarquent les matraqueurs de service.

Correspondant L.O.

Les matraqueurs à l'œuvre. (Ph. L.O.)

RONCHAMP :

Un meeting dont les juges devront tenir compte

Madeleine Szczodrowski.

VENDREDI 28 avril, à la Salle des fêtes de Ronchamp, se tenait un meeting organisé par la CFDT pour protester contre le licenciement de Madeleine Szczodrowski.

Quels sont les faits ?

Le 23 août 1971 sortait aux éditions Denoël, un livre intitulé *Les cerises aigres*. Auteur : Madeleine Szczodrowski, secrétaire de direction à l'usine Chapuis à Plancher-Bas (Haute-Saône). Auparavant serveuse de café, fille de salle, ouvrière sur presse puis secrétaire, Madeleine Szczodrowski a voulu décrire les conditions de vie dans les petites usines de Haute-Saône et particulièrement les relations entre la Sécurité sociale et les patrons. Son patron s'est senti visé dans ce livre et, le 28 août 1971, soit cinq jours après la parution du livre, il licenciait Madeleine Szczodrowski.

Le motif officiel n'est pas bien sûr la parution du livre, ce qui aurait été insoutenable devant les juges, mais une prétendue mauvaise entente entre le patron et sa secrétaire. Cela faisait huit ans qu'elle travaillait dans cette usine et, bien sûr, personne ne se trompe sur le motif réel du licenciement.

Notre camarade intente alors un procès contre son patron. En Haute-Saône, il n'y a pas de Prud'hommes, c'est le tribunal d'instance qui fait office.

Très vite, la population est au courant, les journaux locaux, syndicaux et même *Le Monde* en parlent.

Les syndicats s'occupent alors de cette affaire. Un tract est distribué dans les rues à Lure par la CGT et la CFDT au moment où Madeleine dédicace son livre dans une librairie.

Le tribunal a déjà entendu deux fois les témoins et les avocats et c'est début mai qu'un jugement doit être rendu.

C'est pour cela que la CFDT prend l'initiative d'organiser un meeting de protestation et fait appel à la CGT. Dès le début, l'U.L.-CGT de Lure accepte puis, subitement, au moment de réserver la salle, n'est plus d'accord. Pas de motifs précis : « *On n'est pas d'accord sur la critique de la Sécurité sociale* »...

En fait, nous connaissons les véritables raisons. Un militant a dit : « *Il y a des gauchistes qui gravitent autour* »... Et la décision vient de l'U.D. de Vesoul. De plus, la CGT est seule implantée à Ronchamp et tient à le rester. Mais ce n'est pas en agissant ainsi qu'elle se fait de la bonne publicité.

La CFDT maintient alors le meeting, envoie des lettres à toutes les organisations politiques et syndicales. C'est un succès : 350 personnes environ y participent, la salle est pleine ; il y a bien longtemps qu'on n'a vu à Ronchamp une telle assistance : beaucoup de jeunes, des travailleurs de la région, de Peugeot, de l'Alsthom, des instituteurs. Le débat qui suit est très animé, toutes les interventions très applaudies. Le PSU, les « Amis de Témoignage Chrétien », le Parti Socialiste, le groupe de l' « Ecole Moderne », l'A.F.C.A.A.F.I. et Lutte Ouvrière réaffirment leur solidarité envers tous les cas de répression et celui-ci en particulier. Un travailleur de chez Peugeot parle des accidents de travail, d'autres prennent la parole sur la répression dans la région. Une déléguée de la CGT s'étonne de l'absence de son organisation, comme toute l'assistance d'ailleurs. Le PCF également « brille par son absence ».

Tout le monde est sorti du meeting avec la ferme conviction que, contre les juges, les patrons, le gouvernement, seule l'action unie des travailleurs est efficace.

Le tribunal aura à en tenir compte.

Correspondant L.O.

VIERZON : défense des lignes S.N.C.F.

UN COMITÉ ÉPHÉMÈRE

POUR faire face à la politique de démantèlement de la SNCF qui a l'intention de supprimer le trafic omnibus entre Vierzon et Orléans et entre Vierzon et Châteauroux, un Comité de défense des lignes SNCF était en voie de création. De nombreuses organisations avaient été invitées dans ce but par des syndicats cheminots (CGT, CFDT, FO et FAC), comme nous le relations dans le dernier numéro de Lutte Ouvrière.

Mais la première fausse note vint, dès la première réunion, de la part du PCF puisque celui-ci refusait de participer à un Comité de défense dans lequel était présente Lutte Ouvrière *(il ne fit d'ailleurs aucune remarque sur la présence de l'UDR). Un Comité était cependant envisagé avec la présence des autres organisations (organisations locales de commerçants, de parents d'élèves, syndicats des cheminots, Union locale des syndicats ouvriers, PSU, Lutte Ouvrière... sous la présidence du maire).*

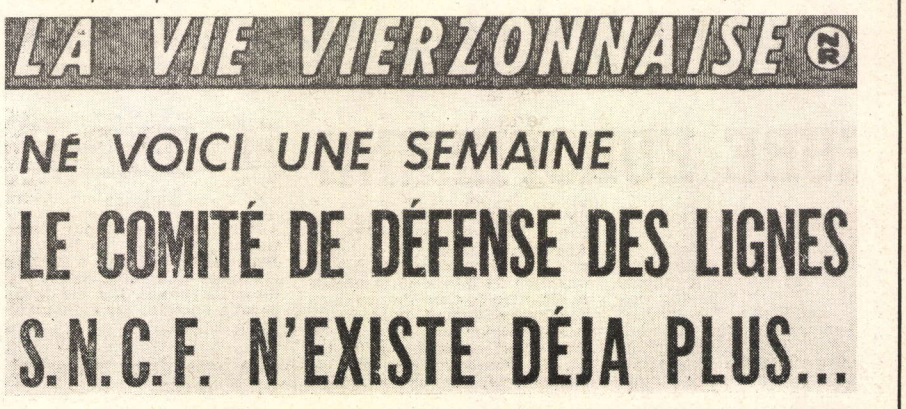
Mais à la deuxième réunion, la semaine suivante, le ton donné par le PCF allait être repris par la municipalité (« d'union des forces de gauche » à majorité PCF) qui déclarait qu'elle n'entendait pas participer à un Comité où il y avait à la fois les révolutionnaires et l'U.D.R. Une discussion assez vive s'ensuivit avec le député UDR Boinvilliers présent, la tribune et la salle. En fait la présence de l'UDR n'était qu'un prétexte : en effet dès que le Comité aurait commencé à dénoncer les responsabilités des hommes au pouvoir (ce qu'il ne pouvait manquer de faire) et aurait commencé son action, les larbins de l'UDR se seraient retirés d'eux-mêmes. C'est d'ailleurs ce que proposait un camarade de Lutte Ouvrière *: mettre au vote une motion qui servirait de base au Comité, dénonçant clairement les responsabilités gouvernementales ; on aurait alors vu l'attitude des représentants de l'UDR ! Mais ce genre de solution ne pouvait en rien convenir à la municipalité puisque subsistait la véritable raison pour elle de ne pas participer au Comité : la présence de* Lutte Ouvrière.

Le responsable départemental CGT avait lui, comme par hasard, une solution satisfaisante pour la municipalité : que ce soient uniquement les syndicats qui prennent l'affaire en main ; ils demanderaient après le soutien des diverses organisations.

Un Comité de défense des lignes SNCF regroupant à la fois des organisations de cheminots et diverses organisations représentant la population et les usagers ne verra donc pas le jour !

Et l'on peut dire que seul le PCF, avec son sectarisme, en est la cause : il a préféré saborder ce Comité pour la seule raison que les révolutionnaires y étaient présents.

Correspondant L.O


LA VIE VIERZONNAISE

NÉ VOICI UNE SEMAINE

LE COMITÉ DE DÉFENSE DES LIGNES S.N.C.F. N'EXISTE DÉJA PLUS...

Le titre de la Nouvelle République **du 4 avril.**

LA REFORME DE L'APPRENTISSAGE

LA réforme de l'apprentissage par contrat que vient de décréter le ministère a pour but, paraît-il, **« d'améliorer la formation »**, **« d'établir un véritable statut de l'apprenti »**. Ce n'est en fait qu'un peu de bricolage pour faire du neuf avec du vieux (et même du moyen-âgeux). Et si l'obligation enfin faite aux patrons de payer aux apprentis un salaire minimum (mais quel minimum !) sera sensible à bien des apprentis, cela ne supprime pas le scandale de l'apprentissage faisant travailler à plein temps des jeunes pour trois fois rien (15 % du S.M.I.C. désormais), de même que ce n'est pas le passage de 200 heures de cours par an à 360 heures qui améliorera un tant soit peu la formation ni qui permettra aux apprentis de sortir de l'apprentissage avec en main un certificat professionnel monnayable.

Un rafistolage qui touche 300 jeunes

L'apprentissage chez un patron est en diminution permanente, surtout depuis 1967-1968 (prolongement de la scolarité jusqu'à 16 ans), mais il reste important dans certains secteurs : chez les garçons (qui représentent 63 pour cent des apprentis), il reste important dans des professions comme la restauration, l'hôtellerie... alors qu'il diminue dans les métiers de la mécanique, la transformation des métaux, l'électricité ; chez les filles, le nombre d'apprenties se maintient dans les secteurs commerciaux, les préparatrices en pharmacie... alors qu'il décroît dans des professions telles que la couture.

Mais si l'apprentissage sous contrat chez un patron tend de plus en plus à se cantonner à quelques secteurs, il y a encore aujourd'hui en France plus de 300.000 apprentis sous ce régime, dont 230.000 dans le secteur non agricole (150.000 dans l'artisanat, 80.000 dans l'industrie). Puisque l'apprentissage était jusqu'à présent de trois ans, cela représente pour le secteur non agricole 80.000 apprentis par année ce qui est un chiffre non négligeable puisque cela correspond à 15 % d'une classe d'âge d'élèves scolarisés dans le premier et deuxième cycle, et la moitié du nombre d'élèves par année dans les sections de préparation aux C.A.P. de l'enseignement technique à temps plein. Ce qui signifie que, sur trois jeunes préparant leur C.A.P., deux sont élèves de l'enseignement technique, et le troisième est apprenti chez un patron.

100 à 300 francs par mois

La seule petite amélioration qu'apporte la réforme au statut des apprentis est la garantie d'une rémunération minimale : elle est de 15 % du S.M.I.C. pour le premier semestre, 25 % pour le deuxième, 35 % pour le troisième et 45 % pour le dernier, soit un salaire mensuel allant de 100 francs à 300 F. Si l'apprentissage dure une troisième année (ce qui doit être désormais l'exception), l'apprenti touchera alors 60 % du S.M.I.C. la troisième année.

Et la loi peut bien affirmer que le contrat d'apprentissage est maintenant une **« variété de contrat de travail »**, l'apprenti n'en reste pas moins considéré comme un gosse à qui l'on donne pour son travail une petite pièce qui ne risque pas de lui permettre de vivre, mais dont l'augmentation progressive a, paraît-il, comme but éducatif de l'habituer peu à peu à gagner sa vie. Quelle délicatesse !

Une filière de formation

Il s'agit, nous dit le gouvernement, de faire de l'apprentissage une véritable voie de l'enseignement technologique, une **« filière moderne de formation »**. Des noms nouveaux pour vendre la vieille camelote, car tout le monde sait que l'on apprend généralement rien, ou pas grand-chose, en contrat d'apprentissage. Si l'artisanat du temps jadis formait ainsi les nouveaux maîtres, l'apprentissage en temps que moyen d'acquérir une formation professionnelle n'est qu'une escroquerie, une escroquerie qui ne marche souvent qu'à cause du chômage : quand on ne trouve pas d'embauche ou qu'on a quitté l'école avant 16 ans, on n'a parfois rien d'autre à faire que de chercher une place d'apprenti.

Il existe bien sûr des diplômes de fin d'apprentissage (souvent encore moins monnayables qu'un C.A.P.) mais ce ne sont que 26 % des hommes et 15 % des femmes qui l'obtiennent à la fin de l'apprentissage.

Quant aux cours dont l'horaire vient d'être augmenté, ils n'existent pas partout (on peut parfois alors les suivre par correspondance), ni dans toutes les branches d'apprentissage. Ils sont souvent faits de façon lamentable, et puis les jeunes n'ont aucune envie d'aller se recoller sur un banc d'école quelques heures par semaine. Bref, ils ne sont fréquentés que par un quart des apprentis sous contrat,

Avec du vieux, on fait du neuf

et n'apportent pas grand-chose à ceux qui les fréquentent.

Signalons enfin qu'avec la nouvelle loi l'apprentissage durera en règle normale deux ans et non plus trois, mais que par contre les apprentis ne pourront plus (sauf ceux qui auraient fini à 15 ans la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire) être embauchés qu'à l'âge de 16 ans, ce qui laisse donc à 18 ans la sortie d'apprentissage.

On le voit, cette réforme ne change pas grand-chose au système de l'apprentissage, et le vieux système, avec quelques coups de pinceau de temps en temps, survit encore. Il survit d'abord parce que certaines professions artisanales en ont besoin, et ce sont souvent les Chambres des Métiers qui organisent les cours d'apprentissage ; il survit aussi parce qu'il donne, moyennant l'organisation de quelques cours (dont le coût est directement prélevé par le patron sur la taxe d'apprentissage qu'il doit payer), une main-d'œuvre d'appoint à bon marché (les apprentis font généralement un travail de manœuvre et non d'apprenti professionnel). Il survit surtout parce que souvent les jeunes, en fin de scolarité, ne trouvent rien de moins mal à faire : alors, à défaut d'un travail, ils s'engagent comme apprentis en attendant de trouver mieux. Un apprenti sur cinq trouve en cours d'apprentissage un travail plus rémunérateur et rompt son contrat.

Olivier BELIN.

" RECLASSEMENTS " A LA R.A.T.P.

LA politique de modernisation de la R.A.T.P. (automatisation de la vente et du contrôle des billets, de la conduite des trains, etc.) fait régner sur le sort de nombre de travailleurs du métro une incertitude à peu près complète (voir Lutte Ouvrière, **nº 186).**

Parmi les plus menacés se trouvent beaucoup de poinçonneurs et de poinçonneuses embauchés à titre temporaire, et qui risquent tout simplement de n'être pas repris, c'est-à-dire de se retrouver à la rue.

Cependant, la direction de la Régie ne veut pas qu'on puisse dire que rien n'a été proposé à ces travailleurs : témoin cette note de service d'avril 1972 qui annonce aux « agents temporaires saisonniers masculins » que dix postes de balayeurs leur sont offerts par la société SAMOTRA, chargée du nettoyage des stations.

Mais il faut voir quels postes ! De tous les points de vue, la situation de ceux qui les accepteront sera inférieure à celle qu'ils avaient à la R.A.T.P. : outre la perte d'un certain nombre d'avantages R.A.T.P., ils auront droit à un horaire de travail plus long (7 h 30 + 2 h 15 d'amplitude, c'est-à-dire près de dix heures de présence), à vingt-quatre jours de congé annuel au lieu de trente ; ils n'auront qu'un jour de repos après sept jours de travail et un « grand repos » (le dimanche et le lundi) tous les quarante-neuf jours, alors qu'ils ont régulièrement deux jours après six jours de travail au métro ; enfin, leur salaire sera inférieur (moins de 1.000 F) !

Correspondant L.O.

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

NOTES AMERICAINES

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, " Le bois qui pleure " **est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

De la découverte des applications de la gomme de l'hévéa, au développement de l'industrie du pneumatique, Le bois qui pleure **brosse une vaste fresque d'un siècle d'histoire autour de ce personnage central : le caoutchouc.**

Les deux précédentes nouvelles, « L'Essai » **et** « Les six roues d'un camion », **se déroulaient en Allemagne nazie, et sur le front allemand d'Afrique du Nord, pendant la Deuxième Guerre mondiale où les chimistes, et les camions allemands, sont aux prises avec les problèmes du caoutchouc synthétique.**

Cette dernière nouvelle nous emmène dans les U.S.A. en guerre, en 1942.

SENATOR CONNALLY. — Nous pouvons tous voir à présent que nous aurions dû nous montrer vigilants à Pearl Harbor, que nous aurions dû éviter la catastrophe, que nous aurions dû faire ceci et que nous aurions dû faire cela. Mais aucun d'entre nous n'a prévu ce qui allait se passer. Nous ignorions tous que les Indes orientales seraient occupées si rapidement. Il est beaucoup plus facile aujourd'hui de dire : « Mon Dieu, mais pourquoi donc n'avez-vous pas agi de telle ou telle façon ? » quand c'est l'autre qui aurait dû le faire. N'est-il pas vrai ?... Nous sommes tous coupables.

Mr. BATT. — Nous sommes tous sur le même bateau.

SENATOR CONNALLY. — Nous sommes coupables. Le Congrès est coupable depuis quatre, cinq, six ou huit ans de n'avoir pas fait construire davantage d'avions. Ils n'ont pas sorti la tête du sable pour regarder autour d'eux et voir ce qui se passait dans le monde... Si nous avions pu dépenser vingt milliards de dollars, il y a cinq ou six ans, nous n'aurions pas à débourser aujourd'hui tant de millions.

Mr. BATT. — Parfaitement.

SENATOR CONNALLY. — Nous ne l'avons pas fait.

Mr. BATT. — Exactement.

SENATOR CONNALLY. — Nous ne l'avons pas fait. Il nous est facile de dire maintenant : « Mon Dieu, pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? » Nous ne l'avons pas fait, voilà tout. A présent, il faut que nous fassions du caoutchouc synthétique, n'est-ce pas ?

Mr. BATT. — Il n'y a pas de doute à ce sujet.

SENATOR CONNALLY. — Que nous en fassions maintenant. Auparavant, nous ne savions pas que nous aurions à en faire. Quels que soient les obstacles et les difficultés, et le prix que nous aurons à y mettre, il faut que nous en fassions.

(Extrait de « Investigation of National Defense Programme ».
Tuesday, March 24, 1942.
United States Senate,
Special Commitee to Investigate the National Defense Programme, Washington, D. C.).

L'auteur est pleinement conscient que des objections raisonnables peuvent être faites à l'extension du patronage gouvernemental, surtout lorsqu'il s'agit d'un gouvernement républicain, à certaines branches de l'industrie, et que l'on juge très impolitique de la part d'un gouvernement le fait de manufacturer des articles qui peuvent être fabriqués par des particuliers. Mais on peut dire qu'il est apparu opportun aux gouvernements eux-mêmes de fabriquer ce dont les gouvernements seuls ont besoin. Les particuliers de la classe commerçante trouvent plus d'avantages à suivre les demandes du marché, et ne sont pas tentés de faire des expériences pour le compte du gouvernement ; et d'autre part, ils sont généralement moins au courant des besoins du gouvernement que les fonctionnaires et les ingénieurs qui sont à son service. Une branche commerciale comme celle-ci, par conséquent, ne semble pas devoir être développée pour les besoins du gouvernement sans que lui-même n'y accorde une attention toute particulière.

(Tiré de « Gum Elastic »,
par Charles Goodyear, New Haven, 1855.)

Des hommes en chemises blanches, des hommes à cols blancs, des hommes en uniforme, un million d'hommes, chacun porteur d'une serviette de cuir ; de jeunes colonels fringants, des savants à lunettes, des bureaucrates importants. Des bureaux, un million de bureaux. Des couloirs. Des kilomètres et des kilomètres de couloirs. L'orchestre crépitant, bruissant, tintant de dix mille dactylos... non, le chef ne peut vous recevoir aujourd'hui... appelez WPB, Republic 7500, descendez l'escalier F, impossible de vous tromper... prenez des taxis... partagez le trajet... Opérateur, donnez-moi National 1414, oui, la Maison Blanche, sortez-le à triple exemplaires... dites-le à votre sénateur... non, ne tuez pas d'Américains... ; des bâtiments, des bâtiments et encore des bâtiments ; une profusion de colonnes doriques... des bâtiments en stuc, des bâtiments de briques rouges, aux lignes fuyantes, des bâtiments d'hier, des bâtiments d'aujourd'hui... des pelles à vapeur dévorant le sol pour faire place aux bâtiments de demain... Descendez à Temporary D, non, ils viennent de déménager, appelez District 3000, appelez Republic 7400... « Dans ce temple, comme dans le cœur du peuple »... classez-le dans le fichier... « faire tout ce qui peut amener une paix juste et durable »... « Lincoln avait vraiment cette taille, papa ? » Les légations vides dans l'Avenue Massachussets, l'air de maisons où quelqu'un vient de mourir, la poussée des hangars, comme des champignons, s'accrochant au mur de nouvelles maisons locatives, et des nègres qui s'en échappent, un peintre WPA sur son échelle qui badigeonne paisiblement un panneau publicitaire entre les murs de porphyre vert du Security Building, un vieux nègre pêchant à la ligne sous les ombrages du Potomac, et la foule des bureaucrates qui se répand dans la ville ; un million de voitures dans un petit parc de stationnement, un million de jeunes filles penchées sur un million de machines à écrire, les voix d'un million de téléphones, un million de problèmes, une nation pacifiste en guerre, ce type dans la Maison Blanche, attendez, il s'agit de tout spécialiser, allocations, priorité, budget... nous faisons ce que nous pouvons, mais...

Une ville calme dans l'hystérie, comme une dame soucieuse de sa dignité et de ses bonnes manières, mais qui peut éclater à tout instant : Washington, mars 1942.

Alfred Hoyt quitta la cabine téléphonique et s'épongea le front ; il était encore tôt, mais l'attente devant le téléphone, la bataille pour un petit déjeuner dans une cafeteria, et son passage éclair chez le coiffeur l'avaient déjà épuisé. Il traversa la salle de lecture de l'Hôtel Willard, se dirigeant vers le fumoir ; le dessin violemment coloré du tapis lui donnait le vertige. Il aurait désiré s'asseoir un instant pour se calmer, mais il n'y avait pas une chaise vide. Le fumoir était noir de monde, assis, debout, attendant, bavardant, lisant les journaux du matin. Hoyt s'appuya contre une de ces colonnes de marbre et essaya de réorganiser son programme de la journée. Hier, on lui avait promis qu'il verrait Mr. White, de la Rubber Production Division, à neuf heures trente ce matin. Mais Mr. White avait été appelé à une séance du WPB, et son idiote de secrétaire n'était pas sûre de l'heure de son retour, à supposer qu'il revînt. A onze heures, il était censé rencontrer Canfield, qui semblait connaître les ficelles de l'endroit et pourrait l'aider... si toutefois on pouvait compter sur Effie... s'il ratait Canfield, il aurait des ennuis à la maison ; il fallait qu'il demeure dans les parages du bureau de Mr. White jusqu'à ce qu'il l'aperçût, sinon, il lui faudrait encore attendre une semaine avant de pouvoir obtenir un autre rendez-vous. Alfred Hoyt soupira profondément, son costume était trop chaud ; la température était basse chez lui à Charlestown, et il avait fait froid pendant toute la semaine à Washington, mais hier, le printemps était venu, et la ville s'était tout à coup transformée en une serre chaude. Sur un canapé se trouvait un beau vieillard à cheveux blancs, à la silhouette longue et osseuse, le bras droit paralysé, la main enfoncée dans sa poche. Hoyt reconnut George Tyler, un personnage célèbre à Akron. Mais qui était son interlocuteur ? Les deux hommes étaient de ceux devant lesquels Hoyt ne pouvait s'empêcher d'éprouver le sentiment de son insignifiance. Il n'était que le gendre de la Compagnie de Caoutchouc McCreely, et McCreely lui-même n'était qu'un marmouset parmi ces géants de l'industrie. Comment Hoyt aurait-il osé s'asseoir sur le même canapé que George Tyler ?

— Toute cette histoire est grotesque, disait Ran-

FEUILLETON

dolph Warrens au vieux G.T. Le gouvernement a besoin d'un bouc émissaire, mais ils se sont trompés d'adresse, s'ils s'imaginent pouvoir m'épingler.

— Ce n'est pas la peine de s'exciter, Randy, dit George Tyler, qui prisait fort la situation ; ça l'amusait énormément de voir son impassible beau-frère suer et se trémousser à l'idée d'une enquête du Sénat dans ses affaires. Garde ton sang-froid.

— Je n'ai jamais été aussi calme ; d'ailleurs, j'ai l'intention de dire un mot ou deux à ces mangeurs de lotus.

— Parfait, approuva G.T., et au même moment, son regard rencontra celui d'un homme à l'aspect miteux, vêtu d'un complet marron et transpirant à grosses gouttes. Je connais ce type-là, se dit-il, en se lançant dans un effort de concentration disproportionné à son objet ; depuis quelque temps, sa mémoire le trahissait parfois, mais il ne voulait pas se l'avouer. Aussi, quand il lui arrivait de vaincre ses réticences, se sentait-il heureux pendant des heures entières. Qui prétend que je vieillis ? se disait-il alors.

— Mais c'est bien Alfred Hoyt, s'écria-t-il, d'une voix triomphale. Comment allez-vous, Alf ?

— Très bien, merci, et vous, G.T. ? dit Hoyt, nageant immédiatement vers cet îlot de cordialité inattendue. Je ne croyais pas que vous vous souviendriez de moi, G.T. Vous avez une mémoire incroyable !

Warrens, à contrecœur, fit de la place au nouveau venu, furieux d'avoir été dérangé dans sa conversation avec Tyler.

— Certainement que je me souviens de vous. Nous nous sommes rencontrés en 1939 aux fêtes du centenaire de Charles Goodyear, à Woburn, n'est-ce pas ? Et comment va Mme Hoyt ?

— Merci, très bien. Nous avons eu un bébé le mois dernier, dit Hoyt. La mémoire de Tyler s'était rouverte et lui apportait un supplément d'information.

— J'ai été peiné d'apprendre la mort du vieux McCreely, dit-il. Quelle personnalité, ce vieux bonhomme ! Tu ne l'as pas connu, Randy ?

- — Pas à ma souvenance, dit sèchement Warrens, et G.T. fit de rapides présentations. Randolph Warrens ! pensa Hoyt, et pendant une seconde, il eut l'air de mâcher un cornichon. Alors, c'est lui. C'est le salaud qui nous a vendus à Hitler... parce que Hoyt, comme tout le monde, s'était fait cette opinion d'après les journaux.

— Si vous n'avez pas connu le vieux McCreely, vous avez beaucoup perdu, dit Tyler. Il avait acheté ses premières patentes directement à Charles Goodyear, et depuis, l'usine est toujours restée propriété de la famille McCreely. Et à présent, c'est vous qui êtes le patron, Alfred ? Pas mal de responsabilités, n'est-ce pas, surtout en ce moment. Et comment les types de la RPD vous traitent-ils ?

— Je suppose qu'ils font ce qu'ils peuvent, et ce n'est pas beaucoup. En fait, je traîne ici depuis une dizaine de jours, pour essayer d'obtenir des attributions, et ne souhaiterais pas à mon pire ennemi de passer par où j'ai passé ! Vous devez voir Mr. White, me disent-ils, mais où se cache ce Mr. White, ça, je n'arrive pas à le savoir. C'est l'homme invisible ! Evidemment, j'imagine que ces messieurs sont submergés, mais nous, les petits producteurs ! Mr. Warrens, nous avons chez nous des ouvriers que nous employons depuis vingt et vingt-cinq ans, dont les pères travaillaient déjà pour nous, et peut-être aussi les grands-pères, des ouvriers que je vais être obligé de renvoyer tous, à mon retour, parce que je n'aurai pu voir ce Mr. White, ni obtenir d'attribution de caoutchouc. J'ai dépensé une fortune à séjourner dans cette ville, et c'est encore une chance ! Si vous voyiez les malheureux qui attendent sur les bancs du Temporary. On devine à leurs visages que beaucoup d'entre eux ont dû emprunter la somme nécessaire à leur voyage à Washington, et ils sont là qui attendent, qui attendent, et chaque minute leur coûte de l'argent, et ces pauvres diables se ruinent chaque jour davantage sans obtenir d'attribution. Mr. Tyler, connaissez-vous Mr. White ?

— Oui, par relation d'affaires, dit prudemment Tyler. Ce n'est pas un homme du caoutchouc, mais un de ces jeunes gens brillants que Mr. Roosevelt a découverts, et vous savez que nous n'aimons guère ces types du New Deal...

— White est un idéaliste, dit Warrens d'un air dégoûté, comme s'il avait dit : White est un puant. Ne croyez-vous pas que nous devrions nous en aller, fit-il soudain. Il en avait assez de la transpiration et du bavardage de Mr. Hoyt.

— Prend les devants, dit tranquillement G.T., que les craintes de son beau-frère remplissaient de joie. Va leur dire ce que tu penses, et évite de te faire donner des jetons de bois par le comité sénatorial.

— ...voir, Mr... eu... Hoyt, dit Warrens avec dédain, et il se leva.

— Bonne chance pour l'enquête, Mr...eu... Warrens, fit Alf Hoyt sur un ton des plus impertinents. Fort bien, pensa-t-il, il est président de l'Usa Oil Company, et je ne suis jamais que le mari d'Effie McCreely, mais je n'aimerais pas être dans sa peau aujourd'hui. Ma situation est au moins propre. Randolph Warrens fendit nonchalamment la foule du fumoir. George Tyler le regarda s'éloigner, et pendant un instant, oublia complètement la présence de Hoyt. De sa main gauche, il palpa son portefeuille dans sa poche intérieure, puis le sortit, le mit sur la petite table de marbre devant lui et l'ouvrit très adroitement pour vérifier si la lettre s'y trouvait toujours. Elle y était, et G.T. rempocha le portefeuille. C'était une lettre de Randolph Warrens à Sylvia, la femme de George Tyler, une lettre des plus compromettantes, une lettre d'amour plate et ridicule, dans laquelle il appelait Sylvia « mon petit oiseau » et signait : « Ton petit gamin ». Depuis que G.T. avait trouvé cette lettre, il se demandait comment il était possible qu'un homme d'affaires aussi retors que Warrens ait pu envoyer une épître aussi compromettante et d'aussi mauvais goût. Il devient vieux et stupide ! Tyler s'était bien amusé à lire et relire la lettre. S'il avait surpris Sylvia dans les bras d'un homme plus jeune que lui, peut-être aurait-il été blessé dans son amour-propre, peut-être aurait-il été furieux et jaloux. Mais Randolph Warrens avait à peu près son âge, et lui, G.T., se savait en meilleure forme que Randolph Warrens, sous tous les rapports, oui monsieur, **tous** les rapports. Malgré tout, cette lettre dans son portefeuille avait quelque chose d'inconfortable. Cela compliquait la vie calme et sans heurt qu'il menait avec Sylvia.

— Mr. Tyler... dit Hoyt timidement, et G.T. se décida à oublier ses désagréments pendant un instant.

— Prenez un cigare, Alf. Et maintenant, parlez-moi de vos ennuis.

— Ce sont ces tétines pour bébés, dit Hoyt. On manque de caoutchouc, d'accord. Il faut se restreindre, bien. Ça, nous le comprenons et ne rouspétons pas. Mais nous sommes fabricants de fournitures pour les drugstores et il est indispensable que nous puissions satisfaire notre clientèle. Nous ne pouvons pas cesser de fabriquer des tétines parce qu'il y a une guerre ? Les gens ne cessent pas de faire des bébés, n'est-ce pas ? Au contraire ! Mais leur Mr. White n'a même pas la politesse de me recevoir, ni de s'excuser et de fixer notre attribution pour nous permettre d'aller de l'avant et fabriquer nos tétines. Ce que j'en ai vu dans cette ville, G.T... et vous ne pouvez séjourner plus de quatre jours dans un hôtel ! Et la nourriture qu'ils vous flanquent dans ces cafeterias ! J'ai un petit ulcère d'estomac — qui n'en aurait pas à notre époque — et mon état empire chaque jour. Tout cela va me conduire à l'hôpital.

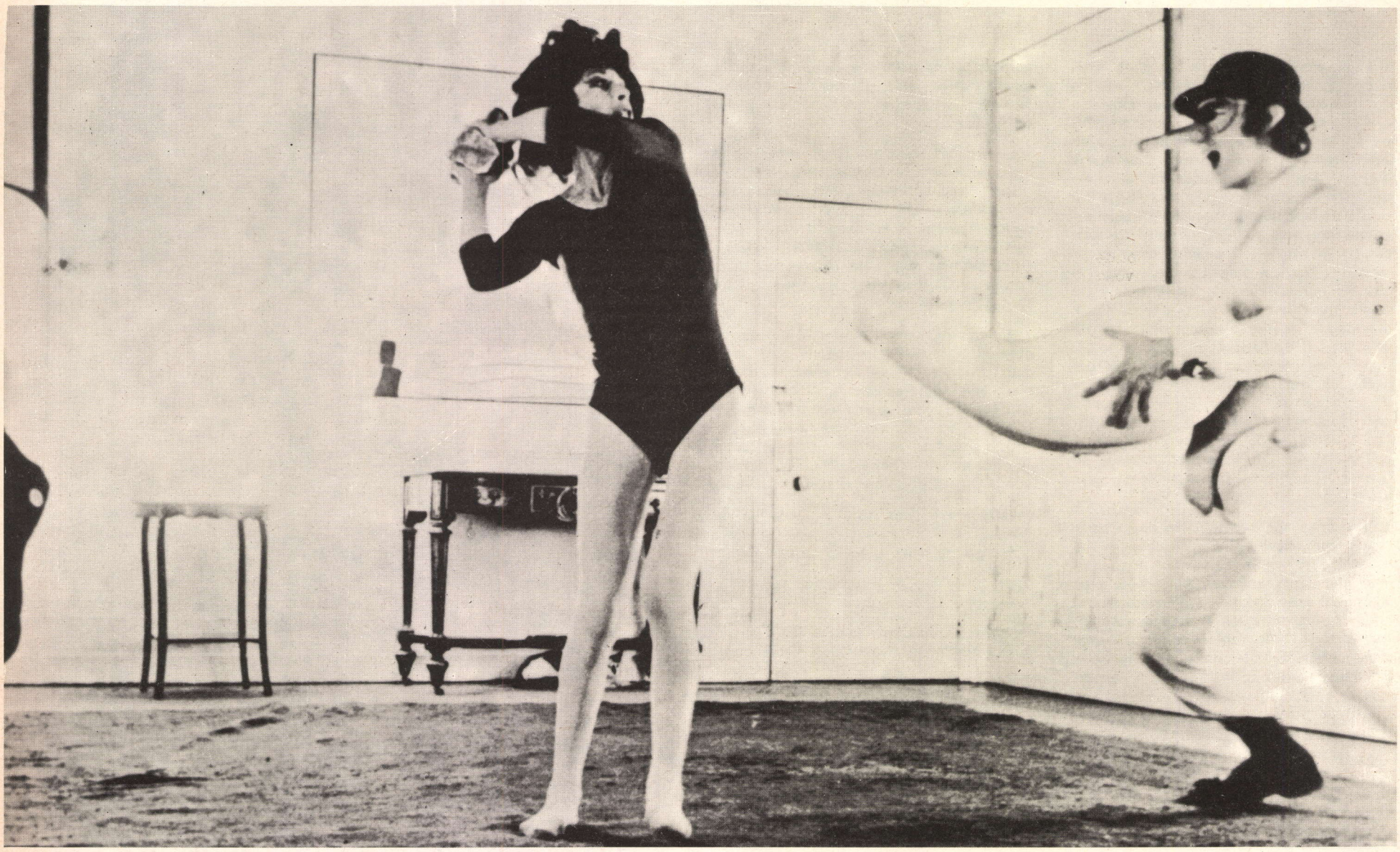
— Ouvrez-moi votre cœur, Alf, dit gentiment G.T. Ouvrez votre cœur, mon garçon.

(à suivre)

cinéma

Orange mécanique

de Stanley Kubrick



STANLEY KUBRICK a des choses à dire, et il sait les dire. Réalisateur des « Sentiers de la gloire », **film interdit en France parce qu'il dénonce la boucherie de la guerre de 1914-1918 et la répression contre les mutineries de soldats dans l'armée française, de** « Spartacus », **qui conte avec beaucoup de sympathie pour les opprimés la fameuse révolte des esclaves qui faillit renverser la domination romaine, de** « 2001, Odyssée de l'espace » **où l'on voit l'humanité sortir de l'animalité et se confronter à ses propres réalisations et à son avenir, Stanley Kubrick avec son dernier né,** « Orange mécanique », **confirme ce qu'il pense des hommes, de la société qu'ils se sont donné jusqu'à présent et surtout de la société qu'ils sont en train de bâtir.**

Pour cela, il ne fait que pousser à l'extrême, mais avec assez de logique pour que l'exagération conserve la puissance d'une œuvre réaliste, les comportements et les excès d'une société (la nôtre) dans laquelle l'être humain ne représente aucune valeur et où sexe et violence servent de « raison de vivre ».

Une bande de « droogs » désœuvrés, sans le moindre sens moral, inaccessibles au moindre sentiment — non parce qu'il s'agit de « mauvais », de « cyniques », ou « d'endurcis », mais parce qu'ils ignorent tout simplement quelque chose qui n'existe plus dans la société où ils vivent — occupent leurs soirées en séances « d'ultra-violence » — assassinats gratuits, bagarres, viols, etc. — seules capables de leur procurer encore un peu de sensations.

La société, pour se protéger et non pour les guérir ou les transformer en êtres humains, les enferme en les traitant avec la même absence de sentiments avec le même mépris, et en leur faisant subir outrages et violences, montrant en cela le même dédain de la personne humaine que les « droogs » en eurent avant leur incarcération. Bien entendu, les prisons regorgent et les crédits manquent. Pour résoudre le problème, le ministre de la Justice décide d'expérimenter un nouveau traitement capable de provoquer artificiellement d'incoercibles nausées à l'approche d'une tentation de violence sexuelle ou autre. A côté des attentions charmantes et des « soins » que le sujet va alors subir, les crimes, violences et viols commis par les « droogs » semblent des jeux d'enfants. Dans une ambiance totalement aseptisée, aussi exempte de microbes que vide de sentiments, le cobaye, au moyen d'un conditionnement « scientifique » et atroce, va perdre tout ce qui pouvait lui rester de conscience.

Comme nous avait avertis le commentateur du film, c'est bien là le plus odieux !

Ainsi transformé l'assassin devient incapable de lever la main sur quiconque. Il n'est même plus apte à se défendre. Il n'en est pas « meilleur » pour autant, ni plus responsable et encore moins conscient, si cela eut été possible. Ce n'est plus qu'une épave inoffensive à la merci des premiers venus, lesquels, avec la même absence d'humanité qui caractérise toute cette société, ne se privent pas de lui en faire supporter toutes les conséquences.

Finalement le traitement échouera et le « malade » redeviendra lui-même, c'est-à-dire une parfaite brute à l'état pur. Il aura tout simplement appris entre-temps non à devenir un être humain conscient de sa dignité et capable d'aimer et d'éprouver des sentiments, mais à intégrer son absence de morale dans une société qui, au fond, ne lui demandait pas autre chose, tel le jeune asocial qui tourne « bien » en devenant militaire de carrière ou homme de main d'un politicien.

On le voit, un film violent qui dénonce la violence, un film froid et net comme un couperet qui dénonce une société glacée, enfin un film où l'on sent que l'auteur, même s'il ne voit pas d'issue, même s'il ne propose aucune explication et, partant, aucun espoir, éprouve pour le moins un profond malaise et un tout aussi profond dégoût devant une société où plus aucune parcelle d'humanité ne subsiste.

Un film à voir car, au fond, malgré son aspect de fiction futuriste, ce monde barbare n'est pas seulement celui qu'on nous prépare... c'est déjà un peu le nôtre, celui que nous vivons tous les jours sous le système capitaliste.

Alain MARQUET.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	F	E	R	E	N	D	U	M
II	E	L	E	V	A	T	O	I	R	E
III	V	I	D	E	■	■	S	A	N	G
IV	O	R	E	N	S	E	■	M	E	E
V	C	E	R	E	A	L	■	E	■	R
VI	A	■	A	M	N	I	S	T	I	E
VII	B	E	T	E	S	■	A	R	C	■
VIII	L	■	I	N	■	C	■	E	A	M
IX	E	M	O	T	I	O	N	■	R	I
X	S	A	N	S	C	R	I	T	E	S

TÉLÉVISION : SÉLECTION DE LA SEMAINE

MARDI 16 MAI

1re CHAINE (20 h 30) :

« A armes égales »
Le gauchisme
avec Alexandre Sanguinetti, ancien ministre et fleuron de l'U.D.R., et Michel Rocard, secrétaire général du P.S.U. Dommage qu'il n'y ait aucun gauchiste parmi les deux protagonistes.

MERCREDI 17 MAI

2e CHAINE (20 h 30) :

« Les dossiers de l'écran »
La fièvre du pétrole (1940)
de Jack Conway avec Clark Gable, Spencer Tracy, Claudette Colbert.
Jack Conway fut un metteur en scène de talent qui donna notamment Quand la ville dort, Viva Villa, Saratoga, *etc... Dans* La fièvre du pétrole, *il met en scène deux amis (et deux excellents acteurs) qui cherchent à faire fortune par l'exploitation d'un gisement qu'ils ont découvert.*
Le débat qui suivra concernera « L'Or noir ». Il est à craindre qu'il tourne plus autour de problèmes énergétiques qu'autour de problèmes politiques comme le pillage des richesses pétrolières du tiers monde par l'impérialisme.

VENDREDI 19 MAI

1re CHAINE (20 h 30) :
La bête humaine (1938)
un film de Jean Renoir d'après l'œuvre de Zola, avec Jean Gabin, Fernand Ledoux, Blanchette Brunoy.

théâtre

LA CAGNOTTE

d'Eugène Labiche

IL n'est que de jeter un coup d'œil sur les « textes d'analyse » **vendus à l'entrée pour avoir des inquiétudes sur la valeur du spectacle. Sur un ton pédagogique et prétentieux, Jean Jourdheuil nous explique que Jean-Pierre Vincent, Patrice Cauchetier et lui-même ont** « tenté de promouvoir une critique radicale de la vision du monde de Labiche » **et ont cru bon de** « transformer (renverser) (2) le système dramaturgique qui se trouve à l'œuvre dans **La Cagnotte,** afin que les spectateurs de notre temps ne soient pas insidieusement contraints à abandonner au vestiaire leur point de vue de classe ». **Et dans cette énergique entreprise de nettoyage (de l'œuvre de Labiche), ils ont été** « conduits... à conférer au texte, par rapport au jeu, une fonction de redoublement propre à signifier l'aspect théâtral du comportement des petits-bourgeois, cette façon qu'ils ont... de se donner à eux-mêmes le spectacle de leurs hauts faits ».

Bref, nous sommes touchés de la sollicitude condescendante avec laquelle ce trio veille sur nous et se met en quatre pour tout nous expliquer. Ainsi, pour permettre au spectateur de tout comprendre, a-t-on ajouté entre les scènes des numéros de music-hall, dont certains sont drôles, reconnaissons-le, mais qui font complètement perdre le fil de l'action. Par ailleurs, toujours pour que ce soit plus clair, les scènes ont été peuplées de symboles : la Nation, la Bourse, des policiers à tête de vautour...

Le résultat, c'est que le spectateur — ô ingratitude ! — se rase mortellement.

Ces petits-bourgeois de province du siècle dernier qui vont dépenser leur cagnotte à Paris et auxquels il arrive mille mésaventures (prison, escroquerie...) sans qu'ils perdent pour autant confiance dans l'ordre social, sont ennuyeux. Mais eux ne sont qu'ennuyeux.

Par contre, les J. Jourdheuil et compagnie, sont irritants. Le mépris qu'ils affichent pour la petite-bourgeoisie n'a d'égal que leur auto-satisfaction. La petite-bourgeoisie a certes une vision bornée de la réalité mais ce n'est pas tant « La Cagnotte » **surtout revue et corrigée qui le montre, avec son schématisme outrancier, que le regard porté sur elle — et sur nous spectateurs — par les créateurs de la pièce.**

En résumé : une pièce à ne pas voir.

Isabelle DUBOIS.

---

(1) Au Théâtre de l'Est Parisien, par la troupe du Théâtre National de Strasbourg.

(2) Précise J. Jourdheuil.

LES NÉGRIERS

de Daniel Boukman

LA troupe Griotshango est un groupe mi-amateur, mi professionnel. Il a monté une pièce de Daniel Boukman, Martiniquais émigré à Alger. La troupe est actuellement à la recherche d'un théâtre qui pourrait les accueillir. En attendant, ils donnent des représentations à la Cité Universitaire et au Théâtre de l'Ouest Parisien.

Malgré des conditions difficiles (manque de locaux pour les répétitions, d'argent...), l'ensemble de la troupe fait preuve de beaucoup de talent. Pendant deux heures, ils chantent, dansent, miment et réussissent, à force d'entrain et d'enthousiasme, à maintenir l'intérêt des spectateurs. Le mérite en revient certainement pour une large part à la mise en scène et au jeu des acteurs, car le texte est plus que mince.

Pourtant, le projet de la pièce est ambitieux : résumer toute l'histoire des Antilles françaises. L'idée de base est un parallèle entre la traite des Noirs d'Afrique au XVII[e] et au XVIII[e] siècle et l'émigration actuelle des Antillais vers la métropole. Le « personnage » central est le DUBIDOM, qui devient DOMBIDU (BUMIDOM), chargé d'organiser cette nouvelle traite et représenté, entre autres, par un curé, un député, une assistante sociale et un patron.

Le porte-parole du BUMIDOM proclame l'existence d'un « plan » de dépopulation totale des Antilles pour les transformer en lieux de tourisme pour les Blancs.

Certaines scènes sont bien venues : l'élection où les voix de la bonne sœur, du grand propriétaire et de la pharmacienne pèsent plus lourd que celles des travailleurs, la visite officielle du général accueilli aux accents de « Chez nous, soyez reine, nous sommes à vous... ».

Mais l'ensemble de la pièce se place sur un terrain nationaliste et même raciste : Noirs contre Blancs, Créoles contre Français, appel à la « Mère Afrique » contre les livres des Blancs... Nulle part, les travailleurs antillais immigrés ne sont montrés dans leurs rapports avec les patrons, mais uniquement avec les nouveaux négriers du BUMIDOM et les travailleurs français racistes. Les Français, travailleurs ou non, sont uniformément présentés comme racistes, bêtes, mesquins... face aux Noirs opprimés, dignes, beaux... Et le fait que dans la pièce les rôles de Blancs sont joués par des Noirs et inversement ne change rien au fond.

Encore une fois, le talent des acteurs et du metteur en scène ne sont pas en cause. Mais la pièce de Daniel Boukman, qui se conclut sur un appel à rejoindre les nègres marrons et à prendre les armes, avec le caractère extrêmement primaire de ses arguments, est un bon exemple de ce à quoi peut aboutir cette orientation : le racisme à l'envers.

Danielle TALSAND.

humour noir

IL n'est pas rare que les publications officielles fassent preuve d'un humour bien involontaire. L'abject le dispute au ridicule dans la brochure sur la guerre nucléaire, chimique ou bactériologique que les services de Michel Debré distribuent aux soldats du contingent. Il s'agit d'un résumé qui se veut simple des précautions à prendre lors d'un tel conflit, un manuel du parfait petit combattant de la guerre de demain en quelque sorte. De petits dessins suggestifs, où l'on s'étonne de ne pas trouver Bécassine, tentent d'expliquer au bidasse moyen qu'en creusant un trou ou en s'abritant derrière un mur, la bombe atomique ne présente en fin de compte (presque) aucun danger. Le tout est assorti d'un questionnaire destiné à vérifier que le « lecteur » a bien compris les dessins et dont voici quelques extraits :

« Question : **Le soldat derrière le mur est-il mieux protégé que le soldat devant le mur ? Pourquoi ?**

Réponse : **Oui, le mur est un écran pour la radio-activité.**

Q. : **Pourquoi le soldat du centre se voit-il sur un brancard ?**

R. : **Sans protection, il pense avoir été atteint par la radio-activité.**

Q. : **Pourquoi le soldat en haut à droite n'est-il pas encore debout ?**

R. : **Il a été un peu choqué et il récupère.**

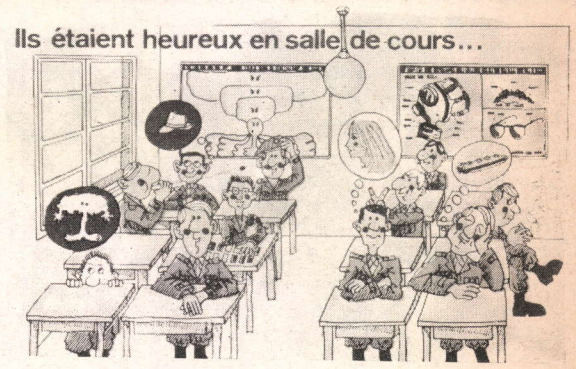
Q. : **Qu'est-il arrivé au soldat de gauche ? Pourquoi ?**

R. : **Il ne s'est pas protégé : il est mort. »**

Le tout se termine par la vision idyllique de soldats médaillés et indemnes revenant dans le village natal, indemne lui aussi, sous le titre : **« La guerre finie... ils revinrent... tout joyeux... ».**

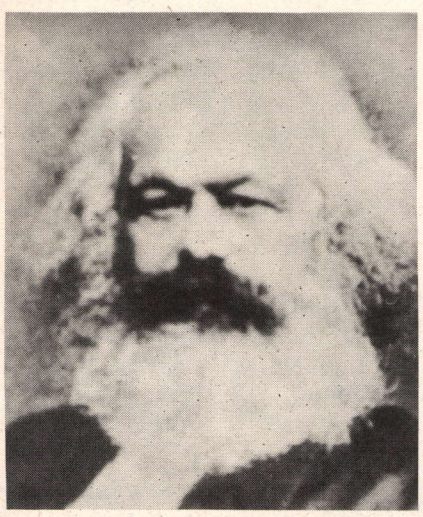
Un chef-d'œuvre de c... militaire en somme !

Quel dommage que les habitants d'Hiroshima n'aient pas pu lire la brochure !



LE SYNDICALISME

recueil de textes de Marx et Engels



LE recueil de textes écrits par Marx et Engels il y a plus d'un siècle est pourtant bien vivant et d'une étonnante actualité. Bien présentés et annotés de façon vivante et intéressante par Roger Dangeville, ils sont d'une lecture aisée.

Ces textes présentent d'abord, bien sûr, un incontestable intérêt historique. Marx et Engels nous évoquent très concrètement les conditions de vie des ouvriers du XIX^e^ siècle, les luttes acharnées et innombrables qu'ils ont dû mener. Particulièrement intéressants sont les textes relatifs à l'activité de la Première Internationale et à son intervention dans les grèves.

Mais, au-delà de l'intérêt historique, on assiste à l'affrontement implacable et inéluctable entre les deux grandes classes sociales qui divisent la société : le prolétariat et la bourgeoisie. Les méthodes cyniques, brutales ou détournées et insidieuses que la bourgeoisie utilise, avec toute l'énergie que lui donne sa peur devant un prolétariat de plus en plus conscient de sa force, sont décrites avec minutie. Mais le prolétariat, lui, se dresse comme la classe porteuse de l'avenir de l'humanité, avec une cohésion, une capacité d'organisation, un courage et une abnégation qui lui assureront la victoire.

Les protagonistes sont toujours face à face aujourd'hui et les écrits de Marx et d'Engels sur le salaire, la hiérarchie des salaires, la diminution du temps de travail sont loin d'être dépassés. La critique pénétrante qu'ils font des vieux syndicats anglais corporatistes et apolitiques met pour la première fois en lumière la corruption des organisations ouvrières au profit de la bourgeoisie. Là non plus leur analyse n'a pas perdu, hélas, tout intérêt !

Mais surtout, bien que fort conscients « qu'il faut quelque chose de plus que les syndicats ouvriers pour briser la domination de la bourgeoisie », **Marx et Engels s'attachent à définir le rôle immense que le syndicalisme doit jouer dans l'organisation et la prise de conscience du prolétariat.** « A part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, ils doivent maintenant agir comme foyer d'organisation de la classe ouvrière dans le but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social ou politique tendant dans cette direction. »

Face aux organisations syndicales réformistes et bureaucratisées que l'on connaît aujourd'hui, les textes de Marx et d'Engels nous permettent de retrouver le véritable sens de l'action syndicale et c'est là certainement ce qui leur confère tant d'actualité.

Dominique CHABLIS.

LE PARI CHILIEN

de Catherine Lamour

L'EXPERIENCE chilienne pose un problème d'intérêt général : est-il possible d'instaurer un système socialiste, sans avoir, au préalable, détruit par la force les bases politiques, économiques, juridiques et militaires sur lesquelles reposait l'ancienne société ? » écrit Catherine Lamour, journaliste à *Politique-Hebdo*, en conclusion de son livre *Le pari chilien*. Et l'auteur d'ajouter que la *« recette »* choisie par les partis de gauche chiliens, à savoir *« le Front populaire »*, si elle comporte des *« écueils »*, était de toute manière la seule stratégie possible étant donné *« l'équilibre des forces sociales au Chili »*.

Voilà qui situe la lignée dans laquelle s'inscrit cette étude et il faut bien dire que l'on est obligé d'accueillir avec prudence toute remarque et observation provenant d'une pareille analyse.

En ce qui concerne la situation économique du Chili le livre n'est pas dénué d'intérêt : il comporte de nombreux exemples chiffrés sur l'étau dans lequel l'impérialisme américain étrangle l'économie du pays.

Sur le plan politique, par contre, bien des choses sont contestables. Du Parti Communiste Chilien dont l'optimisme indécrottable sur le loyalisme des forces armées est à juste titre relevé par l'auteur, peu de choses sont dites, notamment en ce qui concerne son influence dans la classe ouvrière, alors que le PCC est depuis longtemps présent en force dans la Centrale Unique des Travailleurs, centrale syndicale ouvrière unique du pays. Au contraire la gauche du Parti Socialiste et plus encore le MIR, bénéficient de la sympathie et de l'enthousiasme de l'auteur. Et ce à un point tel que le MIR se voit gratifier en plus d'une influence peut-être bien réelle parmi les paysans indiens sans terres du sud, d'une implantation ouvrière démesurée par rapport à ce qu'elle est dans la réalité.

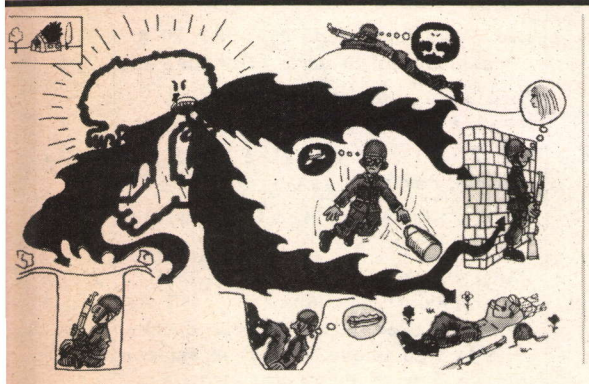
Ainsi, après avoir présenté, à la suite des Allende et autres Castro, les mineurs de cuivre comme une aristocratie ouvrière privilégiée et égoïste, C. Lamour nous annonce que le MIR vient de conquérir en quelques mois de solides positions parmi le prolétariat des mines. De même les occupations spontanées d'usines par des travailleurs sont, sans autre commentaire, purement et simplement portées au compte de ce mouvement. Quant à l'ambiguïté politique du MIR, nous apprenons simplement qu'issu du milieu étudiant et après avoir progressivement abandonné la perspective de la création de guérillas dans les campagnes, il refuse de critiquer Castro qui pourtant soutient Allende de son prestige et de ses exhortations aux sacrifices adressées aux ouvriers.

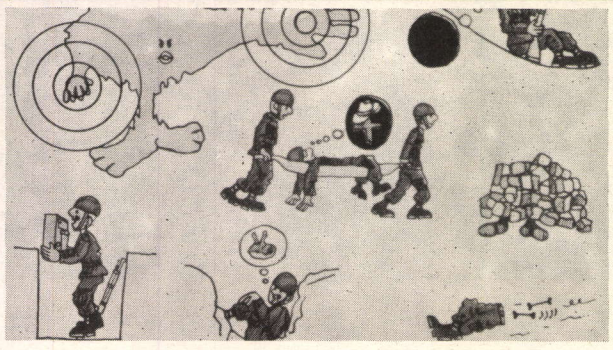
Pourtant ce sont bien ces constants appels aux sacrifices à l'intention des masses populaires qui constituent le fin du fin de la politique du régime d'Allende en matière sociale. *« Gagner la bataille de la production »*, tel est l'objectif prioritaire de ces ministres bourgeois qui ne prennent la peine de se déguiser en marxistes que le temps d'une élection ou... d'une interview.

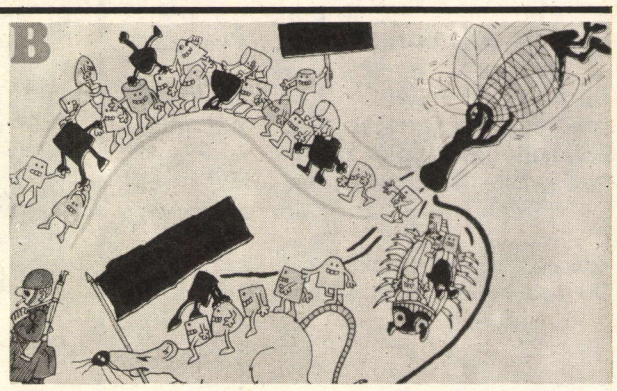
Pierre VERNANT.

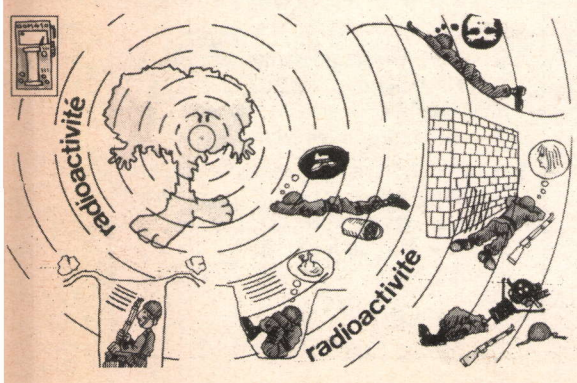
Le pari chilien de Catherine Lamour. Editeur Stock. 25 F.

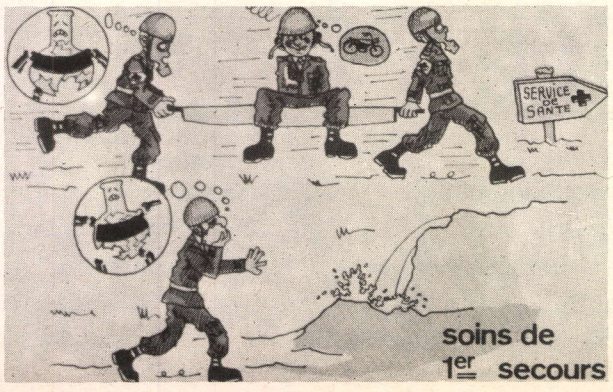
Lorsqu'ils protestent contre leurs conditions d'existence, Allende leur envoie l'armée, comme n'importe quel gouvernement bourgeois. (Ph. U.P.I.)

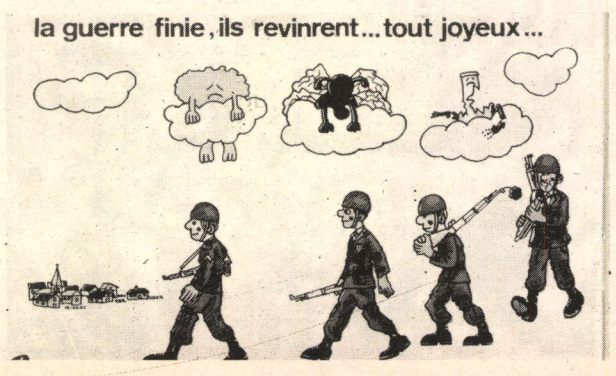












Samedi 20
Dimanche 21
Lundi 22

Pentecôte 1972

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Le programme artistique

SAMEDI

● Grand spectacle folklorique avec

— Une troupe de danse d'Afrique Centrale (Mali, Mauritanie, Sénégal).

— Folklore d'Arménie.

— ... et des chanteurs brésiliens et argentins.

● Festival Pop avec notamment : les groupes « Epoque », « Arc-en-Ciel », « Purple Fog », « Corporation ».

● Représentation de ballets modernes d'Alberte Raynaud.

● En soirée, de 18 h 30 à 22 h 30 : GRAND BAL.

DIMANCHE

● Chanteurs Folk-Song : Sansous, Orientis...

● Pop avec « Haute Lune », « Epoque », « Arc-en-Ciel », « Rag-Time ».

● En matinée, à partir de 15 heures, spectacle de variétés avec Francesca Solleville. François Béranger, Pierre Repp, Los Huincas et les fanfares et les rythmes du Grand Magic Circus.

● En soirée, festival de Jazz avec Claude Nougaro et ses musiciens.

LUNDI

● Pop avec les « Harlem City Dream », Folk-Song, Orchestre Ragtime.

● Danses arméniennes.

● Spectacle avec Paco Ibanez, « Los Quirpas » et le Théâtre du Soleil.

Au hasard des stands

EXPOSITIONS :

« Les transports en commun », « Les grèves de Girosteel et de l'Alsthom », « La femme et le socialisme », « La révolte des vignerons de 1907 », « La rénovation du 15e », etc.

JEUX :

Courses de vélos, jeux de massacre, tirs à l'arc, tirs aux fléchettes, échecs, courses de sacs, cross, crochet radiophonique, judo, etc.

SPECIALITES CULINAIRES :

Gaspacho, tapas, churros, plats chinois, aïoli, couscous, bananes flambées, moules, brochettes, sandwiches tunisiens, confit du Béarn, crottins de Chavignol, crevettes, boudin antillais, tabouleh du Liban, etc.

CE QU'ON POURRA S'Y PROCURER :

Paroliers, émaux sur cuivre (bagues, colliers...), le tee-shirt de la fête, sacs en toile, poupées, brocante, affiches et lithographies, tables en céramique et fer forgé, livres, disques, etc.

La troupe du Théâtre du Soleil, à la fête de Lutte Ouvrière, en 1971. (Ph. L.O.)

Au cinéma

Une sélection de films parmi lesquels :

- Les sept samouraïs
- Que Viva Mexico
- Le cuirassé Potemkine
- Noblesse oblige
- Mourir à Madrid
- Octobre
- La chevauchée fantastique
- La grève
- Salvatore Guliano
- L'as de pique

Pour s'y rendre de Paris...

CARS :

● Service permanent de la porte de la Chapelle à partir du samedi 20 mai à 11 h 30.

● Départ toutes les quinze minutes.

TRAINS :

● Départ toutes les heures de la gare du Nord.

● TRAIN SPECIAL le dimanche 21 mai à 14 heures à la gare du Nord. Retour du train à 23 h 30 en gare du Nord.

AUTOS :

● Pour aller à Presles, emprunter la Nationale 1 (Paris-Beauvais) et prendre l'embranchement de Presles (D 78) à 23 km de la porte de la Chapelle.

● Parking à Presles, à environ 1.500 mètres de la fête.

... et de la province

Des quatre coins de la France, de nombreux cars amèneront à Presles les lecteurs et sympathisants de Lutte Ouvrière qui désirent participer à la fête de notre journal.

A l'attention de nos amis qui ne sont pas en contact avec des militants de Lutte Ouvrière, nous pouvons, en particulier, signaler les départs de cars suivants :

CLERMONT-FERRAND : samedi 20, à 7 h du matin, à la gare routière.

ROUEN : samedi 20, à 14 h, devant le cirque de Rouen.

BORDEAUX : samedi 20, à 6 h 30 du matin, place Francis-de-Pressencé.

LYON : samedi 20, à 7 h du matin, place Bellecour, devant la librairie Flammarion.

GRENOBLE : samedi 20, à 5 h 30 du matin, rue Vauban, devant le siège des cars Ricou.

SAINT-ETIENNE : samedi 20, à 6 h 30 du matin, place Albert-Thomas.

BESANÇON : samedi 20, à 12 h, square St-Amour (près de l'autogare).

DIJON : samedi 20, à 8 h et à 12 h 30, place du 27e R.I. (en face du palais des Congrès).

RENNES : samedi 20, à 8 h du matin, place Viarme.

ORLEANS : dimanche 21, à 7 h 30 du matin, devant la gare d'Orléans.

BOURGES : dimanche 21, à 6 h du matin, à la gare routière.

VIERZON : dimanche 21, à 6 h 30 du matin, devant la gare.

TOURS : dimanche 21, à 6 h du matin, quai numéro 7.

SAINT-NAZAIRE : renseignements et inscriptions à la librairie « Le Tiers Livre », chez Froideval, 55, avenue de la République. Départ le samedi 20, à 5 h 45 du matin, place Marceau.

NANTES : renseignements et inscriptions à la « Librairie 71 », 29, avenue Jean-Jaurès. Départ le samedi 20, à 7 h du matin, place Viarme.

TOULOUSE : renseignements et inscriptions les mercredi 17 et vendredi 19 mai, de 18 à 20 h, au café « Le Clocher de Rodez », place Jeanne-d'Arc.